

Industrie et défense européenne

Le choix par le gouvernement de M^{me} Thatcher des appareils américains AWACS de préférence au Nimrod de fabrication britannique n'aura surpris personne. Entre deux systèmes aéroportés permettant la détection radar à basse altitude, tous les experts s'accordent à considérer celui offert par Boeing comme le plus performant. Il avait en outre l'avantage d'être immédiatement disponible. Or les besoins de la défense britannique sont urgents. La cause était donc pratiquement entendue, malgré la bataille d'arrière-garde menée par les constructeurs du Nimrod. On s'étonnera seulement que la décision de Londres ait été si tardive — ce qui aura contribué à alourdir la note de cette aventure ratée.

M^{me} Thatcher avait, il est vrai, quelques raisons politiques d'hésiter. Voici un an, son gouvernement avait été sérieusement ébranlé par l'affaire Westland dans laquelle il avait soutenu l'option américaine que représentait la firme Sikorski. La décision annoncée jeudi 18 décembre en faveur de Boeing n'a pas suscité les mêmes romous, à la fois pour des motifs techniques et en raison des compensations diverses promises par les Américains. Il demeure que l'industrie britannique a dû s'effacer devant ces derniers et que cet échec n'incite pas à l'optimisme quant à son futur développement.

Les conséquences de cette affaire ne touchent pas seulement la Grande-Bretagne. La France est directement concernée qui envisage elle aussi de se doter d'un système de détection aéroporté et prospectait en commun avec les Britanniques les solutions offertes d'un côté ou de l'autre de l'Atlantique. Si l'opération est financièrement supportable et si les besoins — différents — des deux états-majors peuvent être satisfaits par Boeing, il est probable que Paris s'alignera sur Londres.

La mise au point d'un avion-radar capable de remplir les missions très diverses que pourraient exiger les pays européens aurait sans doute constitué l'expérience la plus difficile, peut-être la plus coûteuse, d'une coopération entre les membres de la Communauté en matière de défense. Qu'une fois de plus il revienne à l'Amérique de couvrir les besoins de ses alliés — en dans un secteur de haute technologie militaire — devrait cependant inciter plusieurs capitales à donner une impulsion plus énergique à ce genre de coopération.

Qu'il s'agisse des blindés, de l'aéronautique, de l'observation spatiale, les projets ne manquent pas. Rien n'est simple dans ce domaine, et d'excellentes raisons peuvent être avancées par chacun pour défendre des conceptions qui lui sont propres. Le résultat, cependant d'être que, de plus en plus, les uns ou les autres choisiront de s'adresser aux industries américaines.

(Lire nos informations page 3.)

Répression et droits de l'homme en Union soviétique

- Andreï Sakharov autorisé à regagner Moscou
- Émeutes dans la capitale du Kazakhstan

Andreï Sakharov, qui vit en exil forcé depuis six ans à Gorki, et sa femme, Elena Bonner, ont été autorisés à rentrer à Moscou, a-t-on annoncé officiellement, vendredi 19 décembre, dans la capitale soviétique.

D'autre part, des émeutes de caractère « nationaliste » ont éclaté à Alma-Ata, capitale du Kazakhstan. Les troubles ont duré deux jours, et ont été suffisamment

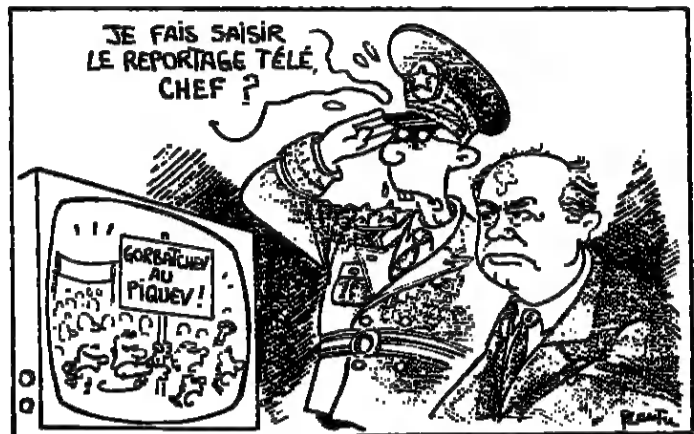
graves pour que l'agence Tass en fasse état, précisant que tout était rentré dans l'ordre. L'agence soviétique laisse entendre que les manifestants, des étudiants menés par des « éléments nationalistes », voulaient protester contre la nomination d'un Russe à la tête du PC du Kazakhstan. Selon une représentante du quotidien local, contactée depuis Moscou par l'AFP, il y a eu « des blessés et des morts ».

Douze heures après la diffusion par l'agence Tass d'un communiqué tout à fait exceptionnel sur les troubles au Kazakhstan, un vice-ministre des affaires étrangères de

l'URSS a annoncé que l'académicien Andreï Sakharov et son épouse Elena Bonner étaient autorisés à regagner Moscou. La mesure d'assignation à résidence à Gorki, ville interdite aux étrangers, prise à son encontre en janvier 1980, est donc levée. Selon la formule utilisée par le vice-ministre, M. Vladimir Petrovsky, au cours d'une conférence de presse, les « organes compétents ont pris en considération le fait qu'il [Andreï Sakharov] était depuis longtemps à Gorki et l'ont autorisé à revenir à Moscou. Cela lui permettra de reprendre ses activités à l'Académie des sciences ». Quant à M^{me} Bonner, qui était frappée de la même mesure depuis l'été 1984, elle a été « graciée ».

Le Prix Nobel de la paix, principale figure de la dissidence soviétique, n'avait pas cessé de protester contre sa relégation, et avait observé plusieurs grèves de la faim.

(Lire nos informations page 3.)



M. Mitterrand se pose en garant de la « cohésion sociale »

La riposte de M. Chirac

Après son refus de signer l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail, M. Mitterrand a déclaré, jeudi 18 décembre, à Bourg-en-Bresse, que « la cohésion sociale commande la cohésion nationale » dont il se considère comme le garant.

Le gouvernement et la majorité contestent vivement la décision du chef de l'État.

Les présidents des groupes parlementaires de la majorité ont demandé au gouvernement de présenter les dispositions de l'ordonnance sous forme d'amendement au projet de loi social en cours d'examen. Le gouvernement devait accéder à cette demande dès vendredi après-midi à l'Assemblée nationale. Le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, ainsi amendé, serait adopté définitivement samedi au Sénat.

A chacun selon ses besoins, à chacun ses protégés. Agriculteurs et syndicats y trouvent leur compte, mais ce n'est pas le même. M. François Mitterrand ne peut pas, comme M. Jacques Chirac, sortir 2 milliards de francs de son chapeau pour assurer la « cohésion sociale » et le calme dans les sous-préfectures ; il peut, en revanche, imposer au gouvernement la « pause sociale » demandée par M. Edmond Maire, mais aussi par MM. Paul Marchelli et André Bergeron.

Après une journée d'indignation, propice à des débordements d'imaginaire en matière de procédure parlementaire, MM. Jacques Chirac, Edouard Balladur et Philippe Séguin ont jugé que le refus de signature opposé par le président de la République au projet d'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail, à trois jours de la clôture de la session d'automne du Parlement, n'est pas imparable.

Jeudi en fin de matinée, le ministre des affaires sociales et de l'emploi et certains collaborateurs de M. Chirac défendaient l'idée d'une session extraordinaire du Parlement, dans le prolongement de la session finissante, voire en janvier, pour faire adopter illico un projet de loi correspondant à l'ordonnance refusée.

M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, indiquait, au cours de son point de presse hebdomadaire, qu'il était possible de « forcer les feux », que les présidents des groupes parlementaires de la majorité y étaient favorables, mais que M. Chirac n'avait pas encore pris sa décision.

Invité du journal d'Antenne 2, à 13 heures, M. Séguin présentait, en réponse aux motifs supposés du refus présidentiel, une argumentation vigoureuse.

PATRICK JARREAU et JEAN-YVES L'HOMEAU.
(Lire la suite page 5.)

Les perspectives économiques de l'OCDE pour 1987

Une croissance toujours médiocre dans le monde et une année incertaine pour la France

PAGE 26

Guerre sourde entre M. Dassault et M. Giraud

Le président de la société aéronautique reproche ses tergiversations au ministre de la défense

PAGE 8

Le procès de Bokassa

La revanche des victimes

PAGE 4

Onze hommes sur un bateau

Marc Pajot, le skipper de French-Kiss

présente son équipage

PAGE 10

Le calendrier des vacances de la prochaine année scolaire

PAGE 16

Le Monde

SANS VISA

Les designers du mobilier de l'Elysée

Les bonnes adresses du ski de fond

Pages 17 à 24

Le sommaire complet se trouve page 30

Les grèves dans les transports

Pour la deuxième journée consécutive, le trafic des trains de banlieue a été paralysé, le vendredi 19 décembre, sur le réseau de Paris-Nord par un mouvement de grève des agents de conduite. Le trafic des grandes lignes a été dans l'ensemble assuré, à l'exception de certains trains entre Paris et Amiens ou Lille. Le mouvement a gagné le réseau de la banlieue sud-est au départ de la gare de Lyon où un train seulement sur quatre circule.

La grève est partie de la base, qui a exprimé dans des tracts des revendications tous azimuts allant de l'attribution d'une carte de première classe à tous les cheminots jusqu'à l'abandon de l'utilisation abusive des tests psycho-techniques. Les syndicats ont canalisé ce mécontentement en déposant des préavis de grève exprimant des demandes plus générales d'augmentations des salaires et d'abandon du contrat de plan.

Les préavis de la CFDT et des autonomes de la FGAAC (pour la ligne C du RER) courent jusqu'au lundi 22 décembre. En revanche, celui de la CGT s'étend du samedi 20 à 20 h au mercredi 24 décembre à 18 h sur l'ensemble du réseau de Paris-Nord.

A la RATP, la grève du Syndicat des conducteurs autonomes de métro et de RER pour les 22, 23 et 24 décembre (56 % aux élections professionnelles) va entraîner de fortes perturbations. Cette grève, dont la CGT s'est désolidarisée, ne touchera pas les autobus.

Si les syndicats envisagent une coordination d'actions pour le début de février, ils ont à faire face, pour l'instant, à des mouvements très catégoriels. Alors qu'un sondage de la SOFRES pour Liaisons sociales fait apparaître une remontée de la cote de confiance des syndicats auprès des Français, de telles grèves risquent, par leur caractère corporatiste et les perturbations qu'elles vont entraîner, de devenir rapidement impopulaires.

Pauvreté et progrès

La poussée des marginaux

par Pierre Drouin

Un clochard recroquevillé sur un banc de métro. Un jeune qui fait la « manche » dans la rue, avec, sous sa robe de chambre, le carton explicatif. La réouverture des « restaurants du cœur » lancée par Coluche. Les images d'enfants décharnés du tiers monde à la télévision... La pauvreté a bien des façons de s'illustrer, de nous rappeler à nos devoirs de solidarité. Mais c'est là seulement la partie émergée de l'iceberg.

Sans doute y a-t-il toujours eu des misères cachées mais, surtout, nous voyons trop mal aujourd'hui, dans les pays riches, les courants souterrains qui, par suite, de tour pris par notre évolution économique, alimentent un réseau de marginaux de plus en plus important.

C'est le mérite de l'UNESCO d'avoir récemment patronné une réunion d'experts internationaux qui ont non seulement constaté ce phénomène mais rendu évident que les notions de « pauvreté » et de « progrès » — c'était le thème choisi — varient beaucoup selon les sociétés et les cultures.

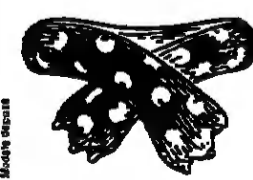
Pourquoi les « exclus » sont-ils de plus en plus nombreux ? Il faut d'abord se méfier de certains jusqu'au-boutistes. De beaux esprits ont étendu la « nouvelle pauvreté » à un certain inconfort psychique né des besoins nouveaux (culturels, relationnels, etc.) jaillis des sociétés d'abondance. Sans doute ne faut-il pas négliger ce « malaise de la civilisation » comme disait Freud et les attentes « post-matérialistes », mais ces revendications doivent

tout de même passer après celles qui touchent aux droits fondamentaux de l'homme, qui sont ceux de se nourrir, de se vêtir, d'avoir accès à l'éducation, au travail et à la protection sociale.

Curieusement, au reste, on sépare trop ces droits économiques et sociaux des droits de l'homme. Huguette Redegeld et Eugen Brand, au nom du mouvement international ATD quart-monde ont appuyé sur ce point dans leur communication de l'UNESCO. « C'est en Occident, soulignent-ils, qu'a pris racine l'idée qu'il était possible d'établir des libertés civiles, des droits politiques sans veiller en même temps au respect des droits économiques, sociaux et culturels... »

(Lire la suite page 8.)

Le coup de patte de Fred



Griffe somptueuse pour main voluptueuse : bague « panthère » or et émail.



Une nouvelle griffe plus acérée : or et diamants. (Bague, clips d'oreilles et pendentif).

FRED

JOAILLER

6, rue Royale, Paris 78 92 60 30 45 • Le Coudray, 74, Champs-Élysées • Hôtel Menden, Paris, Aéroport d'Orly • 21, bd de la Croisette, Cannes • Hôtel Loria, Monte-Carlo • 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

صلى الله عليه وسلم

Etranger

La détection aérienne en Europe occidentale

Le choix du Boeing AWACS par le gouvernement britannique répond aux exigences de la RAF

LONDRES
de notre correspondant

Ce n'était pas une décision facile : elle est triste. Après cette remarque destinée à atténuer quelque peu l'amertume générale, M. George Younger, ministre de la défense, a annoncé, jeudi 18 décembre, à la Chambre des Communes, l'abandon de l'avion-radar britannique Nimrod AEW au profit de son rival, le Boeing AWACS. Il a ainsi mis un terme à dix ans de controverses et d'incertitudes qui se soldaient par un échec pour l'industrie britannique. Six exemplaires de l'appareil américain vont être commandés ferme, deux autres en option. Les premiers seront livrés à partir de 1991.

M. Younger a indiqué qu'il envisageait d'ici là de répondre favorablement à la proposition faite par Boeing de demander à l'US Air Force de prêter à la Royal Air Force un ou plusieurs des trente-quatre AWACS de l'armée de l'air américaine. Cela permettrait de remplacer au plus tôt les six Shackleton qui assurent actuellement la détection à basse altitude au-dessus et aux abords du territoire britannique. Ces avions, dérivés d'un bombardier de la seconde guerre mondiale et mis en service dans les années 50, sont depuis longtemps totalement dépassés et à bout de souffle. Ils représentent une faille dans la disposition de l'OTAN, la Grande-Bretagne étant chargée de la surveillance de l'un des secteurs-clés de l'Atlantique nord.

Le choix révélé par M. Younger n'a pas été une surprise. Tous les parlementaires qui s'y résignent ou le contestent s'y attendaient depuis plusieurs jours. M. James Prior, président de General Electric Corporation (GEC), groupe responsable du projet Nimrod, l'avait lui-même prédit en le dénonçant (*Le Monde* des 9 et 16 décembre). M. Thatcher, mardi, avait préparé le terrain en déclarant : « Les besoins de la défense sont primordiaux ». Elle sous-entendait ainsi que toute autre considération, notamment le souci de préserver l'avenir de la technologie britannique, plus généralement le prestige de l'industrie, devait passer au second rang. Elle se faisait d'autant mieux comprendre que les premiers intéressés, les militaires, n'avaient cessé auparavant d'afficher officiellement leur préférence pour le Boeing.

En laissant peu à peu filtrer la nouvelle qu'il s'apprêtait à confirmer, le gouvernement de M. Thatcher aura réussi à empêcher une tempête politique redoutée non seulement parce qu'il donne une fois de

plus l'impression de privilégier ses relations avec les Etats-Unis, mais encore parce qu'il anéantit d'un coup un investissement qui aura coûté près de 1 milliard de livres (10 milliards de francs) aux contribuables britanniques. C'est en effet le prix du développement du Nimrod, qui n'est toujours pas au point, alors qu'il aurait dû être opérationnel depuis déjà deux ans.

Les explications fournies par M. Younger ont achevé de réduire les protestations et les objections de nombreux députés conservateurs, celles que le gouvernement craignait le plus. « J'aurais vraiment souhaité qu'elle fut différente, mais cette décision est la seule possible si l'on admet que la RAF doit recevoir un équipement dont elle a un urgent besoin », M. Younger, qui avait pris soin de remettre à chaque député de la majorité, sous forme de lecture, un dossier complémentaire, a souligné que le Boeing correspondait pratiquement en tous points aux exigences de la RAF. Ce qui, selon lui, est loin d'être le cas du Nimrod.

Un réquisitoire accablant

Le réquisitoire dressé après de récents et ultimes essais est accablant : le Nimrod a un rayon d'action trop limité ; en mer, il se trompe parfois d'objectif, il ne peut suivre ses cibles pendant une durée suffisante ; ses ordinateurs ne sont pas assez puissants. M. Prior avait dit que GEC était certain de réaliser les progrès nécessaires avant la livraison du Nimrod. M. Younger a répondu qu'un ministre de la défense « responsable de la sécurité du pays » ne pouvait accepter un tel pari et un nouveau délai. Il a souligné que les pertes d'emplois chez GEC et les divers sous-traitants seraient largement compensées par les embauches qui doivent résulter des commandes que Boeing s'est engagé à passer à d'autres sociétés britanniques. Il a enfin fait remarquer que les Boeing sont certes plus chers (860 millions de livres au total), mais que la différence avec le Nimrod est moins grande que prévu (200 millions).

Dans ces conditions, le cabinet de M. Thatcher semble être en train de réussir à faire passer sans trop de dommages une mesure inévitablement impopulaire : dix ans d'efforts pour rien, depuis la décision prise en 1977 par le gouvernement travailliste, qui avait alors opté pour le Nimrod, écartant le Boeing aujourd'hui retenu.

Seuls les travaillistes ont fermement dénoncé une décision que leur porte-parole a jugée « néfaste pour les intérêts de la défense britannique » car « en fin de compte, et il dit, la sécurité d'un pays ne peut être fondée que sur la capacité de sa propre industrie ».

Une décision tardive

A l'issue d'un débat extraordinaire, jeudi soir, le gouvernement a obtenu une confortable majorité. Les partis de l'opposition (l'opposition contrainte), tout en critiquant l'« énorme gaspillage » d'une décision « beaucoup trop tardive », se sont malgré tout abstenus de voter contre le gouvernement. Seuls, neuf conservateurs ont choisi une abstention. Parmi eux, M. Edward Heath, ancien premier ministre, qui a parlé de « suicide national » et a fustigé l'« incompétence du ministre de la défense, qui aurait dû se prononcer bien plus tôt ».

La suspension de la session parlementaire durant les fêtes de fin d'année empêche vraisemblablement le parti travailliste d'exploiter la polémique et de la faire rebondir. L'affaire Nimrod n'est pas l'affaire Westland, qui avait rudement ébranlé le gouvernement voici un an. Cette fois, le cabinet était uni. Les élections approchent, et la plupart des soixante-dix députés conservateurs qui la semaine dernière, avaient signé une pétition en faveur du Nimrod, n'ont pas voulu déclencher une rébellion semblable à celle qui s'était produite quand le cabinet de M. Thatcher avait fait appel à une compagnie américaine pour sauver le constructeur britannique d'hélicoptères Westland.

FRANCIS CORNU.

La France en quête de sa propre barrière électronique

Depuis maintenant, quatre ans, l'état-major de l'armée de l'air presse le gouvernement français de commander ce qu'il appelle pudiquement un « système de détection aéroportée », c'est-à-dire un dispositif capable au-dessus du territoire national et en opération extérieure, de détecter les agressions aériennes (avions ou missiles de croisière) à basse altitude, qui, actuellement, ne peuvent pas être surveillées par des radars au sol.

Plusieurs systèmes ont ainsi été évalués à partir d'avions étrangers ou français, existants ou en projet. D'un côté, l'armée de l'air française a étudié l'avion E-2C de Grumman, l'avion AWACS E-3A de Boeing, l'Orion P-3C de Lockheed et le Nimrod AEW de British Aerospace dont, paradoxalement, un exemplaire était en démonstration sur la base de Mont-de-Marsan (Landes) la veille même du choix de l'AWACS par les Britanniques. D'un autre côté, l'armée de l'air française a envisagé la possibilité d'installer des équipements de détection à basse altitude sur la cellule d'avions français, comme l'Atlantique, le Transall ou l'Airbus.

En 1985, une commission du ministère de la défense avait rendu ses conclusions techniques et opté en faveur de l'acquisition aux Etats-Unis de l'avion AWACS. L'état-major de l'armée de l'air estimait ses besoins à, au moins, trois appareils, le coût du programme est évalué à environ 8 milliards de francs, la défense aérienne dans l'armée de l'air. On trouve, en effet, des avions français, ailleurs qu'à la défense aérienne, qui avaient n'être pas conçus pour l'intérêt d'acheter des AWACS pour la France.

Dans les états-majors autres que celui de la défense aérienne, on

observe, par exemple, que la France, n'étant pas en première ligne en Europe du nord et en Europe centrale, est couverte, c'est-à-dire protégée des attaques aériennes venues de l'Est, par la barrière électronique que représentent déjà les dix-huit avions-radars AWACS de l'OTAN basés en Allemagne fédérale et les six AWACS que Boeing commandera de livrer après 1991 à l'armée de l'air britannique. Comme elle l'est déjà avec le réseau NADGE de détection aérienne au sol que les alliés exploitent en Europe, la France pourrait, donc, s'abonner aux informations recueillies par cette « ligne Maginot électronique » formée des AWACS de l'OTAN et de la Grande-Bretagne, mais perméable et vulnérable.

En revanche, la France a des besoins de détection, qui lui sont propres, en Méditerranée, dans ses territoires et départements d'outre-mer et en Afrique, c'est-à-dire dans des zones où elle peut agir pour son compte et, accessoirement, pour ses alliés.

Pas de consensus dans l'armée

En réalité, ce qui fait débat en France et qui incite, probablement, le ministère de la défense à continuer sa réflexion, c'est qu'il n'existe pas de consensus total et déterminant en faveur de l'AWACS au sein des armées françaises, à l'exclusion, certes, du groupe de pression qui s'est constitué, par la force des choses, à la défense aérienne dans l'armée de l'air. On trouve, en effet, des aviateurs français, ailleurs qu'à la défense aérienne, qui avaient n'être pas convaincus de l'intérêt d'acheter des AWACS pour la France.

Dans les états-majors autres que celui de la défense aérienne, on

observe, par exemple, que la France, n'étant pas en première ligne en Europe du nord et en Europe centrale, est couverte, c'est-à-dire protégée des attaques aériennes venues de l'Est, par la barrière électronique que représentent déjà les dix-huit avions-radars AWACS de l'OTAN basés en Allemagne fédérale et les six AWACS que Boeing commandera de livrer après 1991 à l'armée de l'air britannique. Comme elle l'est déjà avec le réseau NADGE de détection aérienne au sol que les alliés exploitent en Europe, la France pourrait, donc, s'abonner aux informations recueillies par cette « ligne Maginot électronique » formée des AWACS de l'OTAN et de la Grande-Bretagne, mais perméable et vulnérable.

En revanche, la France a des besoins de détection, qui lui sont propres, en Méditerranée, dans ses territoires et départements d'outre-mer et en Afrique, c'est-à-dire dans des zones où elle peut agir pour son compte et, accessoirement, pour ses alliés.

L'AWACS, dans ses conditions, est probablement un outil très cher à l'achat et coûteux dans son fonctionnement. Un avion comme le Hawkeye E-2C de Grumman est sans doute plus adapté (l'aéronavale américaine et israélienne en font leur profit). Il est embarquable à bord du prochain porte-avions nucléaire français. Mais, après la décision de Londres, les partisans de Boeing en France, notamment à la défense aérienne, feront de l'achat de l'AWACS une question de prestige même si d'autres investissements sont plus urgents.

JACQUES ISNARD.

La session de la CSCE à Vienne

M. Malhuret met en garde les Occidentaux contre certaines naïvetés dans le dialogue Est-Ouest sur les droits de l'homme

La session de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui s'est ouverte le 4 novembre dernier à Vienne, suspendue comme prévu ses travaux ce vendredi 19 décembre. Cette première phase des discussions entre les représentants des trente-cinq pays participants (tous les Européens sauf l'Albanie, auxquels s'ajoutent les Etats-Unis et le Canada) était consacrée au bilan des progrès étonnamment enregistrés dans ce que l'on appelle le « processus CSCE ». Une deuxième, en janvier, permettra d'examiner les propositions concrètes des uns et des autres, dans chacune des trois grandes « corbeilles » de la négociation : sécurité, désarmement, mesures de confiance ; économie, sciences et techniques ; environnement ; questions humanitaires.

C'est essentiellement sur ce dernier point — la fameuse « troisième corbeille » — que les échanges ont été les plus vifs à Vienne depuis le 4 novembre ; tout particulièrement après la mort en prison, dans des circonstances troublantes, du dissident soviétique Anatoli Marichenko, après une très longue et inhumaine détention. L'annonce de son décès avait même provoqué un incident américano-soviétique, au cours duquel il fut remarqué, du côté occidental, que seuls les Bulgares emboîtaient le pas des délégués du Kremlin en quittant eux aussi la salle des séances durant la minute de silence que le représentant de Washington avait demandé d'observer à la mémoire du martyr.

Il est vrai que, de leur côté, les Soviétiques avaient proposé à leurs interlocuteurs l'organisation d'une conférence sur les droits de l'homme... à Moscou. Suggestion qui a provoqué, à l'Ouest, l'habituel clivage entre ceux qui pensent qu'on devrait toujours prendre l'URSS au mot dans ce genre de circonstance (c'est notamment le cas de la RFA et de certains Scandinaves) et ceux qui voient surtout un piège — à mi-chemin du surréalisme et de l'humour le plus noir — dans une telle suggestion. Il est vrai qu'une assemblée née des accords d'Helsinki, siégeant à quelques centaines de mètres des gèlles où sont détenus les membres des groupes de surveillance de ces mêmes accords, en particulier pour débattre des droits de l'homme, offrirait un spectacle pour le moins étrange.

C'est en tout cas l'analyse de M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, qui devait prononcer un discours au nom de la France, ce vendredi après-midi à Vienne. Discours dans lequel,

sans repousser catégoriquement la proposition soviétique, il a suggéré aux autres Occidentaux de s'abstenir de leur acceptation à des conditions précises : chaque pays pourrait composer librement sa délégation, y compris avec des membres d'organisations non gouvernementales ; les membres des groupes de surveillance des accords d'Helsinki pourraient en particulier y participer quel que soit leur pays (ce qui supposerait donc l'élargissement au moins provisoire de ceux qui sont détenus en URSS, et leur possible audition par la conférence).

M. Malhuret comptait en outre suggérer la mise en place d'un mécanisme de vérification de l'application des accords d'Helsinki. Chaque Etat signataire pourrait ainsi demander des informations à ce sujet à n'importe quel autre, lequel serait obligé de répondre, et saisir les Trente-Cinq si cette réponse était jugée insatisfaisante. La France soutient par ailleurs la proposition néerlandaise, selon laquelle pourraient être mis en place des groupes d'observateurs et des commissions d'enquête.

Les « lettres au Père Noël »

En matière de droits de l'homme, estime M. Malhuret, les Occidentaux devraient « cesser d'écrire des lettres au Père Noël » et regarder les choses en face. Ce qui ne signifie aucunement de rompre toute négociation avec l'Est en la matière, mais d'en finir avec certaines naïvetés, certaines complaisances maladroites de fin de session. Et ainsi de ne pas entrer dans le jeu actuel des Soviétiques, qui a subtilement changé sur ce terrain.

Naguère encore, ces derniers refusaient toute visite des groupes de la liberté au nom du point 6 des accords d'Helsinki, lequel établit le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats (l'Ouest se prévalant traditionnellement, en réponse, du point 7, mais

tant sur le caractère universel des droits de l'homme). Aujourd'hui, le bloc de l'Est est passé à la contre-offensive active : il peut à la rigueur considérer que des progrès restent à faire chez lui en matière de libertés individuelles, mais il met l'accent sur les libertés collectives, principalement économiques et sociales, qu'il garantit beaucoup mieux que les Occidentaux.

« Le malheur, commente M. Malhuret, est que, en matière économique et sociale aussi, n'en dépasse à d'invariables statistiques soviétiques ou à des pétitions de principe jamais appliquées, leur système est très coercitif : il se abaisse à un fiasco ». Le secrétaire d'Etat comptait bien, à Vienne, citer un certain nombre d'exemples précis, et se dit frappé, par exemple, par le fait que la mortalité infantile a été multipliée par deux en URSS depuis 1970, que la consommation de viande régresse, ou encore qu'y existe une médecine à deux vitesses, l'une pour la Nomenklatura, l'autre pour le commun des mortels.

On souhaiterait en fait, du côté français, profiter du fait que la recherche d'un « nouveau style » de la part de M. Gorbatchev — so limitée à quelques gestes, car « la répression des dissidents est plus dure aujourd'hui » — peut contraindre le Kremlin à des concessions. D'autant plus que les Soviétiques sont très demandeurs de nouveaux arrangements avec les Occidentaux dans les domaines rassemblés par la « deuxième corbeille », autrement dit l'économie et la technologie. La phase dite « de propositions », qui s'ouvrira courant janvier, devrait permettre de miser quel est l'avenir de cette dernière.

BERNARD BERGOULEY.

• M. Raymond au Brésil et en Argentine en janvier. — Le ministre des affaires étrangères se rendra en visite officielle au Brésil du 8 au 11 janvier prochain, puis en Argentine les 11 et 12, s'annonçant mardi 18 décembre le Quai d'Orsay.

• M. Drapeau ambassadeur du Canada à l'UNESCO. — Le gouvernement canadien a annoncé le mercredi 17 décembre la nomination de M. Jean Drapeau, ancien maire de Montréal, comme nouvel ambassadeur auprès de l'UNESCO à Paris, au remplacement de M. Ian Clark. C'est sous son administration que Montréal avait accueilli l'Exposition internationale de 1967 et les Jeux olympiques de 1976.

L'URSS lèvera son moratoire nucléaire en 1987 dès le premier essai atomique américain

MOSCOU
de notre correspondant

Le gouvernement soviétique a annoncé, jeudi 18 décembre, qu'il lèverait en 1987, « dès le premier essai atomique américain », le moratoire unilatéral sur les essais nucléaires qu'il observe depuis le 6 août 1985, date anniversaire d'Hiroshima. Cette reprise des explosions nucléaires soviétiques est « une mesure forcée, uniquement dictée par des impératifs de sécurité », indique le communiqué officiel publié par Tass. Moscou se déclare prêt à maintenir son moratoire si les Etats-Unis n'effectuent aucun nouvel essai en 1987.

Cette offre a surtout valeur d'ultime argument de propagande, dans la mesure où la Maison Blanche a déjà fait savoir qu'il n'était pas question d'interrompre l'actuel programme de tir. La reprise des essais nucléaires après une pause de dix-huit mois est donc désormais inéluctable. « Il est fort regrettable que l'actuelle administration des Etats-Unis n'ait pas répondu de façon positive à l'appel de l'URSS, et ne se soit pas jointe à son initiative pacifique (...). Les Etats-Unis ont tenté de dissimuler leur refus sous toutes sortes d'arguments (à propos du contrôle de l'arrêt réel des essais). Il est parfaitement clair qu'il s'agit de prétextes artificiels », affirme le communiqué, qui rappelle l'offre soviétique d'un contrôle « sur le terrain », lequel s'ajoutait aux « moyens techniques nationaux ».

expérimentation désignant les satellites espions des deux pays.

Moscou accuse une nouvelle fois Washington de chercher à acquiescer une « supériorité militaire » en mettant au point des types et systèmes d'armes nouveaux. Les essais américains servent, selon Tass, non pas seulement à tester les charges nucléaires, mais aussi à « créer, dans le cadre du programme IDS, des armes spatiales telles que les lasers alimentés par des explosions nucléaires ».

Le refus de Washington de renoncer aux essais s'explique donc, selon Moscou, par les recherches en cours sur la « guerre des étoiles ». On sait que les Américains ne sont pas loin de reconnaître, en privé, cette interprétation, même s'ils continuent officiellement d'affirmer que les essais sont indispensables au maintien en état de leur arsenal nucléaire existant. « L'Union soviétique ne peut faire preuve de l'infirmité d'une retenue unilatérale. Il s'est créé une situation dont le maintien risque de causer un grave préjudice à la sécurité de l'URSS et de ses alliés », explique Tass.

La levée prochaine du moratoire fera au moins deux heureux : le gouvernement américain, qui avait de plus en plus de mal à justifier sa position devant l'opinion internationale, et... les chefs de l'armée rouge, qui n'ont pas nécessairement apprécié cette pause de dix-huit mois, essentiellement destinée à associer l'image « pacifique » de M. Gorbatchev à l'étranger.

D. Dh.



Tempête aux archives Freud

Par Janet Malcolm

La psychanalyse a imposé un embargo sur sa propre histoire. Les « Archives Freud » deviennent alors un trésor qui excite autant de convoitise que l'or du Rhin.

Collection « Bibliothèque de Psychanalyse » dirigée par Jean Laplanche. 180 pages - 65 F.

LES LIVRES DES PUL QUESIONNENT LE MONDE

La nomination

Le 2

Le 2

Le Monde PUBLICITE

Europe

UNION SOVIÉTIQUE : l'annonce par l'agence Tass des troubles à Alma-Ata

La nomination d'un Russe à la tête du Kazakhstan serait à l'origine des émeutes

Des émeutes antiruses ont éclaté mercredi 17 et jeudi 18, à Alma-Ata, capitale du Kazakhstan, à la suite du remplacement mardi d'un Russe, M. Dimonkhamed Kounev, par un Russe, M. Kolbina, à la tête de cette République soviétique d'Asie centrale. Selon l'agence officielle Tass, « un groupe d'extrême droite, composé de nationalistes et de membres de la police, a tenté de descendre mercredi soir et jeudi dans les rues d'Alma-Ata pour exprimer sa désapprobation devant la résolution adoptée récemment par le comité central du Parti communiste du Kazakhstan [qui nommait M. Kolbina premier secrétaire]. Des voyous, des parasites et d'autres éléments antisociaux ont profité de la situation pour perpétrer des actes contraires à la loi à l'égard des représentants de l'ordre ; ils ont incité les masses d'habitants à commettre des actes de violence individuelle et collective, et à attaquer les locaux de la ville », écrit Tass. L'agence soviétique ne révèle pas s'il y a eu des victimes et ne donne aucune estimation des dégâts. Tass ne dit même pas, ce qui semble aller de soi, que l'émeute a été étouffée, et affirme que « toutes les usines et institutions, tous les établissements d'enseignement, magasins, services courants et transports urbains fonctionnent normalement ». L'agence fait cependant une allusion indirecte aux opérations policières en évoquant les « réunions tenues dans les écoles et sur les lieux de travail où auraient été approuvés les actions entreprises pour la complète rétablissement de l'ordre ». Ces « actions » ne sont pas autrement précisées.

Le communiqué de Tass a été lu jeudi soir au journal télévisé. C'est la première fois, depuis la seconde guerre mondiale, que les médias soviétiques font aussi ouvertement état de troubles à caractère nationaliste. On peut y voir l'effet de la politique de glasnost qu'on peut produire par « transparence », chère à M. Gorbatchev. On peut aussi imaginer que l'ampleur des émeutes antiruses, qui ont eu lieu pendant deux jours dans une ville de 1 million d'habitants où résident quelques étrangers était telle qu'il valait sans doute mieux pour les autorités donner leur version des faits, avant que les rumeurs ne se répandent.

Il apparaît, d'autre part, que le pouvoir a repris la situation en main. Dans le cas contraire, une information comme celle qui a été diffusée jeudi par la télévision est totalement impensable. Le plus étonnant est, d'ailleurs, que les manifestations commencent mercredi soir aient pu reprendre jeudi. On remarquera, enfin, que l'effort d'information ne va pas jusqu'à montrer des images de violence ; il est au contraire très bref et se limite à une phrase : « Les émeutes ont été réprimées ».

Les Kazakhs sont un peuple de race turque et de tradition musulmane, mais ils se représentent plus de 30 % des 15 millions d'habitants que compte le Kazakhstan. La colonisation russe est vieille de plus de deux siècles et a connu un bond en avant avec l'opération de défrichement des « terres vierges » lancée par Khrouchchev au milieu des années 50. Les Russes (Russes, Biélorusses, et Ukrainiens) sont désormais légèrement majoritaires face aux « Asiatiques » musulmans (Kazakhs, Ouzbeks, Tatars, etc.).

Un nationalisme défensif ?

Comme cela a été le cas ces dernières années en Lituanie et en Estonie, mais à la différence de ce qui se passe en Géorgie ou en Arménie, il s'agit donc de l'expression d'un nationalisme « défensif » face à un engouement progressif sous le flot slave. Les Géorgiens ou les Arméniens, de très loin majoritaires chez eux et volontiers condescendants à l'égard des Russes, ont, à l'occasion, défilé spontanément dans les rues de leurs capitales respectives pour protester par exemple contre l'envoi de recrues en Afghanistan ou contre les tentatives de russification par le biais notamment d'un changement de la Constitution à la fin des années 70. Il est impensable par ailleurs que le premier secrétaire du parti à Tbilissi ou à Erevan soit un Russe et non pas un Géorgien ou un Arménien.

Les Kazakhs et, à un moindre degré, les Baltes ne sont plus en mesure d'opposer des barrières aussi efficaces. Les troubles d'Alma-Ata rappellent ainsi ceux (jamais mentionnés dans la presse officielle) qui avaient eu lieu il y a quelques années dans les universités baltes en raison de l'afflux des étudiants

russe. Ce sont surtout des manifestations de colère et de désespoir. Il est vraisemblable que la nomination de M. Kolbina a été perçue comme une insulte au sentiment national kazakh. Personne ne paraît imaginer qu'il puisse s'agir d'un réflexe de soutien à la personne même de M. Dimonkhamed Kounev, au pouvoir à Alma-Ata depuis un quart de siècle.

Sur la place Brejnev

Selon la Grande Encyclopédie soviétique, les dernières « émeutes suscitées par les nationalistes bourgeois kazakhs » ont eu lieu en novembre 1917, au printemps 1918 et en avril 1919. L'histoire officielle passe sous silence le gouvernement kazakh de cette époque, dirigé par Ali Khan Bukeit, qui réclamait l'indépendance et fut renversé par l'armée russe.

Le hasard veut que la Pravda évoque également ce vendredi le Kazakhstan à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de Brejnev, il y a exactement quatre-vingts ans. La Pravda rappelle que Brejnev fut, dans les années 50, deuxième, puis premier secrétaire du parti au Kazakhstan. La désignation d'un Russe à ce poste n'est donc pas vraiment une nouveauté. C'est d'ailleurs sur la place Brejnev qu'a commencé, mercredi soir, la manifestation. La Pravda propose un bilan de l'ère Brejnev conforme à ceux régulièrement dressés par M. Gorbatchev, mais nettement plus sévère et plus détaillé. Pour résumer, Brejnev, devenu secrétaire général en 1964, a été, si l'on comprend bien la Pravda, un excellent dirigeant pendant sept ans, le moitié de son exercice du pouvoir. Mais, « dans les années 70 et au début des années 80 », la situation s'est nettement détériorée.

Les rythmes de croissance économique se sont ralentis ; des « phénomènes moraux et sociaux négatifs » sont apparus. « L'écart s'est accru entre les paroles et les actes (...) ; la fausseté, le sentiment de permissivité totale, le désir d'embellir la réalité se sont répandus », écrit la Pravda. Tout est évidemment rentré dans l'ordre avec le plénum tenu en novembre 1982 (qui vit la désignation de Youri Andropov comme secrétaire général), et surtout avec celui d'avril 1985, au cours duquel M. Gorbatchev a proposé une « réforme révolutionnaire de toutes les sphères de la vie sociale ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

Les Kazakhs minoritaires dans leur République



Alma-Ata est la capitale de l'immense République du Kazakhstan (vaste comme cinq fois la France), où les représentants de l'ethnie locale, les Kazakhs, ne constituent plus que 35 % de la population (contre plus de 50 % de Russes et d'Ukrainiens), alors que dans l'Ouzbékistan voisin, il y a 68 % d'Ouzbeks. Au Kazakhstan, on compte 56 % de Tadjiks (et 23 % d'Ouzbeks), en Kirghizie, 48 % de Kirghizes (et 12 % d'Ouzbeks), en Turkménistan, 68 % de Turkmènes.

En Géorgie, l'ethnie locale représente plus de 68 % de la population, contre 7 % de Russes seulement. La proportion est encore plus forte en Arménie : 88 % d'Arméniens, 2 % de Russes. Dans les pays baltes, c'est en Lituanie que la population est la plus homogène (80 % de Lituanais, 9 % de Russes, 7 % de Polonais), alors qu'en Lettonie et en Estonie, les ethnies locales sont majoritaires, mais les Russes représentent entre un quart et un tiers de la population.

ITALIE

M. Craxi a ordonné le départ du navire iranien bloqué dans le port de Gênes

ROME
de notre correspondant

Journée des coups de théâtre dans l'affaire du navire iranien, l'*Iran-Jahad*, bloqué depuis un semaine dans le port de Gênes (*Le Monde* du 19 décembre). Vers le milieu de l'après-midi du jeudi 18 décembre, on apprenait à Rome que six Italiens, dont une femme, qui s'étaient joints à l'équipage du navire, avaient été relâchés par la capitainerie, et qu'ils avaient été relâchés du quai avec à son bord, le jeune transfuge. Celui-ci, expliqua-t-on officiellement, avait reçu l'assurance qu'il serait jugé dans sa patrie en sa qualité de transfuge. L'Assemblée générale n'ayant pas voté la loi de situation et le Conseil de sécurité étant bloqué par l'opposition irréductible entre l'Union soviétique et les États-Unis, « M.M. Perez de Cuellar et Joao Soares pourraient, en tant que Latino-Américains, offrir un début de solution honorable », affirment certains diplomates.

Depuis les six Italiens étaient toujours retenus ce vendredi matin dans l'aéroport de Téhéran. JEAN-PIERRE CLERC.

Protocole d'accord sino-soviétique sur l'utilisation des eaux fluviales frontalières

La Chine et l'Union soviétique ont signé, jeudi 18 décembre à Pékin, un protocole d'accord sur l'utilisation des eaux des fleuves Amour et Argoun, qui arrosent une partie de leur frontière commune dans un secteur où les deux pays sont opposés par un contentieux territorial qui avait débouché sur graves accrochages armés en 1969. Selon l'agence Tass, le protocole porte sur différents projets, tels que chantiers navals, centrales hydro-électriques, pêche, protection des ressources en eau, construction d'installations d'irrigation et de prévention des inondations, destinées à contribuer au développement économique de la région.

La signature de cet accord, précédé par la partie soviétique comme

une contribution à la coopération bilatérale, intervient alors que Pékin et Moscou s'apprêtent à reprendre, en février, leurs négociations sur le contentieux frontalier, interrompues depuis 1978. Autre signe d'un dégel progressif entre les deux géants socialistes, la première grande exposition soviétique de produits industriels et commerciaux à se tenir à Pékin depuis trente-deux ans s'est ouverte le 11 décembre. Elle présente la production de l'URSS dans des domaines allant de l'industrie spatiale et nucléaire à la médecine, à l'éducation et aux voyages. Une centaine de responsables soviétiques se sont rendus dans la capitale chinoise pour des discussions sur les produits exposés avec leurs homologues chinois. — (AFP, Reuters.)

Amériques

L'ONU et l'OEAA participeront, en février 1987 à une mission de paix en Amérique centrale

Les représentants des pays du groupe de Contadora (Mexique, Venezuela, Colombie, Panama) et ceux du groupe d'appui (Brésil, Uruguay, Pérou, Argentine) ont décidé, le jeudi 18 décembre, à Rio-de-Janeiro, d'envoyer une mission extraordinaire de paix en Amérique centrale. M.M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, et Joao Soares, secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEAA), participeront personnellement à cette mission, qui se rendra, sans doute en février 1987, dans tous les pays d'Amérique centrale. Cette initiative sans précédent est de nature à relancer les efforts de paix des pays d'Amérique latine dans une région particulièrement troublée.

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

L'annonce du voyage conjoint des secrétaires généraux de l'ONU et de l'OEAA a été accueillie avec un vif intérêt dans les milieux des Nations unies, où l'on remarque que, après avoir longuement hésité, « l'Organisation se décide à intervenir dans les affaires d'Amérique centrale ». De source proche du secrétaire général, on affirme que le voyage aurait lieu « bientôt », vraisemblablement en février.

La décision du groupe de Contadora et du groupe d'appui fait suite à la proposition lancée le 18 novembre dernier par M.M. Perez de Cuellar et Joao Soares sous la forme d'une « offre de services » (*Le Monde* du 20 novembre). Les responsables des deux organisations se disent « particulièrement concernés » par les difficultés que rencontre Contadora, et par le « blocage » constaté en Amérique centrale.

Estimant que « la situation dans la région ne s'améliore pas », l'ONU et l'OEAA proposent « un arsenal de moyens pacifiques inscrits dans les chartes des deux organisations ». Il s'agit essentiellement de mettre à la disposition des pays concernés par le conflit nicaraguayen une « présence appropriée

civile et militaire aux fins de surveillance des frontières et du retrait des forces militaires ».

Parallèlement, les deux organisations offrent de « coordonner l'aide économique accordée aux pays de la région et d'assurer l'assistance en matière d'intégration économique régionale ».

Selon le numéro deux de l'ONU, M. Alvaro de Soto, un Péruvien, l'offre est « une carte qui permettrait de choisir un ou plusieurs pays à n'importe quelle heure, suivant les disponibilités du chef ».

Etant donné que certains pays de la région refusent de collaborer avec l'ONU alors que d'autres se méfient de l'OEAA, les deux organisations entendent être complémentaires et « ne souhaitent nullement supplanter le groupe de Contadora ». Dans les milieux du secrétariat général, on estime que le groupe de Contadora est actuellement bloqué en raison du refus catégorique du Honduras et du Costa-Rica d'y collaborer tant que le Nicaragua n'aurait pas retiré la plainte déposée auprès de la Cour internationale de justice de La Haye, et de manière plus générale en raison de son ordre du jour « trop étendu ».

Les milieux diplomatiques de l'ONU soulignent l'importance de l'initiative annoncée à Rio en raison du danger de paralysie qui guette-

rait Washington après la divulgation des détails sur l'aide versée aux « cotras » nicaraguayens par des membres de la Maison Blanche impliqués dans l'affaire des livraisons d'armes à l'Iran. Plusieurs diplomates latino-américains estiment que les récents combats du 4 au 8 décembre entre le Nicaragua et le Honduras pourraient avoir été provoqués par l'armée sandiniste, désireuse de « tester » les capacités de réaction du président Reagan.

Mettant en garde contre toute surestimation des possibilités réelles dont disposent l'ONU et l'OEAA, l'on

souligne à New-York le rôle « personnel » que les deux secrétaires généraux pourraient jouer aux côtés des membres de Contadora. L'Assemblée générale n'ayant pas voté la loi de situation et le Conseil de sécurité étant bloqué par l'opposition irréductible entre l'Union soviétique et les États-Unis, « M.M. Perez de Cuellar et Joao Soares pourraient, en tant que Latino-Américains, offrir un début de solution honorable », affirment certains diplomates.

CHARLES LESCAUT.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 69572 F
Télégrammes : (1) 45-23-66-61
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontana,
Directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Bonnier-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Fontana (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Éditeurs du Monde »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises

M.M. André Fontana, gérant,
et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wonts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-91-91-42 et 45-95-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde (ISSN 754-010) is published daily, except Sundays for 4 000 par year by Le Monde s.a. Headquarters, 45-47 rue de Montigny, L.L.L. N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. Postmaster: send address changes to Le Monde c/o Spence, Inc., P.O. Box 99, New York, N.Y. 11104.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 754 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : diffusiés en prévision ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'office aux nouveaux abonnés en capital et aux anciens abonnés en capital.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 28-15 - Type LEMONDE

Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN: 0395-2037

Cartier

Cartier

JOAILLIERS

12 AVENUE MONTAIGNE, PARIS 47.20.06.73

Pendant les fêtes, les boutiques Cartier mettent un service de visiteurs à votre disposition.

Asie

VIETNAM : les orientations du sixième congrès du PC

Priorité à la relance de l'économie

BANGKOK
de notre envoyé spécial

Priorité à la relance de l'économie et peu de changements dans l'immédiat en matière de politique étrangère. Tel paraît être le bilan du sixième congrès du Parti communiste vietnamien, qui a pris fin jeudi 18 décembre à Hanoï avec l'élection d'un bureau politique au sein duquel ne figure plus qu'un seul représentant de la vieille garde, M. Pham Hung, et celle d'un comité central qui accueille de nouveaux dans ses rangs le général Giap.

Six places étaient à prendre au sein du bureau politique, avec la retraite de trois « anciens » et l'élection de deux principaux responsables de l'armée (les généraux Van Tien Dung et Chu Huy Man) ainsi que celle de M. To Huu, victime de l'échec des réformes économiques lancées en 1985. Ceux qui ont occupé le vide ainsi créé l'ont fait dans un ordre qui ne bouleverse guère la hiérarchie récente.

L'élection de M. Nguyen Van Linh au poste de secrétaire général était attendue. L'ancien responsable du Parti communiste pour Ho Chi Minh-Ville, âgé de plus de soixante-dix ans, ne passe pas pour l'avocat de changements radicaux. Cette impression est renforcée par la présence à ses côtés du dernier membre de la vieille garde, M. Pham Hung. Agé de soixante-quatre ans, le nouveau numéro deux du bureau politique fait un peu figure de gardien du temple de l'orthodoxie. Le numéro trois, M. Vo Chi Cong, dont la promotion était également attendue, passe avant tout pour un esprit pragmatique et un homme d'ordre. L'un de ces deux derniers devrait en principe être nommé premier ministre lorsque l'Assemblée nationale se réunira avant la fin du mois.

Satisfaction de Moscou

Deux autres entrées au sein du bureau politique méritent également d'être mentionnées : celles de MM. Nguyen Co Thach, actuel ministre des affaires étrangères, jusqu'alors membre suppléant, et Nguyen Thanh Binh, ancienne secrétaire du Parti communiste pour Hanoï, lequel s'était permis, en séance, de critiquer le rapport du secrétaire général sortant.

Enfin, M. Vo Van Kiet, seul à faire franchement figure de réformateur, passe de la direction à la cinquième position. Mais il est doublé par M. Do Moi, un ancien commissaire politique du Viet-minh, promu du onzième au quatrième rang. On retrouve ainsi à la tête du parti plusieurs anciens responsables de la lutte dans le Sud du temps de la deuxième guerre d'Indochine. Il s'agit également de cadres qui ont déjà eu d'importantes responsabilités économiques. Pour lutter contre la crise, ils pourraient bénéficier de l'appui du général Giap, dont le retour au comité central préfigure peut-être la réapparition au sein du gouvernement.

En tout état de cause, l'issue de ce congrès semble avoir satisfait Moscou. M. Ligachev, numéro deux soviétique, a réagi, le mercredi, que le Vietnam bénéficierait d'une aide économique d'un montant de

12 à 13 milliards de dollars pour la période 1986-1990.

En revanche, Pékin, Bangkok et Washington ont déjà estimé que ce congrès ne permettait pas de conclure à un revirement de la politique étrangère du Vietnam notamment en ce qui concerne le conflit cambodgien. Certes, pour la première fois, de manière soignée, les Vietnamiens ont donné leur aval à un rapprochement sino-soviétique, qui les inquiète pourtant sérieusement. Ils ont même réaffirmé leur volonté de reprendre langue avec Pékin. Mais cet effort, qui répond aux vœux formulés par Moscou, confirme avant tout la volonté vietnamienne de ne pas se couper des

pays de l'Est. L'ouverture sur l'Occident doit également ne pas se faire, aux yeux des Vietnamiens, au détriment des liens privilégiés avec Moscou.

La nouvelle direction du PC vietnamien, dont la moyenne d'âge demeure supérieure à soixante-dix ans, devrait donc, au moins dans un premier temps, rassembler ses énergies pour tenter de faire front à la crise économique avec plus de réalisme que par le passé et tout en tenant compte des intérêts acquis des cadres du parti qui l'ont portée au pouvoir. Une tâche qui s'annonce pour le moins ardue.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

M. Pham Hung : un spécialiste de la sécurité

BANGKOK
correspondance

Considéré comme un candidat possible au poste de premier ministre, M. Pham Hung, qui occupe désormais le deuxième rang au bureau politique, est un vétéran de la lutte révolutionnaire. Né en 1912 dans une famille bourgeoise du Sud, il milite très jeune dans le mouvement progressiste Thanh Nien - la Ligue des jeunes communistes - fondé en 1925 par Ho Chi Minh.

Quelques années plus tard, en 1930, Pham Hung est l'un des premiers membres du nouveau Parti communiste indochinois. Comme beaucoup de chefs historiques de la révolution vietnamienne, Pham Hung sera arrêté par la sûreté française. Il est même condamné à mort en 1931, mais sa peine sera commuée. Il passera près de quinze ans en prison ou en résidence surveillée. Marié et fervent, il fait dès sa libération, en 1945, le coup de feu au Nord, dans les rangs du Viet-minh.

Très vite cependant, il retourne au Sud-Vietnam et y devient rapidement l'une des figures-clés du parti. Membre « secret » du bureau politique dès les années 50, il est, au Sud, chargé de la sûreté, puis de la propagande, du renseignement et en général de l'« aggrégation ». Bon stratège, il voit ses responsabilités militaires croître à mesure que se renforce dans la guerre le rôle de l'armée régulière du Nord.

En 1967, il succède à Nguyen Van Linh à la direction du commandement communiste pour le Sud-Vietnam, dont font également partie Le Duc Tho et Le Duc Tho. En 1975, à la fin des hostilités, Pham Hung est devenu le dirigeant le plus important du Sud.

Spécialiste des questions de sécurité, familier de la clandestinité, Pham Hung était tout désigné pour devenir, en 1981, le ministre de l'intérieur du Vietnam réuni. Ce poste d'une discipline strictement appliquée lui a permis de se faire respecter sans doute à ce qu'il soit respecté la ligne du parti, même en période de réformes.

JACQUES BEKAERT.

M. Vo Chi Cong : un pragmatique partisan des réformes

Né en 1913 au centre du Vietnam, M. Vo Chi Cong passe pour un esprit pragmatique dont l'expérience économique devrait être précieuse. A ce titre, il avait déjà reçu pour mission en juin 1985 - date à laquelle il avait été nommé vice-premier ministre chargé des questions économiques - de tenter de recueillir les morceaux à la suite des efforts désastreux du train de réformes mis en route en août 1985.

Comme M. Nguyen Van Linh, nouveau secrétaire général, M. Cong est un ancien dirigeant de la lutte dans le Sud pendant la deuxième guerre d'Indochine. Ayant rejoint dans les années 30 le camp des révolutionnaires, il passe trois ans en prison, de 1942 à 1945. Il joue ensuite un rôle actif dans la résistance antifranchaise, avant de devenir, après les accords de Genève de

1954, l'un des animateurs de la branche sudiste du PC vietnamien. Membre éminent du PVP (Parti révolutionnaire des peuples, branche sudiste du PCI) et du comité central du Front national de libération du Sud, il dirige alors les activités du parti dans la région des hauts plateaux.

Après la victoire de 1975, il est ministre de l'éducation de 1978 à 1979, avant de devenir en 1980 président du comité chargé de la socialisation de l'agriculture dans le Sud. Il rentre au secrétariat et au bureau politique du Parti communiste en 1982.

D'un naturel effusif, M. Cong s'est affirmé comme le partisan d'une réorganisation de l'économie et du parti. A plusieurs reprises, il a dénoncé la corruption et la désorganisation de l'appareil.

J.-C. P.

Afrique

TCHAD

Les combats se poursuivent dans la région de Zouar

Les combats se poursuivaient, jeudi 18 décembre, dans le nord du Tchad, dans la région de Zouar (à l'ouest du Tibesti) entre les « forces patriotiques » soutenues par N'Djamena et l'armée libyenne. Depuis mercredi matin, la localité est bombardée par l'aviation de Tripoli, indiquant-on dans la capitale tchadienne. Une colonne libyenne, descendue du sud de la Libye par la passe de Kariou (extrême nord-ouest du Tchad, près de la frontière nigérienne) a progressé vers le sud par la piste ouest du massif du Tibesti, passant près de Wour (localité bombardée samedi) et s'est approchée jusqu'à quelques dizaines de kilomètres de Zouar. Selon certaines informations, une seconde colonne libyenne tenterait de s'approcher de cette localité par une manœuvre d'encerclement.

C'est dans la région de Zouar que deux Transal de l'armée de l'air française ont parachuté, dans la nuit de mardi à mercredi, quelque 10 tonnes de vivres, de carburant et de munitions. On indique à N'Djamena que, par petits groupes, les FANT (Forces armées nationales tchadiennes) commencent à se diriger vers cette région pour porter assistance aux Forces armées populaires (FAP) de M. Goukouni Oueddei.

En début de semaine, une colonne tchadienne comportant cinquante-cinq véhicules (dont des camions-citernes) et forte de trois cent cinquante hommes, équipée notamment de missiles de fabrication soviétique SAM, est partie de N'Djamena vers Zouar. Sur place, plusieurs éléments des FANT seraient arrivés depuis plusieurs jours pour encadrer les maquisards du Tibesti. Dans la capi-

tales tchadienne, on se déclare confiant sur l'issue d'une bataille de grande ampleur qui pourrait s'engager prochainement. « Zouar est située sur un plateau à plus de 1 000 mètres d'altitude. Côté est, la montagne, culminant à plus de 3 000 mètres, empêche l'arrivée des Libyens. Seuls les Toubous connaissent les passages. Côté ouest, la ville n'est accessible que par l'ouest, le Zouar-Ed, une passe qui n'a que 100 à 200 mètres de large, où les chars libyens ne pourront pas passer », affirme-t-on.

On précise, de source occidentale, que, depuis les bombardements de Bardat, au cours desquels la chasse libyenne a perdu, le 12 décembre, un avion Su-26, l'aviation de Tripoli se contente d'opérer à très haute altitude.

Aide américaine de 15 millions de dollars

Les autorités tchadiennes ont, d'autre part, catégoriquement démenti que la localité de Yebbi-Bou (située sur la piste est du massif du Tibesti) ait été prise par les forces libyennes, contrairement à des informations fournies de source occidentale.

Les forces libyennes actuellement engagées dans le Tibesti, commandées par le colonel Rifi, sont estimées à environ 2 000 hommes, appuyés par plusieurs dizaines de chars lourds et par l'aviation, qui opère à partir de Azoua. En face, les éléments des FAP ne dépassent pas un millier d'hommes pour l'ensemble du Tibesti.

Répondant aux demandes du gouvernement du président Hissène

Habré, les Etats-Unis ont décidé de fournir au Tchad une assistance militaire d'urgence de 15 millions de dollars. Le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Rodman, a précisé jeudi 18 décembre, à Washington, qu'une première livraison d'armes légères, de munitions et de vêtements a été effectuée le 4 décembre.

Le président Reagan, estimant qu'une « situation d'urgence imprévue » existait, a ordonné le déblocage de ces crédits destinés à fournir des équipements militaires non précisés. M. Rodman a souligné que l'aide américaine est destinée à « compléter les efforts français » et a indiqué que Washington était en contact avec les gouvernements français et tchadien pour déterminer la nature exacte de l'assistance requise. Le budget américain prévoit, pour l'exercice 1987, une aide militaire au Tchad de 5 millions de dollars, qui a notamment pour objet d'assurer la maintenance des avions de transport américains C-130 de l'armée de l'air tchadienne.

Enfin, M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, qui était attendu jeudi par le commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a indiqué que la force Epervier stationnée au Tchad se mettrait en action si les troupes libyennes franchissaient la 16^e parallèle, mais la France, a-t-il précisé, veille à « ne pas encourager » les forces tchadiennes à franchir cette ligne. M. Raimond a également souligné qu'il n'existe pas de risque d'enlèvement des forces françaises au Tchad, en raison de la supériorité du dispositif Epervier.

CENTRAFRIQUE : le procès de Bangui

La revanche des victimes de Bokassa

BANGUI
de notre envoyé spécial

Le général Hoto vint-il - en moto ou en auto -, et d'ailleurs, était-il bien général ou seulement capitaine ? Et était-il déjà jour ou encore nuit ? Ces questions, et quelques autres de même importance, ont occupé toute une matinée de ce procès Bokassa, qui semble devoir être une affaire au long cours. Et à épisodes.

Trois jours d'audience depuis la reprise, un seul chef d'accusation a été retenu : la complicité d'assassinat. Et dans ce premier chapitre, l'histoire se résume à deux crimes sur les quarante retenus à été évoquée. Car la cour criminelle de Bangui est revenue, jeudi 18 décembre, sur les circonstances de la disparition de M. Auguste M'Bongo, ce ministre d'Etat sacrifié à la raison d'Etat ; ou à la raison Bokassa (le Monde du 17 décembre).

Le procureur général, M. M'Bodou, qui exerce avec un soin tatillon son ministère et compose un dossier d'accusation un peu sommaire en multipliant les appels aux témoins « spontanés », présentait ce jour quelques témoignages supplémentaires à charge.

Le président de la cour criminelle, M. Franck, faisant usage à répétition de son pouvoir discrétionnaire, exception devenue la règle, consacra la totalité de l'audience au réexamen de ce seul cas, sans pour autant en finir, puisque trois autres témoignages sont attendus vendredi 19 décembre.

Auguste M'Bongo, arrêté le 13 avril 1973, est mort dans des circonstances atroces. Cela, on le savait déjà. Mais, contrairement à ce que les témoignages flous et imprécis avaient laissé entendre, il n'est pas mort dans les quinze jours suivant son arrestation ; son calvaire fut beaucoup plus long. Du moins si l'on en croit l'un des témoins cités, le sous-préfet et responsable de la prison de M'Bali, venu raconter l'histoire : celle d'un prisonnier quasiment cloué au sol d'une cellule, sans lumière, enchaîné avec des fers, pris dans le béton, conlé pour l'éternité. L'histoire d'un déteint qui, sur ordre personnel et manuscrit de Jean-Bedel Bokassa, ne fut pas comme un autre, mais comme un objet de terreur.

L'histoire, en fait, d'une mort lente. Jusqu'à ce qu'un printemps 1984 on « libère » le ministre M'Bongo avec des barres à mine

pour briser le béton et les chaînes. C'était, dira le sous-préfet, « presque le squelette d'un chien pris de mortir ». C'était surtout un mort, transféré à la prison de Bangui, où il n'arrivera pas vivant. Le sous-préfet a dit tout cela, et le préfet de M'Bali a dit autre chose : qu'à l'automne 1983, en tout cas, M. M'Bongo était aussi bien traité qu'on pouvait l'être dans une prison centrafricaine sous Bokassa. Peut-être les deux disent-ils la vérité, comme des moments différents de l'insupportable Bokassisme.

Tout le monde savait...

Au-delà de l'accumulation de détails et de témoignages, c'est toute l'éducation du peuple centrafricain qui se fait. Ce procès, diffusé en direct à la radio nationale, qui effectue un travail remarquable de précision et de modération, a, si l'on peut dire, un côté pédagogique. Sinon même l'aspect cruel d'une histoire récente des temps récents, le Chagrin et la Pitié, version Bangui.

Tout le monde savait tout ici : les exécutions, les disparitions, la terreur au quotidien. Tout, sauf les détails, cette accumulation terrible qui est comme la revanche des victimes sur le tyranneau bouffon et sanglant. Le peuple centrafricain apprend son histoire à la radio, livre ouvert dans cette civilisation de l'oral sur un chapitre douloureux. Voilà pourquoi, sans aucun doute, ce procès long, tatillon, lancinant, presque exaspérant de lenteur pour des Européens, est vécu ici comme un moment historique.

Voilà bien pourquoi aussi le procureur général, s'il souhaite vraiment un « procès historique », devrait faire l'économie de ses colères et cesser d'agresser la défense, dès lors qu'elle intervient. M^{re} Gibault et Ségine ont fait remarquer courtoisement à plusieurs reprises depuis trois jours. Et, sous une injonction l'invitant « à rester tranquille dans son intérêt », M^{re} Ségine, très calmement, a répliqué : « Je dis très fermement que la défense ne peut tolérer les menaces et les insinuations, et ne tend dans ce procès que le rôle qu'on semble vouloir lui imposer, celui de poète ».

Ce rôle, quel qu'il soit, durera, en tout cas ; en effet, on parle maintenant d'un nouveau renvoi du procès à partir du 22 décembre prochain, avec reprise de l'audience au début du mois de janvier.

PIERRE GEORGES.

« RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : six morts dans des affrontements tribaux. — Au cours d'affrontements entre membres des tribus Xhosa et Sotho qui se sont produits lundi 15 décembre dans la mine d'or President-Steyn située près de Welkom, à 250 kilomètres au sud-ouest de Johannesburg, six mineurs ont été tués et trente-quatre autres blessés. — (Reuters, UPI.)

Le Monde

sur minitel

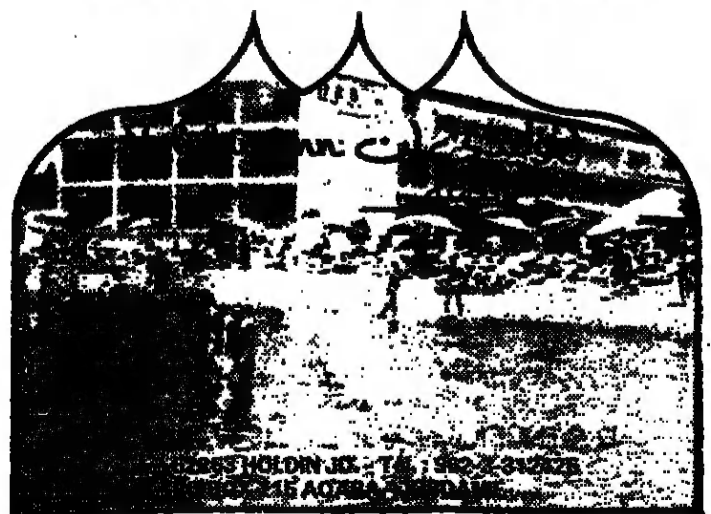
TeleMarket

SPECIAL FÊTES

achetez chez vous, hors de la cuisine.

36.15 TAPÉZ LEMONDE

SOLEIL D'HIVER A AQUABA



Proche-Orient

LIBAN

La responsable de l'aide aux réfugiés de l'UNICEF assassinée à Beyrouth

Nabila Selback Breir, responsable du programme d'aide aux réfugiés palestiniens de l'UNICEF, a été assassinée jeudi 18 décembre à Beyrouth-Ouest. Alors qu'elle se rendait en taxi de son domicile à son bureau, trois hommes armés, pas même masqués, ont arrêté la voiture, ont forcé Nabila Breir à descendre et lui ont vidé deux chargeurs dans la tête et la poitrine.

Exemplaire du drame palestinien, l'histoire de Nabila Selback Breir se passe de commentaires. Née près de Haïfa en 1944, elle avait rejoint le Liban avec sa famille chrétienne en 1950 et avait obtenu la naturalisation. Au début de la guerre civile en 1975, son père, sa mère, sa sœur âgée de dix-sept ans, avaient été tués dans la banlieue chrétienne d'Al-Hamra, comme elle, au fusil-mitrailleur, par les phalangistes. Elle avait rejoint alors Beyrouth-Ouest, secteur à majorité musulmane.

Diplômée de littérature anglaise, elle avait suivi de nombreuses sessions de formation à l'étranger, notamment sur les problèmes du développement. Elle avait, jusqu'en 1977, travaillé au département des

relations extérieures de l'O.L.P. Depuis 1978, elle était fonctionnaire à l'ONU, à l'ECWA (commission de l'ONU pour l'Asie occidentale) qui siège maintenant à Bagdad, et à l'UNESCO. Elle avait travaillé sur les problèmes du peuple palestinien, mais aussi libanais. Elle était notamment l'auteur d'une étude sur l'analphabétisme au Liban du fait de la guerre. Très active auprès de tous sans distinction, pendant le siège de la ville en 1982, elle avait dû quitter Beyrouth un temps, à l'entrée des Israéliens. Depuis 1983, elle était coordonnatrice du programme d'aide aux réfugiés palestiniens de l'UNICEF.

Au printemps dernier, son mari, employé à la MEA avait été enlevé la nuit à son domicile, situé près de celui de M. Nabih Berri, chef du mouvement chiite Amal. Il avait été libéré quelques heures plus tard, après l'intervention personnelle de M^{re} Randa Berri qu'elle avait aidée dans l'organisation de centres sociaux dans la banlieue sud de Beyrouth, à majorité chiite. Mais déjà, on avait fait savoir à sa famille qu'elle ferait mieux de partir.

Après avoir passé deux mois dans le Golfe chez un parent, Nabila, son mari et sa fille étaient rentrés avec des séquelles qu'ils ne connaissent pas de danger.

Quand nous avions rencontré Nabila, il y a exactement quinze jours, c'est presque à mi-voix qu'elle nous avait parlé des nouveaux drames issus de la guerre des camps qui oppose depuis plus de deux mois combattants palestiniens et miliciens chiites d'Amal. Dans son bureau de l'UNICEF, calme, sans violence ni exagération, elle énumérait les atrocités commises à l'encontre des Palestiniens sans défense, en ville, se citant que des cas comme d'elle. Depuis le début de la guerre des camps, on ne compte plus les assassinats, les enlèvements, les cas de torture à l'encontre des Palestiniens (le Monde du 10 décembre).

Les dirigeants d'Amal nient toute participation de leur milice à ces actions. Soit. Mais ils seraient plus convaincus s'ils condamnaient avec fermeté ces actes et prenaient quelques mesures exemplaires à l'encontre de leurs auteurs.

F. C.

06/11/1986

Politique

... Le Monde • Samedi 20 décembre 1986 5

La riposte de M. Chirac

(Suite de la page 4.)

L'argumentation de M. Séguin semblait bien annoncer la session extraordinaire que le premier ministre pourrait demander à M. Mitterrand de convoquer avec, pour seul point, l'ordre du jour, un projet de loi sur l'aménagement du temps de travail. Peu de temps après, M. Chirac, sorti de la conférence agricole, repoussait cette solution. Il lui était difficile d'organiser une session extraordinaire, contrairement en quelque sorte par le chef de l'Etat et pour faire adopter un seul texte, alors qu'il avait annoncé, le 9 décembre, l'annulation de celle qui était envisagée pour l'examen des réformes de société préparées par le gouvernement.

Que faire d'autre ? Diverses parades au « coup » de M. Mitterrand étaient étudiées dans l'après-midi. Il était possible, en premier lieu, de reprendre les dispositions du projet d'ordonnance non pas dans un projet de loi qui obligeait à passer par le Conseil d'Etat et à attendre le conseil des ministres du 22 décembre, mais dans une proposition de loi qu'on aurait bien... vue signée par les présidents des groupes parlementaires de la majorité et qui, déposée à l'Assemblée nationale ou au Sénat, aurait pu bénéficier au moins, avant samedi, d'une première lecture dans chaque assemblée.

Une telle solution permettait d'opposer une riposte immédiate à M. Mitterrand, mais une riposte symbolique. De sorte que, en second lieu, une autre hypothèse, particulièrement audacieuse, était envisagée : présenter l'ensemble des dispositions relatives à l'aménagement du temps de travail sous forme d'amendements au projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social. Ce texte, examiné jeudi après-midi par une commission mixte paritaire (CMP) Sénat-Assemblée nationale, devait venir en deuxième lecture, devant les députés, vendredi après-midi.

Une démission orchestrée

Le gouvernement ayant seul le droit d'amender un texte de CMP, cette procédure garantissait une adoption rapide des dispositions introduites dans le projet de loi social, mais elle risquait de ne pas être du goût du Conseil constitutionnel.

Locs des précédents refus présidentiels de signature d'ordonnance (privatisations en juillet, découpage électoral en octobre), le gouvernement et sa majorité avaient affecté une inébranlable sérénité.

Ces refus avaient été précédés, à droite, d'une montée en pression contre le chef de l'Etat et suivis d'une décompression soudaine. Gouvernement et majorité traitaient alors les décisions présidentielles avec une certaine condescendance. Le comportement de M. Mitterrand était considéré comme futile et sans effet, puisque, remarquait-on avec tristesse, il n'avait d'autre conséquence que de retarder de quelques semaines — après débat au Parlement — la mise en œuvre des projets du gouvernement.

Il n'y a pas eu, cette fois, montée en pression. La majorité y aurait-elle songé que l'ampleur du mouvement étudiant et ses suites l'auraient amenée à y regarder à deux fois. En revanche, la dénonciation, après coup, du refus de M. Mitterrand est très vive et orchestrée. M. Séguin, premier intéressé, s'efforce, d'ailleurs, de l'appui, de placer le chef de l'Etat en contradiction avec lui-même. M. Létourneau affirme que le chef de l'Etat empêche le gouvernement de gouverner. M. Balladur juge que M. Mitterrand se pose en « contre-pouvoir » et remarque qu'un « arbitre » ne peut pas raisonnablement donner toujours tort à la même équipe.

Le président de la République paraît considérer ces réactions de très haut. Pour toute explication de son attitude, il répète que « la cohésion sociale commande la cohésion nationale », dont il se le garent. Le projet de M. Séguin menacerait donc de porter atteinte à l'unité et à l'autorité de la République. L'entourage de M. Mitterrand n'est guère plus polaire. On souligne, toutefois, que la décision présidentielle, est essentiellement fondée sur deux points du projet de M. Séguin : le travail de nuit des femmes et la possibilité de négociation, au niveau de l'entreprise, de l'aménagement du temps de travail.

Sur le premier point (travail de nuit), on fait état d'une convention avec le BIT (Bureau International du Travail) dont la France est partie prenante. Le gouvernement français, ajoute-t-on, a demandé une dérogation à cette convention pendant la guerre d'Algérie, pour des opérations de surveillance liées au maintien de l'ordre. Cette

demande, remarque-t-on, avait été refusée.

Sur le second (accords d'entreprise), l'entourage de M. Mitterrand fait état du danger — déjà souligné en son temps — par M. Delebarre, alors ministre (socialiste) du travail — de négociations entre chefs d'entreprises et syndicats maison.

La majorité et le gouvernement se satisfont de moins en moins du « nouvel équilibre des institutions » dont M. Mitterrand note qu'il se « dessine », qu'il se flatte d'avoir installé et qu'il convient, selon lui, de « poursuivre au cours des années futures ». Ces dernières semaines, il est vrai, les divergences et les conflits se sont multipliés entre le gouvernement et le président de la République.

Tension

au conseil des ministres

Après la réforme hospitalière, les prisons privées, le code de la nationalité et surtout la réponse au mouvement étudiant, voici l'aménagement du temps de travail. Le dernier conseil des ministres a été l'illustration de cette tension renouvelée. M. Mitterrand a émis quelques observations réservées, sans pour autant proposer d'autre solution, sur la création de tribunaux constitués de magistrats professionnels pour juger des actes terroristes. Sarcasme, il a opiné du chef et de la voix lorsque M. Alain Chalon a paru admettre que le gouvernement avait commis une erreur technique en ajoutant à son projet que cette disposition ne serait applicable qu'aux actes postérieurs à la promulgation de la loi. Le sarcasme a fait place à la stupeur puis à l'appréhension lorsque M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, a rendu compte de son voyage en Nouvelle-Calédonie. Le chef de l'Etat n'a pas pipé mot, mais la vision des relations entre les communautés calédonniennes, développée par M. Pons lui a paru grosse de dangers. L'accord entre le premier ministre et le président de la République sur le Tchad tempère ce rude climat.

On remarque, toutefois, à l'Élysée qu'un « consensus » s'est dégagé, sans difficulté, entre les deux pôles de l'exécutif pour que la date du prochain conseil des ministres soit fixée au lundi 22 décembre, en raison des fêtes de Noël.

PATRICK JARREAU et JEAN-YVES LHOMEAU.

Le président de la République en visite dans l'Ain

La cohésion sociale commande la cohésion nationale

M. François Mitterrand a inauguré, jeudi 18 décembre, près de Nantua (Ain), le tronçon Bourg-en-Bresse-Sillans de l'autoroute Mâcon-Genève. Il était accompagné par MM. Méhaignerie, ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et des transports, et Boyon, secrétaire d'Etat à la défense et président du conseil général de l'Ain. Puis le président de la République a prononcé une allocution à la mairie (socialiste) de Bourg-en-Bresse.

BOURG-EN-BRESSE

de notre envoyé spécial

C'était une journée à rester sous sa coquette, un jeudi froid, brumeux, pluvieux, gris foncé du début à la fin. Mais un président de la République ne peut pas rester au lit sous prétexte d'inclémence météorologique. Il a donc inauguré, vaillamment, un tronçon d'autoroute de montagne, viaducs et tunnel de l'Ain, entre Bourg-en-Bresse et Sillans. La date était impérative.

Remaniements et voyages. — A propos d'un remaniement du gouvernement, M. Baudouin, porte-parole de M. Chirac, a indiqué, le jeudi 18 décembre, que « rien n'est envisagé avant le 15 janvier et sans doute plus tard », ajoutant : « Pour l'instant, il ne s'agit que du remplacement d'Alain Devaquet. » M. Baudouin a également annoncé que M. Chirac effectuerait trois voyages en province au premier trimestre : fin janvier en Alsace, à la mi-février dans le Sud-Ouest et début mars dans le Nord. Ces déplacements dureront deux jours chacun, et le premier ministre, qui passera la nuit dans les préfectures, recevra de nombreuses délégations pour des réunions de travail.

M. Chirac, à l'occasion des fêtes de fin d'année, s'absentera de Paris du dimanche 28 décembre au dimanche 4 janvier.

RECTIFICATIF. — Contrairement à ce qu'un titre malencontreux affirmait dans nos premières éditions datées du vendredi 19 décembre, les députés socialistes ont, depuis, un seul recours auprès du Conseil constitutionnel à propos de la loi relative à la limite d'âge et aux modalités de recrutement de certains fonctionnaires civils de l'Etat.

M. Jacques Chirac avait prévu de couper le ruban le 19 décembre : il a renoncé à voir le bout du tunnel de Chamossais, le chef de l'Etat l'ayant pris de vitesse, le 18.

Il a fallu attendre le milieu de l'après-midi pour que, à la mairie socialiste de Bourg-en-Bresse, s'adressant à quelques centaines de personnes rassemblées sur la place de l'Hôtel-de-Ville et sous des trombes d'eau, M. Mitterrand s'échappe de l'aménagement du territoire pour traiter, à demi-mot, de l'actualité politique. « La cohésion sociale commande la cohésion nationale (...). Il ne peut pas y avoir de cohésion nationale sans cohésion sociale. Il faut prendre garde à préserver tout autant l'unité que l'autre. Car, au fond, c'est la même chose. » Il n'en a pas dit plus sur son refus de signer l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail. Quant au mouvement de la jeunesse et à l'attitude du gouvernement pendant cette période, il les a évoqués de manière sibylline : « Je me soucie d'éviter aux Français, autant que possible, les crises imitables. Je ne confonds pas le mouvement et les crises. Il faut toujours

qu'un pays soit en mouvement. Il faut qu'il bouge. Mais il faut ménager les transitions de telle sorte que les Français soient en harmonie avec la France et ne soient pas déchirés inutilement. Il faut savoir en toute circonstance grave préserver l'essentiel : les Français sont faits pour vivre ensemble. Voilà mon travail. Ce n'est pas toujours très aisé. »

Le reste de ses propos a été consacré à la dimension européenne de son action, à la lumière de l'aménagement du territoire. « L'Europe se construira autour de grands projets, a-t-il dit en évoquant l'Europe autoroutière, celle de TGV, des télécommunications et d'Eurolux. Si nous ne sommes pas capables de donner à l'ensemble [européen] un esprit, une volonté politique, alors vous apercevrez le déclin de l'Europe qui entraînera le déclin de chacune de ses parties (...). Je suis attaché à nos valeurs nationales. Je serais très triste de les voir se confondre peu à peu (avec d'autres). Mais voilà, il faut savoir ce que l'on veut ! Il faut donc des structures, des institutions, une volonté politique. »

J.-Y. L.

En Guadeloupe

Un maire inculpé de tentative de fraude électorale

POINTE-A-PITRE de notre correspondant

M. Nathaniel Enna, maire (divers droite) de la commune de Vieux-Habitants, conseiller général, doyen du conseil régional de la Guadeloupe, a été inculpé, le lundi 15 décembre, de « tentative d'obtention de suffrages par dons », en vertu des articles L-106 et suivants et de l'article L-327 du code électoral. Le juge d'instruction de Pointe-à-Pitre, M. Robert Tchaban, qui a prononcé l'inculpation, a placé sous contrôle judiciaire ce candidat malheureux aux dernières élections électorales.

C'est à la veille du scrutin, le jeudi 25 septembre, que M. Girard Pélagie, premier adjoint (PS) de l'équipe municipale de Saint-Louis de Marie-Galante, avait déposé plainte contre inconnu. Il affirmait

avoir reçu trois enveloppes de matériel électoral contenant des listes panachées « où apparaissait à chaque fois le nom d'un même candidat », ainsi qu'un billet de 500 francs. « Ces enveloppes, avait précisé M. Pélagie, n'étaient pas envoyées par la poste mais portées directement à la mairie. »

M. Nathaniel Enna, soixante-neuf ans, avait parlé à l'époque d'une « machination » visant à « jeter le discrédit sur [sa] candidature » dans le cadre d'une liste d'union de la droite. « Je ne suis plus un enfant, avait-il ajouté, et je ne me serais pas permis de déposer des bulletins et de l'argent dans une mairie qui n'est pas de mon bord. »

Lors du dépôt de plainte de M. Pélagie, les gendarmes auraient saisi plus de trente enveloppes analogues.

ANDRÉ LÉGER.

LE 21 DÉCEMBRE

**DIMANCHE
BD HAUSSMANN
LE PRINTEMPS
SERA OUVERT.**

OUVERTURE EXCEPTIONNELLE DU PRINTEMPS HAUSSMANN DE 10 H A 18 H 30.

Politique

Les déclarations de M. Léotard sur TF1

Il faut montrer que le libéralisme est la forme moderne de la générosité

Invité le jeudi 18 décembre de l'émission « Questions à domicile », sur TF1, et parlant sous le contrôle de ses deux ministres libéraux réunis au ministère de la culture, qui servait de cadre pour ce rendez-vous politique, M. François Léotard a pour la première fois livré ses conclusions des récentes manifestations qui ont secoué le monde lycéen et étudiant, ainsi que le rôle du gouvernement. Il s'est refusé à établir un quelconque parallèle avec mai 1968. « Il n'y a eu, a-t-il noté, que la classe politique pour penser que c'était 1968. Ceux à qui on avait encore dans la tête Charles de Gaulle, qui ne voulaient plus refaire cela et ceux à droite qui voulaient refaire l'Arc de triomphe. Le ministre de la culture et de la communication a jugé que pour « la première fois cette révolte de la jeunesse n'était pas stupide », mais qu'elle traduisait tout à la fois « une aspiration très profonde et très forte à une générosité, le refus d'une société autoritaire et trop hiérarchisée et une grande inquiétude sur l'avenir ».

Soulignant à plusieurs reprises « qu'elle était en partie à l'origine de ce chômage de jeunes », M. Léotard a stigmatisé l'attitude « de cette classe de gauche arrogante », au cours de ces semaines. « Ce qui m'a le plus choqué dans cette affaire, c'est l'arrivée de la gauche qui a tué le mouvement étudiant. Bonjour les valeurs ! Quand on a vu revenir des étudiants, comme de Fabius à la tête des cortèges, les étudiants ont été les victimes de cela. » Le projet Davaux lui semblait « aller dans la bonne direction », mais depuis le blocage de l'opinion, M. Léotard se félicite que le gouvernement ait eu « la sagesse » de le retirer.

Quel rôle ont joué dans cette affaire les ministres libéraux ? M. Léotard a répondu les accusant de manquement à la solidarité

gouvernementale. « La vérité des choses », a-t-il expliqué, « à l'intérieur du gouvernement comme au Parlement, c'est une alliance entre deux familles politiques. Il était naturel et cohérent que les représentants d'une de ces deux familles expriment un certain nombre de choses au premier ministre. Pour M. Léotard, ce qui vient de se passer ne doit pas inciter le gouvernement à la « pause ». Convaincu que la majorité bénéficie toujours, à défaut d'un état de grâce, « d'un état de confiance » et que dès lors « les leaders de la gauche » seraient tort de croire, « en voulant faire de ce mois de décembre un décembre rose, que c'est arrivé ». M. Léotard souhaite vivement « que le gouvernement ne s'arrête pas de gouverner » mais qu'il gouverne « avec beaucoup de détermination libérale », « avec la pédagogie nécessaire », et en essayant « de reprendre petit à petit le fil de dialogue avec la jeunesse : la première partie de l'action du gouvernement — l'action économique de grand succès pour nous libéraux — doit être maintenant suivie par une action en terme de solidarité. Nous avons été des libéraux en termes économiques, il faut montrer maintenant que le libéralisme est la forme moderne de la générosité ». Répondant « tout catégoriquement » à la question de savoir si les libéraux sont donc décidés à « faire entendre une musique un peu différente », même, dit M. Léotard, « il n'est pas facile en France d'être libéraux face à un conservatisme de gauche et quelques traces de conservatisme à droite ». Le secrétaire général du PR refuse pour l'heure d'évoquer l'élection présidentielle : « A l'heure qu'il est, il n'est pas candidats à la candidature », préférant « gouverner et redresser la France plutôt que de faire campagne ». Cette élection présidentielle, il dit l'envisager avec sérénité, intimement persuadé que, quel qu'il arrive, chacun devra « compter avec son parti ».

Voyez comme je suis solidaire !

SILENCE, on gouverne et on roule ! Comme il l'avait beaucoup dit se faire entendre, M. Léotard, en réaction à son discours, en deux temps deux mouvements, de recueillir le petit peloton libéral à la caravane gouvernementale.

Premier temps : on remplace les accusés par des fleurs. Un gros bouquet pour tous les gros brigands du RPR afin de les dissuader de vous égarer dans la première rampe. Un gros bouquet pour M. Chirac, qui fait preuve d'un très grand courage. Un autre pour M. Pasqua, qui a déclaré de lui-même sa responsabilité dans le blocage de 1985. Deux autres encore pour MM. Balladur et Séguin, auxquels l'on ne peut que rendre hommage. Et, puisque l'on en parle, quelques brèves de fleurs encore pour celui qui, aujourd'hui, se retrouve dans la voiture-béni, M. Davaux, qui a été et est très digne.

Second temps : la meilleure défense étant l'attaque, mettre hardiment des bâtons dans les roues des vieux socialistes, histoire de

montrer aux camarades de course que ne vous effraie pas l'idée de leur faire un peu de mal. Haro donc sur tous ces « vieux » qui se jettent sur notre belle jeunesse et qui rêvent de vous mettre au fûté ! Voyez comme je suis solidaire ! M. Léotard l'a dit et répété : les courriers libéraux sont prêts à mouler leur meilleur UDF pour le succès de la majorité sous le bandeau d'arrivée de l'élection présidentielle. Qu'ils soient pour autant résolus à ne plus jouer les chasseurs de primes, rien n'est moins sûr. Ce qui s'est passé ces derniers jours a laissé des traces et déclenché une soif de revanche. Enlaidis à tout moment à corriger leur feuille de route, d'après par leur libéralisme, M. Léotard et ses collègues ont le sentiment d'avoir perdu une étape, mais sans doute pas la course. Leur longue marche du libéralisme se poursuit, avec au bout le secret espoir de pouvoir enfin rouler pour eux, rien que pour eux.

DANIEL CARTON.

La commission d'enquête sur les mouvements d'étudiants

Un barriste à la présidence un RPR au rapport

Les châtiments ont été réels à l'occasion de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les mouvements étudiants et lycéens. Ils ont convaincu M. Pascal Clément (UDF, Loire), un proche de M. Rocard, de se retirer de la présidence. C'est donc lui qui aura à signer les convocations des personnes que la commission soumettra à l'interrogatoire. Mais le rapporteur — poste le plus décisif — qui rédigera les conclusions de la commission est un membre du parti de M. Charles Pasqua : M. Emmanuel Aubert (RPR, Alpes-Maritimes).

Dans un communiqué, M. Clément a tenu à préciser qu'il avait accepté cette tâche « par loyauté à l'égard de la majorité » et à la demande de MM. Jacques Toubon et Jean-Claude Guiguet. Il y a même tenu à préciser qu'il n'avait pas le sentiment de se voir « évincer » de la présidence de la commission.

se déroulent dans un esprit de complète indépendance, d'objectivité et de sérénité. Il a affirmé qu'il n'entendait pas demander des investigations sur des télévisions, alors que nombre de parlementaires de la majorité ont mis en cause les reportages diffusés par TF1 et Antenne 2 et que cette commission, qu'il préside, a aussi officiellement pour tâche d'étudier la « présentation » des événements.

Après sa réunion constitutive, le jeudi 18 décembre, au cours de laquelle cette commission a élu son bureau (y figurent aussi, comme vice-présidents, MM. Albert Marty (UDF, Tarn) et Pierre Masseud (RPR, Savoie), et, comme secrétaires MM. René André (RPR, Manche), et Henri Bouvet (UDF, Haute-Vienne), elle se réunira le jeudi 8 janvier, puis tous les mercredis.

A l'Assemblée nationale

Les terroristes seront désormais tous jugés par des magistrats professionnels

L'Assemblée nationale a adopté, en première lecture, le jeudi 18 décembre, le projet de loi présenté par le garde des sceaux, M. Alain Chalon, permettant de faire juger par des magistrats professionnels les actes terroristes commis avant la promulgation de la loi du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme. L'UDF, le

RPR, le FN ont voté pour, le PS et le PCF contre. Jusqu'à présent, seuls les actes de terrorisme commis postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi pouvaient être jugés par des cours d'assises exclusivement composées de magistrats professionnels et non plus par des jurés populaires. Le rattachement

obligé, le 8 décembre dernier, du procès des trois militants d'Action directe, après la défection de deux jurés, est à l'origine du retour au Parlement de cette loi que le ministre de la justice veut modifier de façon à la rendre « conforme au principe de l'application immédiate des lois de procédure » (le Monde des 11 et 12 décembre).

Le rapporteur de la commission des lois, M. Jacques Limoux (RPR, Tarn), qui avait été en juin dernier le rapporteur du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme, (le Monde du 26 juin), ne s'est pas privé de mettre le gouvernement face à ses « hésitations ». C'est, en effet, M. Alain Chalon qui, par un amendement au gouvernement à l'article 10 du projet de loi, avait fait disparaître la possibilité de l'application immédiate du code de procédure pénale.

Pour M. Limoux, l'hésitation majeure du gouvernement au cours de l'été 1986 est difficilement explicable. « Rien ne s'opposait à ce que le code de procédure pénale soit applicable immédiatement ». Pour autant, le député RPR ne s'est pas montré pleinement satisfait du nouveau dispositif du gouvernement. « Ce texte a le mérite de régler une situation : il est même fait pour résoudre, c'est aussi là qu'est son inconvénient. On nous demande, à l'évidence (...), de faire la loi pour un ou deux cas particuliers », a expliqué M. Limoux, faisant allusion aux cas Schleicher et Abdallah. « Ce n'est pas légitime, a-t-il poursuivi, mais, au premier abord, disons que ce n'est guère convenable, et nous serons critiqués ; mais pour nous faire entendre (...), c'est-il interrompu en regardant M. Chalon. « Il faut voter ce texte afin que l'institution judiciaire ne soit plus maintenue dans l'impossibilité de juger », a-t-il conclu.

Le garde des sceaux s'est attaché pour sa part à justifier le revirement du gouvernement en répondant à la

question : Pourquoi ne pas avoir, à l'époque, rendu applicables aux affaires de terrorisme en cours les dispositions qui relèveraient de la procédure pénale ? Le ministre a invoqué tout d'abord le fait que la loi « ensemble homogène » — contenant d'autres dispositions qui ne pouvaient « en aucun cas » s'appliquer à des faits commis avant l'entrée en vigueur de la loi (notamment la peine d'interdiction de séjour à laquelle les auteurs d'actes de terrorisme sont obligatoirement condamnés). Le gouvernement, a expliqué le ministre de la justice, avait également voulu éviter de retarder la clôture d'affaires en cours par l'introduction de nouvelles règles de procédure.

Le procès Schleicher (affaire de l'avenue Trudaine), créant, de l'avis même du ministre, « une situation nouvelle », il fallait donc, a reconnu M. Chalon, modifier la loi du 9 septembre 1986 pour se sortir d'une situation « où l'exercice de la justice se trouvait bloqué ». Afin d'éviter à l'avenir que des jurés fussent l'objet de pressions et d'intimidations dans des affaires de terrorisme, seules des cours d'assises composées de sept magistrats professionnels en seront désormais saisies, a expliqué en substance le ministre. Des dispositions transitoires ont été prévues dans le cas où un arrêt définitif de la chambre d'accusation aurait déjà renvoyé un terroriste devant une cour d'assises avec jury populaire. « Il appartenait à la chambre d'accusation, que les débats n'aient pas encore commencé, a-t-il expliqué, de décider le renvoi de

l'accusé devant la cour d'assises sans jury », et les faits tombent bien sous le coup de la loi du 9 septembre 1986, avait précisé le rapporteur du projet de loi en ouvrant le débat.

« Bien entendu », a souligné pour sa part le ministre, la constatation par la chambre d'accusation du caractère terroriste des faits ne pourra en aucun cas aggraver la situation des personnes poursuivies : en particulier les dispositions sur la peine complémentaire obligatoire d'interdiction de séjour ne leur seraient pas applicables, de façon à respecter le principe de non-rétroactivité de la loi pénale plus sévère.

M. Bonnemaison : « Atteinte au civisme »

Comme lors du précédent débat de l'été 1986, l'opposition de gauche s'est élevée contre « la reconstitution de l'ancienne Cour de sûreté de l'Etat ». — M. Daniel Le Mew (PCF, Alpes) — ou « la suppression, pour de mauvaises raisons, de l'expression la plus évidente de la mobilisation de la population contre le terrorisme : le jury d'assises populaire ». — M. Gilbert Bonnemaison (PS, Seine-Saint-Denis). « Vous fuyez vos responsabilités, vous encouragez la démission », a-t-il lancé M. Bonnemaison avant de lancer cette accusation en forme de chef d'accusation : « S'il existait un délit d'atteinte au civisme, vous seriez le premier inculpé, monsieur le garde des sceaux ! »

Il y a plus de trois ans, deux policiers ont été tués. Le système

Trois textes définitivement adoptés

L'Assemblée nationale, le jeudi 18 décembre, a adopté trois projets ou propositions de loi dans la même formulation que celle qui avait été précédemment approuvée par le Sénat. Leur approbation par le Parlement est donc définitive.

● Secret des statistiques. — L'Institut national de la statistique et des études économiques et d'autres services statistiques ministériels reçoivent des renseignements provenant d'autres administrations ou d'organismes privés gérant un service public dans des conditions sur lesquelles la Commission nationale de l'Informatique et des libertés a été amenée à émettre quelques réserves.

Le projet de loi adopté, en complément de la loi de 1951, donne une base légale à ces transmissions de renseignements, mais avec des conditions assurant le secret des informations transmises, que ne pourront pas utiliser d'autres administrations, notamment en exigeant un avis conforme de la CNIL, pour la cession d'information relative aux personnes physiques. Ce projet a été adopté à l'unanimité par l'Assemblée.

● Organisation régionale des touristes. — Les conseils régionaux de tourisme sont toujours régis par des lois valables du régime de Vichy. Depuis longtemps, chacun convient que leur statut ne correspond plus aux nécessités actuelles. Dès 1980, des parlementaires socialistes

avaient déposé des propositions de loi le modernisant : une nouvelle tentative avait été faite en 1984, mais un désaccord entre le Sénat et l'Assemblée ne lui avait pas permis d'aboutir. Cette fois-ci, M. Bonnemaison, de la majorité, le texte oblige chaque région à créer un comité régional du tourisme, mais laisse à chacune une grande liberté dans le statut, l'organisation et la composition de ces comités.

La majorité a profité de ce projet pour réduire les pouvoirs des conseils régionaux d'outre-mer, qui échappent tous au contrôle de la droite. Les régions des DOM devront se mettre d'accord avec les conseils généraux, pour la plupart acquis à la majorité nationale, fût-ce de quel que compétence touristique soient partagées entre les deux assemblées locales. Cette disposition a bien entendu été éliminée au cours de la discussion, et elle a amené les députés socialistes à voter contre l'ensemble du projet, et les communistes à s'abstenir.

● Organisations internationales. — L'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité (le FN s'abstenait) le projet de loi organique relatif aux magistrats de l'ordre judiciaire servant dans les organisations internationales. Ce texte étend à tous les magistrats les dispositions de la loi du 17 janvier 1986 instituant des fonctions d'attachés au sein des administrations des administrations de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui servent dans des organisations internationales. Ces textes ont souligné MM. Jean-Louis Debré (RPR, Eure), rapporteur du projet, et Alain Chalon, garde des sceaux, est destiné à inciter les magistrats à servir au cours de leur carrière dans les organisations internationales. « C'est bon pour la magistrature elle-même de s'ouvrir sur le monde, notamment à cause de la place que prend le droit international », a souligné M. Chalon en regrettant que sur cent trente et un postes de magistrats détachés,

seul soit le cinquième des organisations internationales.

Navette

● Le nouveau droit de la concurrence. — Les « libéraux » qui se veulent « purs » ne sont pas entièrement satisfaits de l'ordonnance de M. Edouard Balladur créant un nouveau droit de la concurrence. M. Michel D'Ornano (UDF, Calvados) l'a dit, très clairement, le jeudi 18 décembre à l'Assemblée nationale. Mais il y a un point qu'il jugeait indispensable de modifier d'urgence : l'appel des décisions du nouveau conseil de la concurrence ne doit pas se faire devant le Conseil d'Etat, mais devant des magistrats de l'ordre judiciaire, en l'occurrence ceux de la cour d'appel de Paris. D'où la proposition de loi qu'il a déposée et qui a été adoptée jeudi par l'Assemblée.

Le gouvernement ne pouvait être contre, puisque son projet initial contenait la même idée. Mais il s'était rendu à l'avis du Conseil d'Etat, lequel avait argué que, le Conseil de la concurrence étant une instance administrative, il devait relever de la justice administrative, et que le gouvernement ne pouvait, par ordonnance, modifier ainsi l'organisation judiciaire. Une loi peut le faire. M. d'Ornano le pense indispensable, car pour lui les juges civils sont plus proches de la vie économique que les juges administratifs ne sont pas compétents pour trancher des litiges opposant des personnes privées et qui sera le cas de la plupart des situations traitées par le conseil de la concurrence.

Les communistes ne sont pas opposés, par principe, à un tel transfert, mais leurs critiques de l'ensemble de l'ordonnance ainsi modifiée les a amenés à s'abstenir. Les socialistes, eux, ont voté contre, car ils voient dans cette disposition une confirmation de l'abandon par l'Etat de ses pouvoirs en matière de surveillance de la concurrence.

Th. B. et L. S.

Le Monde
sur minitel
LA MORTAUX TROUSSES
Jeu-frisson et dialogues en direct, la nuit sur minitel.
36.15 TAPÉZ **LEMONDE**

Le tiers des casinos français ont des difficultés financières a expliqué M. Henri Cuy (RPR, Ardèche). Or il faut aider ces entreprises touristiques qui sont aussi des pourvoyeurs de finances pour les villes qui les accueillent.

D'ailleurs, rappelle M. Galland, lorsque Gaston Defferre avait fait voter l'interdiction en 1983, certains socialistes n'étaient pas d'accord avec lui et la possibilité d'une simple disposition transitoire fut évoquée par des membres du gouvernement.

C'est vrai, mais le problème du budgetisme est réel. M. Cuy, qui fut commissaire de police, le reconnaît en expliquant qu'avant la législation de 1983 le « million » avait mis la main sur ce marché des machines à sous. D'ailleurs, il a fait ajouter de nouvelles protections au dispositif prévu par les auteurs de cette proposition de loi : les casinos devront acquiescer des machines à sous neuves et ils ne pourront pas les céder à des confrères ; les fabricants, importateurs, vendeurs ou responsables de la maintenance de ces machines seront soumis « à l'agrément » du ministre de l'intérieur.

Le gouvernement, lui, fit un geste financier pour assurer le succès de cette nouvelle activité ludique : les cartes d'entrée, dans les salles où seront installées ces machines à sous, seront, comme dans le cas de jeux de boules, dispensées du droit de timbre habituel.

Décidément, les casinos, dont le collectif budgétaire a augmenté de 25 % à 35 % pour deux ans, l'abandonnent sur le produit des jeux avant préférentiellement au bénéfice de finances de l'Etat et des villes d'accueil, sont gâtés en cette fin de session.

Pour votre
DEMEUNAGEMENT
ODOUL AGENT DE
demeco
16, rue de l'Atlas-75019 Paris 42.08.10.30

Je t'aime

Communication

Après la démission de M. Henri Pigeat

L'AFP reprend le travail

La rédaction de l'Agence France Presse (AFP) a suspendu dans la soirée du 18 décembre la grève qu'elle avait lancée huit jours auparavant. La démission de M. Henri Pigeat, PDG, remise en début d'après-midi au conseil d'administration, qui l'a acceptée, « a débarrassé la situation ».

« Un communiqué diffusé par ce syndicat indiquait en fin de soirée qu'une décision de licenciement ne sera engagée avant la nomination d'un nouveau président ». « Dans cet intervalle, précisait le communiqué, aucune restructuration rédactionnelle ne sera mise en œuvre ». Il reste que ce communiqué n'a pas complètement calmé les inquiétudes des journalistes du desk allemand qui n'avaient pas encore repris le travail dans la matinée du 19 décembre.

La prochaine étape, pour l'AFP, sera la désignation d'un nouveau président. Ce dernier doit être désigné par les quinze membres du conseil d'administration, en dehors d'eux. Mais l'AFP devrait obtenir l'assentiment des pouvoirs publics. La Société des journalistes de l'AFP a réclamé « qu'un journaliste à l'autorité morale, à l'envie et aux qualités professionnelles unanimement reconnues soit nommé à la tête de l'agence ».

Les historiens de la presse française retiendront sans doute le nom de M. Henri Pigeat, ce président de l'AFP qui dut quitter ses fonctions sous la pression de sa rédaction et au terme de la plus longue grève qu'ait connue l'agence.

Bras droit de M. Claude Roussel, PDG de l'agence qui l'avait appelé à ses côtés « pour des raisons uniquement professionnelles et techniques », M. Henri Pigeat est ensuite le seul candidat à la succession de M. Roger Bouzinac, après son passage éclair à la tête de l'agence. La nomination de M. Pigeat au poste de PDG de l'AFP, en octobre 1979, ne bénéficiait pourtant pas des voix des deux représentants du personnel.

qui, lorsqu'on le croise dans l'ascenseur, regarde le bout de ses chaussures ». Mais le PDG pense à l'avenir et il est convaincu que son plan de restructuration est seul capable de sauver l'agence de son déficit chronique et de favoriser son développement. Fortement critiqué, il se mure dans le silence de son étage directionnel. Ce que de nombreux journalistes traduisent par un mépris à leur égard alors qu'il s'agit d'une difficulté de communication avec sa rédaction. Les deux longues grèves de cette année — quatre jours en juillet, huit en décembre — se cristalliseront non seulement sur le plan de restructuration mais surtout sur l'homme.

YVES-MARIE LABÉ

« Que la raison revienne »

Peu après la démission de ses fonctions de PDG de l'AFP, le 18 décembre après 15 h 30, Henri Pigeat a diffusé le communiqué suivant :

« Depuis une semaine, une grève animée par les syndicats de journalistes paralyse les activités de l'AFP au détriment de ses abonnés et partenaires français et étrangers. Cette grève est le résultat d'une opposition déterminée à des mesures de restructuration internationale et à des efforts de productivité indispensables à l'indépendance de l'agence comme à sa compétitivité ».

« Ce plan de restructuration, loin de remettre en cause le caractère d'agence mondiale de l'AFP, le conforte, au contraire. Il constitue une nécessité absolue et a fait l'objet de toute la concertation sociale permise par les moyens financiers disponibles. La réalité économique étant ce qu'elle est, les mesures prévues seront inévitablement appliquées, ou d'autres aux conséquences plus graves. C'est pour atteindre les mêmes objectifs que furent réalisées, ces dernières années, une modernisation technique sans précédent et une diversification d'activités qui a élargi et conforté les positions de l'AFP sur les marchés internationaux ».

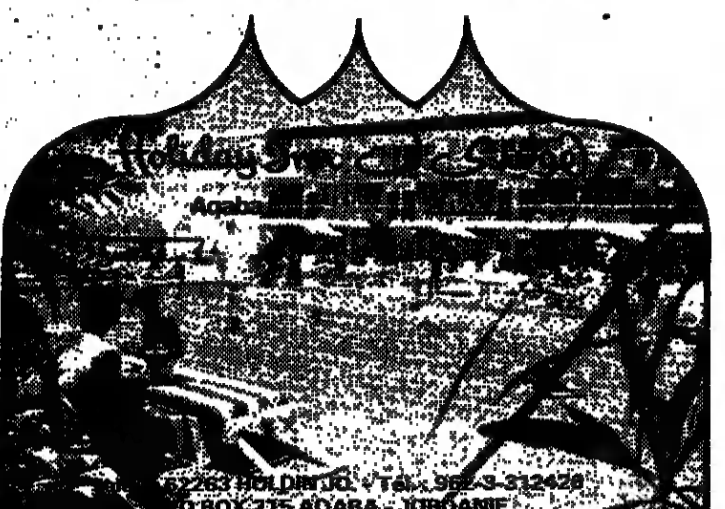
« Mon souci constant, depuis sept ans, a été le développement et la compétitivité mondiale de l'Agence et le renforcement de son indépendance. Cela exigeait encore des efforts et assurément la mutation de certains comportements anciens. Il apparaît qu'un nombre important de journalistes de l'Agence n'y est pas prêt. Il est clair aussi que les revendications présentées sont incompatibles avec les moyens dont nous disposons. La grève, néanmoins, à nos yeux, met dans l'impossibilité pratique de faire respecter les obligations professionnelles fondamentales qu'édicté le statut de l'AFP ».

« Dès lors, j'ai le devoir de remettre mon mandat à la disposition du conseil d'administration, en souhaitant ardemment que la raison revienne vite et que, dans une situation dépassionnée et sous l'autorité d'un nouveau responsable, l'AFP puisse reprendre le chemin de son indépendance et de son développement ».

« L'histoire des relations entre M. Henri Pigeat et sa rédaction est celle d'une incompréhension, qui devait fatalement déboucher sur un divorce. Haut fonctionnaire, M. Pigeat a dû faire face dès sa nomination au poste de directeur général adjoint de l'AFP, en avril 1976, à la méfiance du personnel de l'agence. Lui qui était jusqu'alors directeur du Service d'information et de diffusion (SID), dépendant du premier ministre, apparaît comme l'un des rois de la propagande gouvernementale ».

« L'histoire des relations entre M. Henri Pigeat et sa rédaction est celle d'une incompréhension, qui devait fatalement déboucher sur un divorce. Haut fonctionnaire, M. Pigeat a dû faire face dès sa nomination au poste de directeur général adjoint de l'AFP, en avril 1976, à la méfiance du personnel de l'agence. Lui qui était jusqu'alors directeur du Service d'information et de diffusion (SID), dépendant du premier ministre, apparaît comme l'un des rois de la propagande gouvernementale ».

SOLEIL D'HIVER A AQUABA



Conscient des difficultés de l'agence, M. Pigeat se lance à partir de 1984 dans un plan de développement. Il crée le service photo de l'AFP, les banques de données Agor, l'AFP-Audio. Mais son insurmontable optimisme subit un revers en 1985 : le déficit de l'agence l'oblige à présenter un plan de restructuration. Sa volonté de faire d'abord accepter, avec son conseil d'administration un gel des augmentations de salaire entraîne la grève de la rédaction. De nombreux journalistes estiment alors que leur PDG s'est « disqualifié ».

En 1986, les relations entre PDG et rédaction tournent au vinaigre. M. Henri Pigeat devient pour la majorité des rédacteurs, « l'homme

[Né le 13 novembre 1939 à Montesson (Aisne), M. Henri Pigeat est diplômé de l'IEP de Paris et ancien élève de l'ENA. Il est nommé, en 1965, administrateur civil à la Direction générale de l'Administration et la fonction publique. Il suit ensuite M. Philippe Maland, de 1968 à 1973, dans ses ministères successifs, notamment celui de l'Information.

En 1974, il devient l'adjoint de M. Denis Baudouin (actuel porte-parole du premier ministre), à la tête de la Délégation générale de l'Information, avant de lui succéder en novembre 1975. En 1976, il est directeur du service d'information et de diffusion (SID) qui vient d'être créé, avant d'entrer à l'Agence France-Presse, au poste de directeur général adjoint. Nommé PDG de l'AFP en octobre 1979, il est réélu en 1982, puis en 1985.

M. Pigeat préside les sections françaises de l'Institut international des communications (IIC) et de l'Institut international de la presse (IIP). Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la communication, parmi lesquels *Saint-Ecran ou la télévision par câble* (Solar) et *La télévision par câble commence demain* (Pion).]

PETRA: LA CITÉ ROSE DU ROYAUME NABATÉEN

Pour toute information:

MINISTÈRE DU TOURISME JORDANIEN
B.P. 224
Amman - Jordanie

ROYAL JORDANIAN
12, rue de la Paix
75002 Paris
(06-1) 42.61.80.60

Le 19 décembre 1986, 42 km de l'autoroute A40 (Mâcon-Genève) entre Bourg Sud et Sylans, seront mis en service par la Société des Autoroutes Paris-Rhin-Rhône, après avoir été inaugurés par le Président de la République, Monsieur Mitterrand en présence de Monsieur Pierre Méhaignerie, Ministre de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du Territoire et des Transports et de Monsieur Jacques Boyon, Secrétaire d'État auprès du Ministre de la Défense, Président du Conseil Général de l'Ain.

L'autoroute A40 (Mâcon-Genève), dans son ensemble, représentera un nouvel itinéraire autoroutier de 145 km, dont 97 km, depuis l'autoroute A6 aux environs de Mâcon, jusqu'à Châtillon-en-Michaille près de Bellegarde, ont été concédés à la Société des Autoroutes Paris-Rhin-Rhône.

L'autoroute A40 est une succession d'ouvrages d'art: viaducs, comme celui de Poncin - sur la section Pont d'Ain - Saint-Martin-du-Fresne - et ceux de Nantua et des Neyrolles jouxtant le Tunnel de Chamoise - sur la section Saint-Martin-du-Fresne - Châtillon-en-Michaille - qui offrent au regard du voyageur tout ce que la technique actuelle propose de plus moderne en matière de procédés, de construction et d'élégance de formes.

A son achèvement dans 3 ans, la liaison A40, depuis l'autoroute A6 jusqu'à Genève, sera assurée. C'est actuellement le plus impressionnant chantier de construction que l'on ait eu depuis longtemps en France, voire en Europe.

Société des Autoroutes Paris-Rhin-Rhône
41 bis, avenue de Bosquet - 75007 Paris
Tél: 45 50 32 29

(Publicité)

Cher Père Noël,

L'année dernière, je t'ai écrit pour te demander une petite sœur et je viens juste de la recevoir. Je te remercie parce qu'elle est drôle, sauf quand elle pleure. Il faudrait qu'elle soit plus grande pour être plus drôle, je crois. Mais pas trop grande à cause de la voiture, parce que le dimanche on va dans les bois et on est Papa, Maman, Grand-Père et Charles - c'est mon grand frère - et Sophie qui pleure. Et Charles me donne des coups de pieds et il prend toute la place avec son arc et ses flèches qui tiennent pas dans le coffre à cause de la poussette de Sophie. Alors j'ai dit à Papa pourquoi tu achètes pas une auto plus grosse? Il a répondu qu'il avait déjà à payer la chambre en plus qu'on a fait quand Sophie est arrivée, même qu'il aurait du mal parce que Maman est en congé pour longtemps. Ce qu'il faudrait, c'est que tu dises au facteur d'apporter plus d'allocations. Papa dit aussi que, même si toi et M. Balladur vous donnez plus de sous, il faudra quand même que lui il achète la vignette qu'on colle devant, et que puisque je t'écrivais, je pouvais bien aussi te la demander. Tu l'envoies, dis?

François

Alliance Nationale Population et Avenir

BULLETIN D'ADHÉSION

☐ Madame
☐ Mademoiselle
☐ Monsieur

Nom
Prénom
Adresse
Profession

Si vous pensez, comme le petit François (et nous), que les difficultés des parents ne sont pas assez prises en considération, écrivez, vous aussi, au Père Noël, ou à ses représentants sur la terre. Mais vous pouvez aussi écrire à notre association, qui fera suivre à qui de droit. Et qui a besoin de votre soutien.

Adhésion avec abonnement:
(Adhésion à l'Alliance Nationale plus abonnement à « Population et Avenir »)

Membre 190 F
Membre bienfaiteur 250 F ou plus

Adhésion simple:
Membre 100 F
Membre bienfaiteur 250 F ou plus

(Le montant des dons accordés aux associations reconnues d'utilité publique est déductible des revenus imposables dans une limite de 5 %)

35, rue Marbeuf, 75008 PARIS
Tél. (1) 45-12-18-81
CCP (Alliance Nationale)
PARIS 152.17 W

Société

DÉFENSE

Commandes tardives de Mirage-2000 et menaces sur le Rafale

Guerre sourde entre M. Giraud et le groupe Dassault

Le ministère de la défense aura attendu la fin de l'année pour passer commande au groupe Dassault-Breguet des trente-cinq avions de combat Mirage-2000 que le Parlement avait autorisé l'armée de l'air française à acheter au titre de son budget de 1986. Le constructeur menace, de son côté, de suspendre à Noël les vols de son prototype Rafale si de nouveaux arrangements entre l'Etat et l'industrie aéronautique française ne sont pas conclus sur le financement de ces essais par les deux parties.

Bien que chacun des partenaires s'en défende, l'impression prévaut qu'une petite guerre sourde oppose le ministère et son principal industriel de l'aéronautique militaire depuis la disparition de Marcel Dassault, en avril dernier, et l'élection de son fils, M. Serge Dassault, à la tête du groupe à la fin d'octobre. Ce n'est, en effet, un mystère pour personne que le ministre de la défense, M. André Giraud, a longtemps combattu — en vain — la solution préconisée par M. Serge Dassault pour prendre directement en main le contrôle de la société de son père.

Depuis, la quasi-totalité des responsables chez Dassault-Breguet partagent le sentiment, à tort ou à raison, que le ministère de la défense tergiverse beaucoup avant d'arrêter ses décisions lorsque celles-ci se rapportent à l'avenir du groupe.

Comme s'il s'agissait, pour reprendre l'expression d'un haut cadre de la direction générale de l'entreprise, de « faire payer » la société pour la volonté de ses actuels propriétaires privés de demeurer autonomes par rapport à l'Etat, banquier et client.

Le temps de la réflexion

Ainsi, il aura fallu attendre le 28 novembre dernier pour que soit notifiée la commande officielle par la France à dit-bien Mirage-2000 monoplace de défense aérienne, un Mirage-2000 biplace d'entraînement à la défense aérienne et seize Mirage-2000-N (capables de tirer un missile nucléaire) pour la pénétration à basse altitude. Ce marché avait été autorisé à la fin de 1985 par le Parlement lors de l'appropriation des crédits de l'armée de l'air française pour 1986. La notification de la commande a été révisée, mardi 16 décembre, par le constructeur.

Le contrat de ces trente-cinq Mirage-2000 par la France vient à point pour Dassault-Breguet, dont les succès à l'exportation, en 1986, seront loin de correspondre aux espoirs de ses dirigeants. Neuf Mirage-2000 et un avion d'appui Alpha-Jet ont, à ce jour, été commandés à l'étranger. Calculés sur une décennie, les commandes françaises et étrangères ont représenté, en moyenne, par an, jusqu'à l'année 1986 qui s'achève, risque donc de n'être pas comme les précédentes.

Au ministère de la défense, on assure qu'il n'y a eu aucun retard dans la commande française qui serait dû « à des humeurs ». On ajoute que la régularisation des contrats, en la matière, intervient généralement à l'automne de chaque année. Chez Dassault-Breguet, le son de cloche est différent. On y affirme, au contraire, que, par rapport aux règles observées les années passées, les négociations administratives ont pris « volontairement » deux mois de retard, au point d'avoir inquiété l'armée de l'air.

On observe un manque d'harmonie identique entre les deux partenaires à propos du sort du Rafale, ce prototype à partir duquel doit être défini le nouvel avion de combat commun à l'armée de l'air et à l'aéronavale française. Cinq mois après son premier vol, l'appareil de démonstration a réussi à tenir le rythme moyen de seize vols d'essai par mois, aux mains de huit pilotes différents. Ce qui représente un record selon Dassault.

Un autofinancement limité

Le ministre de la défense veut se donner le temps de la réflexion sur l'avenir d'un programme qui engage un financement total, étalé sur plusieurs années, de 130 milliards de francs pour environ trois cents avions s'il venait à être commandé dans les conditions actuelles. Faut-il un Rafale tel qu'il est actuellement ? Faut-il, au contraire, en redéfinir les caractéristiques et les performances ? Faut-il, en attendant, moderniser, au profit de l'armée de l'air les équipements du Mirage-2000 plus, le cas échéant, le doter du réacteur M 88 promis à l'origine pour le Rafale et faire alors acheter des F-18 américains à l'aéronavale ? Autant de questions fort complexes qui conditionnent l'avenir de l'aéronautique française.

Satisfait de son Rafale, le groupe Dassault-Breguet, en revanche, est plus pressé d'obtenir un « feu vert ».

ministériel durant le premier trimestre de l'année prochaine. Il réclame de l'Etat que soit prise, au plus vite, la décision de lancer les études et le développement de l'avion de série à partir du prototype, de crainte d'arriver trop tard face à la concurrence.

Pour faire pression sur le gouvernement ou parce qu'elle est réellement en butte à des difficultés économiques qui l'incitent, d'autre part, à mettre sept cents de ses salariés en retraite anticipée, la société menace de suspendre à Noël les vols d'essai du Rafale dont elle affirme ne plus pouvoir assurer le coût.

Les frais occasionnés par les essais sont, en règle générale, partagés entre l'Etat et tous les industriels concernés par le projet. Ainsi, par exemple, l'un des sept prototypes nécessaires pour la mise au point du programme d'avion Mirage-2000 a été totalement financé par le groupe Dassault-Breguet. Dans le cas du Rafale, la moitié du financement vient de l'Etat. En menaçant de ne plus apporter sa quote-part selon les modalités établies, le constructeur fait valoir que ses capacités d'autofinancement des essais du Rafale ne sont pas illimitées, compte tenu, précisément, de ses difficultés de gestion liées à la présente actualité.

C'est la raison pour laquelle l'industriel escompte que l'Etat lui attribue des avances remboursables de fonds publics ou que, dans les quatre années à venir, le ministère de la défense prenne progressivement la relève d'un financement propre aux sociétés impliquées, qui, lui, déclinerait dans le même temps. Les constructeurs se rattraperaient, ensuite, sur leurs gains à l'exportation. Mais ce montage, s'il devait être retenu, requiert que le programme Rafale soit rapidement lancé pour être proposé à la clientèle internationale. D'où l'insistance du groupe Dassault-Breguet, face à M. Giraud, qui veut le meilleur avion possible.

JACQUES ISNARD.

L'affaire du Carrefour du développement

Ouverture d'une information contre « X » et plainte contre cinq journaux

Sur prescription du ministre de la justice (nos dernières éditions), le parquet du tribunal de Paris a ouvert, jeudi 18 décembre, une information judiciaire contre « X » pour « violation du secret de l'instruction » après la publication, dans le Monde du 17 décembre, d'un article relatif aux procès-verbaux d'auditions de M. Yves Châlier.

Observateur, et le journaliste Jean-Paul Mary.

Les dates de ces procès seront fixées au cours de l'audience du 12 janvier prochain.

Un nouvel inculpé

D'autre part M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction au tribunal de grande instance chargé de l'affaire du Carrefour du développement, a inculpé jeudi 18 décembre M. Pierre Bodin, quarante-six ans, président-directeur général de la société Sfiar, pour les délits de « faux et usage, abus de confiance, recel et complicité d'abus de confiance ». Le président-directeur général, laissé en liberté sous contrôle judiciaire, est accusé d'avoir participé au trafic des fausses factures qui permettaient également à d'autres entreprises de détourner des fonds de l'association Carrefour du développement.

Le magistrat a aussi continué son instruction en entendant à nouveau M. Yves Châlier jeudi pendant trois heures.

M. P.

Secret variable

DEPUIS le début de l'affaire du Carrefour du développement, la presse a été et notamment le Monde — a publié des informations abondantes sur les prévisions politico-financières qui en constituent le point de départ, et mettent en cause certains membres de l'ancienne majorité socialiste. La plupart d'entre elles étaient alimentées par l'évolution de l'instruction judiciaire menée par M. Jean-Pierre Michau. Recoupements, témoignages, auditions : autant d'outils suivis de près par la presse qui en rendait compte.

La garde des sceaux ne s'est pas étonnée. Aucune information judiciaire contre X... pour violation du secret de l'instruction n'a alors été réclamée. Elle l'est pourtant aujourd'hui, alors qu'apparaît un

autre aspect de l'affaire : les complicités et amitiés dont a bénéficié le principal accusé et accusateur, M. Yves Châlier, au sein du ministère de l'intérieur. Une affaire dans l'affaire embarrassante, elle, pour l'actuelle majorité.

Serait-ce que la « violation du secret de l'instruction » est plus ou moins tolérable selon que les informations divulguées dérangent la gauche ou la droite ? On retiendra simplement que le courroux de M. Alain Châlier est variable. On rappellera que, selon l'article 11 du code de procédure pénale, ne sont tenus au secret de l'instruction que ceux qui concourent à la procédure judiciaire. En d'autres termes, les journalistes n'y sont pas tenus.

G.M. et E.P.

ENVIRONNEMENT

La pollution du Rhin

M. Carignon présente une facture de 250 millions de francs

Quelque 250 millions de francs : c'est le montant de la facture que devait présenter, vendredi 19 décembre à Rotterdam, M. Alain Carignon, ministre de l'environnement, à ses collègues des pays riverains du Rhin (Suisse, RFA et Pays-Bas) après l'incendie de l'entrepôt Sandoz de Bâle, le 1^{er} novembre dernier. Ce chiffre correspond à trois rubriques : 1) Les dépenses déjà

engagées et le manque à gagner (commerce de la pêche, croisières annuelles, etc.), soit 32 millions de francs. 2) Les dépenses qui seront indispensables à moyen terme pour suivre l'évolution de la pollution et restaurer l'écosystème, soit 112 millions. 3) Les dépenses complémentaires pour aménager les barrages, captages d'eau et autres installations liées au Rhin, soit 106 millions.

Cette évaluation est la conclusion — provisoire — du rapport remis à M. Carignon par la commission d'experts mise en place à Strasbourg (le Monde du 18 novembre). Cette commission, « coordonnée » par M. Brice Lalonde, devait procéder à l'évaluation des dégâts et définir les moyens de restaurer l'écosystème. Sur le premier point, le constat est net : « 190 tonnes d'anguilles mortes en quelques heures, ce qui signifie 100 % des anguilles dans les cours d'eau touchés par la pollution. En quelques instants, des années d'effort d'aménagement et d'entretien ont été perdues. Un tiers de la zone de pêche de l'Alsace a été dévastée ».

Outre la destruction de la microfaune, et donc de la chaîne alimentaire, le rapport note la présence (« extrêmement faible et de courte durée ») d'inséminences complètes dans quatre puits de captage du Haut-Rhin (Ortenheim, Biesheim, Jébsheim et Marckolsheim). Pour la restauration de l'écosystème, le rapport propose la création de « biotopes-refuges » le long du Rhin, qui permettraient à la faune de se reconstituer.

■ Nouvelle fuite chimique dans le Rhin. — La société allemande BASF a annoncé, le 18 décembre, qu'une de ses usines de Ludwigshafen avait, la veille, déversé accidentellement dans le Rhin quelque 500 kilos de cyclohexanon, un produit non toxique utilisé pour la fabrication du nylon. Les autorités de Rhénanie-Palatinat ont confirmé que le produit ne présentait pas de danger pour la population. — (Reuters, AP, UPI.)

■ L'exploitation de la centrale de Gardanne. — Le tribunal administratif de Marseille vient d'annuler l'arrêté du 1^{er} octobre 1984 autorisant les Houillères du bassin du Centre et du Midi à exploiter les installations minières et industrielles situées sur les communes de Meyreuil et Gardanne (Bouches-du-Rhône). Ce jugement rend donc illégale l'exploitation de la centrale thermique de Gardanne, malgré sa cheminée de trois cents mètres de haut et les appareils de désulfuration installés à la demande de Gaston Defferre et de M. Hugues Bouchardau, alors ministre de l'environnement.

RELIGIONS

Mgr Martin prend sa retraite

Un nouveau préfet à la « maison » du pape

Cité du Vatican. — Jean-Paul II a accepté, le jeudi 18 décembre, la démission de Mgr Jacques Martin, préfet de la Maison pontificale depuis 1969. Pour lui succéder, il a nommé un Italien, Mgr Dino Monzù, soixante-quatre ans, qui était son collaborateur direct.

Véritable chef de protocole, Mgr Jacques Martin a vu passer dans son bureau du troisième étage des appartements pontificaux, voisins de celui du pape, la plupart des personnalités reçues au Vatican.

Affable et discret, il a ainsi accueilli et fait patienter les plus grands de ce monde. Familier du pape, le préfet de la Maison pontificale tient son agenda, règle le déroulement des audiences et les questions de préséance, assure le bon ordre et la discipline du palais apostolique.

Nommé en avril 1969, par Paul VI, Mgr Martin a suivi celui-ci ainsi que Jean-Paul II dans tous leurs déplacements en Italie et à l'étranger. Agé de soixante-dix-huit ans, il souhaitait être relevé de sa charge.

Avec Mgr Martin, la France perd l'un de ses derniers représentants à la Curie romaine. Né à Amiens en 1908, fils d'un officier de carrière, il a été ordonné prêtre à vingt-six ans. Dès 1939, il entra à la secrétairerie d'Etat, et collabora avec le substitut, Mgr Montini, futur Paul VI.

■ La succession du pasteur Jacques Maury. — Officiellement pressenti par la commission des nominations de la Fédération protestante de France pour succéder au pasteur Jacques Maury, président depuis 1977, le pasteur Frédéric Trautmann, luthérien, a renoncé à se présenter. Après son retrait, seul reste en lice le pasteur Jacques Steiner, président de la région Est de l'Eglise réformée de France. L'élection aura lieu le 17 janvier prochain.

La poussée des marginaux

(Suite de la première page.)

Sans travail, sans instruction, sans ressources gagnées par ses propres forces, quelles libertés ? Ajoutent Huguette Redegelo et Eugène Brand. Dans les zones de misère, les habitants ne songent guère à faire état de leurs droits de citoyens, à aller voter.

Le terme de « fin de droits » appliqué au chômeur qui a épuisé toutes les possibilités d'indemnisation n'est-il pas révélateur ? Il faut le lire, suggère Gérard de Bernis. On n'est même plus une « charge », on est « sans droits ». De quoi vivre ? D'aides familiales et de travail au noir, avec toute la précarité que cette situation suppose. La marginalisation due au chômage est évidemment celle qui vient d'abord à l'esprit dans nos pays occidentaux, lorsque le temps de non-travail s'allonge (et si l'allonge de plus en plus).

La banalisation du chômage accroît au reste le phénomène d'exclusion. « Le droit au travail pour les uns constitue le moyen minimum d'équilibrer le droit de propriété pour les autres... Retirer ce droit sans en donner d'autres, c'est au sens littéral, créer une société de parias, une société de la dépendance et de l'angoisse ».

La marginalisation des jeunes chômeurs, à cet égard, a un caractère particulier puisqu'ils n'ont jamais pu, eux, s'insérer socialement et qu'ils n'ont même pas droit à une compensation financière.

Les technologies de pointe ont fait naître une nouvelle phalange d'exclus, non seulement en cassant les vieux appareils productifs et en faisant apparaître des chômeurs en plus grand nombre, mais en dotant naissance à une « caste nouvelle des pharaons détenteurs de la science, de la technique et du pouvoir. Ils utilisent le langage et l'écriture de l'informaticien qui ont réduit les masses à une sorte de nouvel état d'analphabétisme, voire même d'abolition de la dépendance » Giovanni Sarpellon).

Phénomène qui s'ajoute à celui de l'« illettrisme » dont on parle de plus en plus ces dernières années, terme qui sert à « caractériser tous ceux qui ne savent « faire du

sens » avec l'écrit, soit pour en produire par l'écriture, soit pour en recevoir par la lecture » (Antoine Lion). La mesure du chômage est très difficile mais, ce qui est sûr, c'est que l'évolution actuelle rend plus graves les conséquences du fait d'être illettré.

De même doit-on être plus attentif aux risques de mettre à mal, au nom du progrès social, des cultures originales venues par des groupes pauvres. Dans les actes d'un colloque à Paris (Cultures et pauvreté — 1986), Clément Lepidid décrit dans sa communication comment à Belleville, les opérations de rénovation urbaine ont sacrifié les éléments d'une culture populaire particulièrement vivace. De nombreux lieux de divertissement ont été détruits : théâtres, bals de famille, bals-musettes. Ce qui pourrait avoir contribué directement à la paupérisation de la population locale désemparée par ces bouleversements.

Le miroir des inégalités

Antoine Lion a épinglé quelques cas d'effets pervers du « progrès » :

1) La modernisation de l'agriculture qui a favorisé l'essor de certains, en a broyé d'autres, qui, intégrés de plus en plus au grand système, n'ont pu maîtriser l'endettement qui en est résulté et ont été acculés souvent à la faillite.

2) Les grandes surfaces ont permis des baisses de prix mais ont entraîné, du fait de fortes incitations publicitaires et de l'ambiance, à des surconsommations. Des dépenses excessives ont déséquilibré les budgets déjà fragiles de ménages pauvres. 3) La réduction des bidonvilles, tâche à laquelle on n'a pu applaudir, a conduit leurs habitants vers des « cités de transit » qui se voient provisoires et qui, quinze à vingt ans plus tard, servent toujours. Faut-il qu'elles soient « résorbées » à leur tour ? Détruire ces cités, serait-il compatible avec le maintien du tissu social constitué et sans lequel ces ménages risquent de connaître une pauvreté plus grande ?

4) Le système perfectionné de sécurité sociale que connaît la

France est mal adapté pour la part de la population la plus pauvre, à qui l'assurance ne peut suffire. L'affaiblissement des solidarités de voisinage, du fait de meilleurs transferts sociaux, contribue à certains processus de paupérisation.

Du côté de l'immigration, les phénomènes de marginalisation sont mieux connus. Il semblerait qu'il faille tendre à considérer globalement les travailleurs étrangers comme des exclus. Cela dit, comme le rappelle Gérard de Bernis, le travail est pour l'immigré la seule source de droits, au demeurant précaires. Or celui-ci est souvent malade et mal payé, le salaire étant au reste souvent amputé par l'intérêt pour des envois de fonds à sa famille restée dans le pays d'origine.

Quant aux « vieux travailleurs », ils se présentent eux aussi trop souvent dans la catégorie des marginaux. Là encore, le progrès présente des effets pervers. Quoi de plus significatif de l'amélioration des conditions d'existence que l'allongement de la durée de la vie humaine ? Mais, malgré les augmentations substantielles des pensions de retraite, que de situations d'une douloureuse précarité ! Et quel miroir des inégalités ! En grande partie, et cela a été démontré (1), l'état de santé des personnes âgées reflète leurs conditions de travail de l'âge adulte.

Ce n'est évidemment pas parce qu'il cause des « dégâts » qu'il faut tourner le dos au « progrès ». Le problème n'est même pas de savoir si le bilan est globalement positif (quantitativement, il l'est sûrement). De toute manière, la connaissance ne s'arrête pas, ni ses prolongements techniques. L'important est de garder la maîtrise des conséquences, de prévenir celles qui pourraient être fâcheuses, de guérir celles qui l'ont n'aurait pu éviter. Il n'est pas supportable que la société avance en laissant de plus en plus de monde sur le bord de la route.

PIERRE DROUIN.

(1) « Qualité de la retraite et vie active », de M. Frossard, thèse, Grenoble (1979).

L'avocat de M. Delebois s'adresse au garde des sceaux

M. Pascal Dewymer, avocat de M. Jacques Delebois, estime que les informations publiées le 17 décembre par le Monde, à propos de son client, sont le résultat d'une violation du secret de l'instruction.

Il a donc « décidé de demander à M. le garde des sceaux quelles mesures l'autorité judiciaire entend prendre de toute urgence pour que soient engagées les poursuites prévues par le code pénal et le code de procédure pénale en la matière, et aussi pour assurer la protection de l'honneurabilité et des droits de son client, ainsi que toute autre personne citée ou susceptible de l'être ».

« L'événement du jeudi » met en cause « la mafia corse des jeux »

L'événement du jeudi du 18 septembre affirme que « la mafia corse des jeux » est intervenue dans la fuite d'Yves Châlier en Amérique latine.

« A qui le policier Jacques Delebois, l'un des proches de Pasqua, a-t-il confié Châlier au Brésil ? demande Serge Maury dans l'hebdomadaire. A un certain Jules Filippetti, dit Philippe Julien, qui est l'un des cadres d'une mafia corse qui contrôle, au Brésil, le marché des jeux interdits, et particulièrement celui des vidéo-pokers. C'est lui qui a logé, protégé, encadré Châlier, lui a trouvé du travail à ses côtés et l'a prévenu quand la justice française a repéré sa présence. Ce Filippetti, lié au milieu corse des jeux, s'occupe aussi indirectement de l'hôtel Caravelle à Bonifacio ».

« Or, ajoute l'événement du jeudi, c'est un ex-médecin corse, Pierre Chiarelli, habitant Portofino et responsable du Festival International de musique de Bonifacio, qui a, comme par hasard, rencontré Châlier à Rio par l'intermédiaire de ce Filippetti. Et c'est ce même docteur Chiarelli, proche du député RPR local Jean-Paul de Rocca Serra, qui a rapporté à Paris le fameux rapport de Châlier, qu'il a remis à Jacques Delebois ainsi que les photos d'identité nécessaires à la confection du « vrai-faux » passeport ».

« Pourquoi cette filière qui va d'un médecin corse pro-RPR à un policier proche de Pasqua, par l'intermédiaire d'un des chefs de la mafia corse des jeux clandestins ? » demande l'événement du jeudi.

Société

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

Le discours du 7 décembre devant le congrès du RPR, l'entretien du 15 sur Europe 1, cela ne fait peut-être pas une politique, conduite ou non par M. Pasqua, mais cela fait un climat.

Le discours du 7 : viennent les orages qu'il enlève ma voix, les rébellions qu'il durcit mon droit. L'entretien du 15 : on m'attaque, je suis donc innocent.

Le discours du 7. La République était-elle alors en danger ? Non ! On rougit d'avoir à l'écrire. S'il y a eu des rébellions (manifestations), ce furent bien ceux des étudiants. La bourgeoisie ne lorgne pas du côté des frontières suisses. Elle vit chaudement ses enfants pour qu'ils n'attrapent pas froid en allant conspuer les ministres du papa-maman.

Il ne faut pas jouer avec la République. Même lorsqu'on est ministre de l'Intérieur et qu'on finit par le croire à soi parce que l'on dirige les forces chargées de la protéger, parce qu'on grille de la faine manœuvrer pour montrer qu'elle sont très efficaces, on se dit que c'est tout de même bête de ne pas vraiment leur laisser se dévouer les jambes. Non, il ne faut pas jouer avec la République et laisser croire que mettre en cause tel ou tel ministre c'est en vouloir à la République. Il faut maîtriser son discours, à défaut de sa pensée. Cela dit très gentiment.

L'entretien du 15. Attaqué, M. Pasqua ? Oui, par les faits. Par le sort d'un jeune homme qui avait peut-être, allez savoir ! de la sympathie pour l'actuelle majorité. Par une espèce d'agent double qui déverse le contenu des rapports de ses... sur le site de ses anciens maîtres, qui tous se défendent d'être employé par lui.

Ayant successivement servi la gauche et la droite, à moins que ce ne soit seulement la seconde, M. Châlier met tout le monde dans la même charrette, ceux qui aimèrent trop l'argent et surtout ce qu'il permet, ceux qui repoussent en pleine figure l'effet des machines à qu'il concocent. Quel bien fait aujourd'hui M. Aurillac, ministre de la coopération, du scandale qu'il a, légitimement, dénoncé ?

Il n'y a pas trente-six solutions. Il faudrait que soit inventé de A à Z ce que M. Châlier a dit au juge d'instruction sur le versant droit de cette affaire de gauche pour que les dissidents

qui jettent à l'heure faite de la place Beauvau acquiescent quelque crédit.

C'EST une défense périlleuse que celle du démenti à l'écrou, à l'estomac. M. Châlier, qui en a retenu la pratique, a ainsi donné l'occasion au Washington Times de publier intégralement les propos que le premier ministre n'avait pas tenus.

A partir du moment où il n'est pas contesté (puisque c'est incontestable) que M. Châlier a disposé d'un vrai passeport établi dans des conditions frauduleuses pour révenir d'Amérique latine, à partir du moment où il est de notoriété publique que la police s'est abstenue d'arrêter un homme que la justice lui réclamait et dont elle connaissait la présence, il s'ensuit une série de questions dont la plus importante est de savoir quelle sera la dernière et à qui elle sera posée.

Chandail

C'EST l'image bien connue des amateurs de dessins animés que celle du chandail qui tire sur un fil qui pend. Les spectateurs rient à mesure que fait grise mine la victime.

Le fil qui pend, c'est ce passeport. Sans qu'il soit possible de dire que M. Châlier en a menti. Il est en effet établi que ce document faisait partie d'un lot de passeports vierges qui, selon un usage qui est en cours, a été remis en 1984 à la DST pour ses nécessités de service, ainsi qu'on doit dire entre gens bien élevés.

Enfin, oui, puleux, interrogé par la justice, la préfecture de police de Paris a confirmé la réalité de cette remise. La préfecture n'a d'ailleurs, observons-le, nullement invoqué le « secret-défense » pour refuser de répondre. Où avait-on le fil ?

Il est établi aussi que le passeport a été rempli dans des conditions régulières (cochets, tampons, etc.), qu'il était de forme authentique bien que le nom de son titulaire fût un pseudonyme.

Dès lors, les questions viennent d'elles-mêmes, qu'on le veuille ou non. Qui a fait cela ? Sur quel ordre ? Donné par qui ? Par qui d'assez important pour ordonner que soit fabriqué un faux destiné à un homme que recherchait la justice ? C'est bête, mais c'est ça.

Le problème, bien sûr, c'est que, si M. Pasqua se retrouve sans chandail, ou juste avec une manche, avec l'hiver qui vient, c'est M. Châlier qui va attraper froid. Déjà qu'il frissonne depuis les défilés, il va tomber pile si son lieutenant flanche.

On comprend dès lors l'appréhension, tel un toréador empêtré, le ministre de l'Intérieur s'efforce de planter des banderilles derrière les cornes qui le visent. Il est le dernier verrou. S'il était convaincu, soit d'avoir ordonné, soit d'avoir laissé faire, soit d'avoir ignoré, il ne serait pas un Français qui ne flatterait un sourcil étonné, ou ne devrait le faire.

Ces trois hypothèses entraînent condamnation, politique s'entend, et il n'est pas de quatrième. Aucune d'elles n'épargne le ministre de l'Intérieur. Sur ce terrain, il est sans porte de secours, de menace, d'appel au secours une justice qui n'a rien à faire là-dessus.

Car il n'est pas loyal d'inviter la justice à trancher un débat qui l'aurait de justice que l'absence de tout sur une toute petite portion du dossier. Quel que serait le jugement, il n'aurait pas le pouvoir de supprimer rétroactivement l'affaire Châlier.

A plus forte raison pour ceux qui savent que la loi sur la presse est toute de formalisme, dure pour les journalistes et favorable au plaignant. Au point que c'est parfois la loi qui contraint de donner tort à celui qui a raison.

A plus forte raison lorsqu'on s'en prend à deux journalistes en ne désignant que par périphrase le journal qui les emploie et qui n'a pas précisément lieu de se plaindre. Le ministre s'imaginait-il qu'ils allaient être réduits au silence ? Tout cela relève de la subtilité de la chaussette à coudre.

POINT DE VUE

Pour la surveillance des manifestations

Les casques blancs : une force morale

Six personnalités, MM. François Hollande (conseiller référendaire à la Cour des comptes), Bernard Kouchner (médecin), Jacques Lebas (médecin, vice-président de Médecins du monde), Yves Lemoine (magistrat), Jean-Pierre Mignard (avocat) et Francis Teitgen (avocat), membres de la force d'interposition qui vient de se rendre à Paris pour surveiller les manifestations (le 10 décembre), nous ont adressé le texte suivant :

Les casques blancs existent. Ils constituent désormais une force morale de médiation et d'interposition à laquelle n'importe quel organisateur de manifestation peut faire

appel. Ils sont incontestables parce qu'ils ne se réclament d'aucune appartenance philosophique ou politique dans la seule mission qu'ils se sont assignée : apporter leur crédit professionnel et social au soutien du droit de manifester.

Si l'idée de la défense des droits civiques, qui ne nous appartient pas, a déjà connu des fortunes diverses, elle connaît d'autres avatars. En attendant, l'appel lancé le 8 décembre a trouvé un écho important : plus important numériquement qu'il n'était raisonnable d'espérer, plus global dans son esprit que nous pouvions le penser.

C'est qu'il existe dans notre pays un consensus qui transcende les traditionnelles clivages philosophiques ou

politiques. C'est aussi que les gens porteurs d'un esprit civique déterminé se cherchent comme ils cherchent à être les témoins actifs de notre société.

Notre concours à la libre manifestation et à ses exigences ne se trouve justifié que par le caractère démocratique de notre société. D'autres nations connaissant d'autres régimes doivent trouver d'autres réponses, nous ne le méconnaissons pas. Notre action elle-même doit épouser les formes diverses de la vie sociale et affirmer qu'il est possible de trouver des voies originales aux expressions politiques.

Le succès de cette idée simple s'assurera si, demain, d'autres conflits réclament le soutien de notre

témoignage et si, dans ce pays, d'autres personnes, des citoyens soucieux de garantir l'existence des libertés publiques et capables d'y engager leur crédit social, s'organisent pour, au-delà des divisions partisans, instaurer une médiation.

Nous interviendrons chaque fois que notre présence sera sollicitée ou apparaîtra utile à l'exercice public de manifester, et nous invitons ceux qui se reconnaissent dans ce mouvement civique, quelle que soit leur appartenance philosophique ou politique, à se réunir afin de prononcer des formes originales d'expression des libertés.

* Coordination des casques blancs à Médecins du monde, 67, avenue de la République, 75011 Paris. Tél. : 43-57-70-70.

La lutte contre le terrorisme

Deux réactions

Le Syndicat des avocats de France : « Une atteinte aux libertés fondamentales ». A propos de la modification de la loi du 9 septembre prévoyant que « les terroristes seront jugés par une cour d'assises exclusivement composée de magistrats professionnels », le Syndicat des avocats de France publie un communiqué dans lequel il affirme notamment : « Devant l'inefficacité de sa politique sécuritaire, le gouvernement s'engage dans un processus grave d'atteinte aux libertés fondamentales sous prétexte de lutte contre le terrorisme. (...) Le gouvernement manipule dans la précipitation un texte qu'il a lui-même fait adopter. Il viole le principe constitutionnel de non rétroactivité des lois pénales en qualifiant de loi de procédure une loi de fond qui qualifie des infractions nouvelles. »

L'USCP : « Une approbation sans réserve ». L'Union des syndicats catégoriels de police « approuve sans réserve la décision du conseil des ministres concernant le dépôt d'un projet de loi modifiant la composition d'une cour d'assises où des magistrats professionnels remplacent le jury populaire. »

Réaction pour indemniser les victimes d'attentats. L'Assemblée nationale a décidé, sur proposition de M. Jacques Toubon (RPR, Paris), que la loi du 9 septembre sur l'indemnisation des victimes d'attentats prendrait effet à compter du 1^{er} janvier 1987. Cette réforme concerne une série d'attentats qui ont fait trois morts et plus de trois cents blessés.

METRO FAIT FORT!

OUVERTURE EXCEPTIONNELLE LE DIMANCHE 21/12 DE 10H A 19H

METRO LOMME
Z.A. M.I.M.
Route Nationale 352
59462 LOMME CEDEX
☎ 20.09.27.70/20.92.92.51

METRO NANTERRE
Z.A. du Petit Nanterre
5, rue des Grands Prés
92024 NANTERRE CEDEX
☎ (1) 47.84.92.92/47.86.63.63

METRO VITRY
Boîte postale 82
67173, rue Champollion
94401 VITRY SUR SEINE CEDEX
☎ (1) 46.70.70.20/46.71.81.78

METRO MARSERRE
Z.A. des "Le Treques"
B.M. 368 (ex-568)
13070 LES PENNES MIRABEAU
☎ 42.82.92.12/42.02.91.38

METRO BORDEAUX
Agence de METRO-Haute-Garonne
Z.A. Commerce de Gros
Chemin de Labarde
33083 BORDEAUX CEDEX
☎ 56.39.32.38

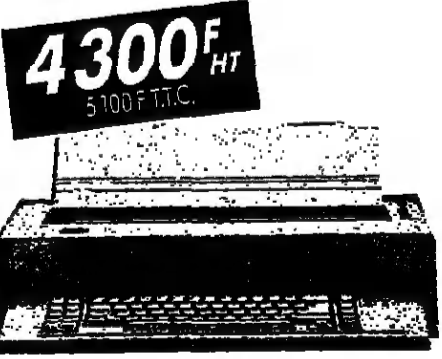


L'ORDINATEUR IBM PC AVEC DISQUE DUR

Un IBM évolutif moins cher que bien des compatibles. Une capacité de traitement et de stockage de données permettant de s'ajuster à vos besoins réels. Configuration garantie 1 an comprenant : PCG 256 K extensible à 640, clavier IBM Azerty, adaptateur à écran IBM monochrome, système DOS 3.2. Disque dur U.S.A. 10 Mo.

ENSEMBLE ORDINATEUR IBM PC TEXTE + MACHINE A ECRIRE

15990 F HT
18964 F TTC



MACHINE A ECRIRE ELECTRONIQUE IBM 6750

Impression à transfert thermique, totalement silencieuse et de qualité irréprochable. 7000 caractères mémorisés avec corrections en mémoire. Effacement automatique des 3 dernières lignes imprimées.

* En option, avec supplément de prix : la vérification orthographique 50000 mots. la connexion à tous les PC.

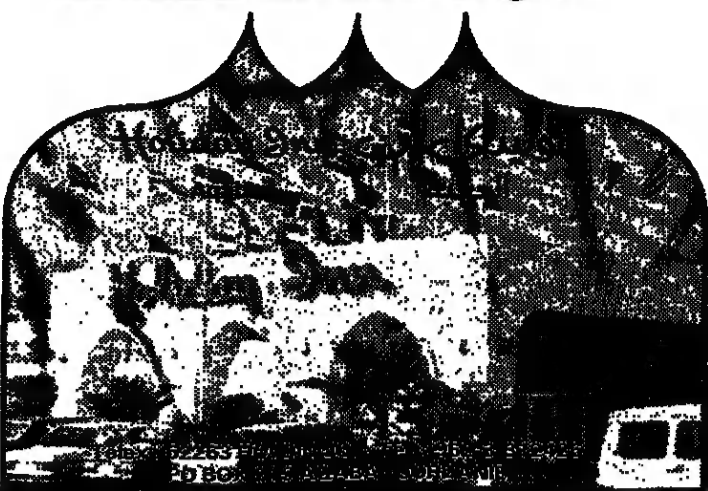
METRO Micro Informatique

Distributeur agréé ordinateur personnel



OFFRE VALABLE JUSQU'AU 15/01/87

SOLEIL D'HIVER A AQUABA



Veau Tressé main.
950 F

LA BAGAGERIE
Paris : 41, rue du Four, 61, 12, rue Tranchet, 81, 74, rue de Passy, 16, Tour Montparnasse, 15, 11, boulevard St-Honoré, 81, Lyon, La Part-Dieu.

MOI, C'EST LA PUISSANCE!

LA PUISSANCE DE L'IBM AT 3

LA LIBERTÉ DU PAPMAN II TOSHIBA

PAPMAN II
Unité centrale 512 Ko, disque dur 30 Mo, 1 lecteur 1200 Ko. Ecran monochrome, clavier IBM 102 touches. Dos 3.2 IBM.
47251 F HT + 9950 F HT = 57201 F HT 47250 F TTC

Pour commander c'est facile
Par téléphone au 45.61.19.43, demander Florence
Par télécopie : 643.271 F
Par courrier chez : IMESA 179, bd Haussmann, 75008 Paris

WEGA
179, boulevard Haussmann 75008 Paris

Offre valable jusqu'au 31/12/86, sous réserve des stocks disponibles.

صباحنا من الامم

Le Monde SPORTS

VOILE : Coupe Louis-Vuitton

Onze hommes sur un bateau

Contrairement à ce que sa formule de jauge pourrait laisser croire, un 12 mètres JI est un voilier de 20 mètres de long pesant près de 30 tonnes et toujours mené par onze hommes dont les fonctions sont parfaitement définies et quasi immuables d'un bateau à l'autre. Comme dans une équipe de football, ces hommes ont des fonctions sont d'ailleurs numérotés de 1 à 11 à partir de l'étrave. Marc Pajot, skipper et barreur de French-Kiss, nous présente son « onze type » avec Richard Sautieu et Serge Guillaume, les responsables de l'entraînement tactique et physique de l'équipage.

FREMANTE
de notre envoyé spécial

« Le 12 mètres JI est un bateau sous-équipé en hommes par rapport à sa taille. Il faut faire à onze le travail que d'autres font à dix-huit ou à vingt sur des bateaux plus petits. Cela exige de la force mais aussi du courage et de l'abnégation. Le premier critère de sélection a d'ailleurs été la motivation. Il fallait trouver des gens aptes à vivre en équipe et capables de supporter un entraînement intensif et une vie spatiale pendant plus de trois ans.

« Soixante-huit équipiers ont navigué et ont été testés à bord de French-Kiss depuis le début. Dix-huit ont été retenus et constituent notre équipage à Fremantle. Quelques autres sont restés avec nous mais occupent des fonctions techniques à terre. En fait, ce sont surtout les navigants qui se sont côtoyés. Le 12 mètres JI est un sport d'équipe, et il est nécessaire que ces hommes se sentent bien entre eux. Tous n'avaient pas une grande expérience de la course, mais ils étaient passionnés par la voile et par cette aventure.

« Leur entraînement a bien sûr été technique, avec des sorties en mer quotidiennes, mais aussi physique, pour acquérir la vitesse et la force de manœuvre, l'endurance (une régatée dure de trois à cinq heures) et la résistance (efforts brefs mais très denses et répétitifs) indispensables pour ces éliminatoires de la Coupe de l'Amérique qui se sont prolongées plus de deux mois. Si l'expérience se poursuit, nous mettrons un peu plus l'accent sur l'adresse et l'agilité à base des jeux de balle, car il n'est pas toujours facile d'attraper une écoute dans un milieu qui bouge et lorsqu'on reçoit en permanence des paquets de mer.

« Un 12 mètres JI est divisé en trois cellules : manœuvres avec les cinq équipiers de l'avant ; vitesse

avec les deux embarqueurs, le régulateur de grand-voile et le barreur ; tactique avec le navigateur et le tacticien dans le cockpit arrière.

« Numéro 1 : C'est le responsable de l'envoi des voiles d'avant (foe, gènes et spinnaker). Un acrobate constamment douché par de gros paquets de mer, qui évolue sur une surface étroite, sans filière, et qui doit parfois monter au mât ou au bout du tangon qui relie le spinnaker au mât. Il doit avoir l'agilité, la vitesse et la force d'un trapéziste (on le surnomme parfois « le singe »), mais aussi beaucoup d'expérience de la régatée, car c'est lui qui informe la cellule arrière de la situation des bateaux lors des engagements. Le titulaire du poste

soient réunissables rapidement dans une soute inondée et où il règne une chaleur torride. Heureusement que nous avons à ce poste le « Petit Nono ». Bruno Jeanjean (vingt-quatre ans), un équipier exceptionnel qui faisait de la régatée avec son père à Palavas-les-Flots. Son suppléant est Gilles Mallet (trente-trois ans), qui a surtout fait de la course en multicoque.

« Numéros 4 et 5 : Ce sont les moteurs du bateau. En fait ils sont trois, dont un à terre, car ils tournent en permanence pour lutter contre la fatigue. Ce sont les hommes forts qui moulinent sur les winches mais qui doivent aussi être très attentifs à la marche du bateau pour essayer d'anticiper les ordres. En plus de

« Numéro 8 : Le réglage de la grand-voile est un travail de force et de finesse, car l'équipier se trouve seul devant son winch et ses manivelles. C'est le « second barreur » du bateau, à qui il doit donner la manœuvrabilité, la puissance et la vitesse. Avec son speedomètre sous les yeux, il doit parler en permanence pour harmoniser les réglages avec les embarqueurs. Cela nécessite une grande expérience de la compétition au plus haut niveau. Thierry Poiroy, trente ans, a participé aux derniers Jeux olympiques sur Flying-Dutchman. Son suppléant, Stéphane Poughon, a gagné la mini-Transat et la dernière Course autour du monde en équipage avec Lionel Pénan sur l'Esprit d'équipe.



Marc Pajot, la main sur la barre, et sept de ses coéquipiers.

est Albert Jacobsoone (vingt-cinq ans), qui vient de French-Kiss. Son suppléant est Jean-François Rivallant (vingt-trois ans), qui a surtout fait du dériveur et de la planche à voile.

« Numéro 2 : Il aide le numéro 1 à préparer les voiles et se trouve au pied du mât pour tirer les drisses et hisser les voiles. Sur la plupart des bateaux, c'est l'homme qui range les voiles dans la soute, mais cette fonction est remplie par le numéro 3 sur French-Kiss. Notre numéro 2 est Stanislas Dripaux (vingt-quatre ans), qui a beaucoup navigué sur des maxis. Son suppléant est Bertrand Collignon (vingt-cinq ans), un pêcheur professionnel dont la passion compense le manque d'expérience.

« Numéro 3 : C'est un chef d'orchestre qui doit toujours s'y retrouver entre les winches et les cordages plutôt mal différenciés qui lui arrivent. C'est un boulot ingrat, qui nécessite force, organisation et dévouement. Son deuxième travail consiste à rentrer les voiles de 45 à 50 kilos et à les ranger pour qu'elles

leur rôle, ils doivent aussi donner quelques coups de main aux équipiers d'avant. Pour une régatée, nous embarquons cinquante-cinq litres d'eau et ce sont eux qui boivent le plus pour lutter contre la déshydratation, qui leur fait perdre 4 à 5 kilos. Thierry Barot (vingt-huit ans) est un troisième ligne de rugby (2^e division) recruté par petites annonces. Il avait entraîné des équipes de football américain et avait navigué sur des maxis aux Etats-Unis. C'est lui qui met un peu d'ambiance à bord avec son accent du Sud-Ouest, mais French-Kiss n'est pas un bateau où l'on se motive en criant. C'est un bateau plutôt silencieux où l'on parle. Sans doute à cause de la persistance du barreur et du tacticien. Luc Liardet est un Breton issu d'une grande famille de marins. Il a fait du half-tonner et de la course au large. Bernard Galley, vingt-sept ans, est un ancien coéquipier de Robin Knox-Johnston sur multicoque.

« Numéros 6 et 7 : Ce sont les embarqueurs chargés du réglage des voiles d'avant. Leur travail tout en finesse et en vitesse d'exécution réclame un grand sens du vent et des réglages et s'exécute en harmonie avec le barreur, le régulateur de la grand-voile et les winchers, qui leur fournissent la puissance. Ils sont quatre pour ces deux postes. Marc Vallin, trente ans, qui a fait une course autour du monde en équipage et a été champion du monde en half-tonner avec notre architecte Philippe Brind sur Passion. Van Gooler était sur French-Kiss. Xavier Pheipon, vingt-sept ans, vient de La Rochelle, où sa famille vend de l'accastillage. Jean-Pierre Laville, le Marseillais, a moins d'expérience. Il naviguait avec son père.

« Numéro 9 : Son rôle principal est d'assurer la navigation et de toujours savoir précisément où se trouve le bateau par rapport aux marques et à l'adversaire. La table à cartes a fait place à un ordinateur, qui indique toutes les données perceptibles : vitesse du vent et du bateau, angle du vent, route et positionnement, etc., avec ces renseignements, l'ordinateur donne les angles de dérive, la vitesse à atteindre en fonction de la force du vent, la position des bouées et les meilleurs bords à tirer. Le navigateur doit aussi intervenir sur la plage avant lorsqu'il manque des bras. Bernard Pécot, vingt-cinq ans, a gagné le Tour de France à la voile et a été champion du monde en quarter-tonner.

« Numéro 10 : Le tacticien est celui qui dirige réellement le bateau. Il reçoit les informations du navigateur, surveille le plan d'eau et indique au barreur où aller et comment attaquer l'adversaire. Sur French-Kiss, le dialogue est permanent avec le barreur. Le poste nécessite un grand sens de la course. Marc Bouet, trente-cinq ans, a été plusieurs fois champion du monde, en 470 et Flying-Dutchman, sélectionné olympique et mon équipier sur Elf-Aquitaine.

« Numéro 11 : Le barreur est celui qui doit faire avancer le bateau le plus vite possible. Il obéit aux ordres du tacticien mais choisit le moment de virer pour conserver un maximum de vitesse.

Ce rôle, qui nécessite sang-froid, expérience, concentration et endurance, est tenu par Marc Pajot, trente-trois ans, qui est aussi le skipper à bord de French-Kiss.

Propos recueillis par GÉRARD ALBOUY.

JEU DE PAUME : les Internationaux de France

Raquettes d'ancien régime

Pendant que Forget et Noah se faisaient battre en finale des Masters de double à Londres, et pendant que Becker remportait à Stuttgart les Masters des moins de vingt et un ans devant les caméras de télévision, dans l'antiquaire le plus complet, à Mérégnac, les douze meilleurs joueurs de paume ont disputé l'Open de France. Une occasion de redécouvrir l'ancêtre des jeux de raquette modernes.

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

Si l'on dit encore aujourd'hui « la galerie est épatée », si on est « paumé », si on reste « sur le carreau », c'est parce que ces expressions passées dans le langage courant étaient employées jadis par les joueurs de paume. De la Renaissance à la Révolution, « jeu de raie et roi des jeux », la paume avait véritablement fait fureur en France. De retour à Londres, après une visite à la cour d'Henri IV, un certain Dallington écrit : « Il y a plus de paumiers en France que d'évêques en Angleterre. » Hélas ! ce n'est plus le cas depuis longtemps.

Des deux cent cinquante salles qu'a comptées Paris, il ne reste plus qu'un cercle très fermé, rue Lauriston, pour hommes d'affaires mâles. Infiniment plus accueillant, le second court français en activité est à Mérégnac, dans la banlieue de Bordeaux. Il n'y a guère plus de cent cinquante personnes qui détiennent une licence du comité national de paume affilié à la FFT.

Pieds royaux

Les Anglais, qui se sont largement inspirés des règles de la paume pour créer le « lawn tennis », ont été moins ingrats que les Français avec le « real tennis ». Les Bels Britanniques abritent le plus grand part des trente-quatre salles en activité dans le monde. Les autres sont sur la côte est des Etats-Unis et en Australie. Désormais, ce sont les Anglo-Saxons qui dominent cette spécialité ne comptant pas plus de cinq mille initiés.

Pénétrer dans ce petit monde est un peu faire l'expérience de la machine à voyager dans le temps. Nous étions hier encore au Madison Square Garden de New-York, au bord d'un court bleu en matière synthétique, pour les Masters, et nous nous retrouvons, dans l'Ancien Régime, protégé par le filet du « dedans » pour le tournoi de France disputé à Bordeaux. Nous étions à la rubrique tennis du Larousse du XX^e siècle et nous voilà dans les planches de l'Encyclopédie, de Diderot.

Les balles sont de véritables pelotes de ruban serré, marmelade ficelée avant d'être coulé dans une enveloppe de feutre. Cela tient plus

du cube que de la sphère. Et cela rebondit comme un caillou. Les raquettes sont asymétriques, avec un tamis minuscule et un manche qu'on agrippe par le milieu. Le court est pareil à la cour du cloître où les moines firent les premiers échanges de balles. Sur les deux larges et la longueur gauche, le « carreau » est entouré d'une galerie couverte d'un toit et ouverte sur un déambulateur pour les spectateurs. A l'extrémité du mur droit, une saillie, le tambour, symbolise l'arc-boutant d'une chapelle. A côté, à hauteur d'homme, s'ouvre « la grille », pareillement à celle qui perçait les murs de l'abbaye. Le filet, qui pend mollement comme un hamac, divise en deux le court, où les distances sont comptées en pieds royaux.

Et le jeu ? Eh bien ! c'est inconcevablement l'ancêtre du tennis, qui a hérité sa manière de compter les points, et du squash, qui a gardé les murs comme surface de jeu. C'est aussi l'arrière-cousin des Jeux de pelote basque. Mais c'est encore un parent par alliance du billard, des échecs et des dés. Adresse et tactique peuvent en effet être contre-carrés par pur hasard. Autrement dit, c'est un sport précautionné, bigrement compliqué par d'incessantes « chasses » au score. Pourtant, cela a belle allure pratiqué par les meilleurs « pro » qui cultivent une courtoisie oubliée. Les concernant, le mot professionnel n'a d'ailleurs pas le même sens que lorsqu'il s'agit des stars du tennis. Ils gagnent certes leur vie avec le jeu de paume (assez mal en demeurant). Mais, plus que des joueurs, ce sont d'abord des professeurs qui confectionnent les balles et entretiennent le matériel. C'était d'ailleurs le sort des pros de golf avant la démocratisation de ce sport.

Même caractère désuet pour ce qui concerne les compétitions. La hiérarchie est établie selon la vieille règle du challenge-round : les prétendants se disputent l'honneur de rencontrer le champion du monde, qui défend son titre au cours d'une partie en sept sets gagnants, jouée sur trois jours. Ainsi, naguère, le Basque Pierre Etchebarry a pu dominer pendant trente ans la spécialité, et l'Anglais Chris Ronaldson détient le titre depuis six ans.

Bref, tout cela est délicieusement rétro. La paume est une petite franc-maçonnerie sportive où, à l'époque du chronométrage au centième de seconde et des fibres synthétiques, on affecte de parler une langue morte. Le plus surprenant c'est que des jeunes se prennent au jeu. « Le tennis, par comparaison, c'est ennuyeux », dit Jean-Guillaume Prats, âgé de dix-sept ans. Fils du propriétaire d'un grand cru du Médoc, ces-d'extourne ! Il a convaincu son père de commander les internationaux de France créés en 1981. Est-ce le signe d'un regain d'intérêt pour la paume dans son pays d'origine ?

ALAIN GIRAUDO.

LES HEURES DU STADE

Patinage artistique
Championnats de France. Samedi 20 décembre, à Saint-Ouen, Canal Plus, à 22 h 05, en direct.

Handball
Tournoi de France. Samedi 20 décembre, à 21 h 30, à Paris, à 14 h 50 : France-Espagne.

Rugby
Le Masters des clubs. Demi-finales, samedi 20 décembre à Agen et Toulouse. La Cinq, à 15 h et 18 h 30, en direct. Finale, le mardi 23 décembre au Stadium de Toulouse. La Cinq, à 20 h, en direct.

Athlétisme
Cross du Figaro. Samedi 20 et dimanche 21 décembre, à Paris (Bois de Boulogne).

Boxe
Championnat d'Europe des super-plumes. Daniel Londres

contre Jean-Marc Renard. Samedi 20 décembre, à Saint-Ouen, Canal Plus, à 22 h 05, en direct.

Arts martiaux
Coupe de France de Taekwondo. Samedi 20 et dimanche 21 décembre, à Paris-Coubertin.

Ski alpin
Coupe du monde dames. Samedi 20 et dimanche 21 décembre, à Val d'Isère (Italie). Slalom et slalom géant.

Judo
Championnats de France toutes catégories. Samedi 20 décembre, à Besançon.

Football
Championnat de France. Première division (vingt-troisième journée). Samedi 20 et dimanche 21 décembre.



du 17 novembre au 17 décembre
le mois de la 309
chez **NEUBAUER**

**REPRISE
DE VOTRE VOITURE
7000F au moins**
pour tout achat d'une 309
neuve ou de direction

- vignette gratuite
- financement personnalisé exceptionnel

NEUBAUER
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

CIBLES

Cyclisme : gros lot pour les routiers

Les coureurs cyclistes, qui se plaignent d'être les économiquement faibles du sport professionnel, ont bénéficié, depuis un an, d'une substantielle revalorisation des prix dans certaines épreuves. C'est ainsi que le vainqueur de Paris-Roubaix reçoit une somme de 145 000 francs, alors qu'il ne touchait que 15 000 francs en 1985.

Mais voici plus fort. Financé par une mutuelle agricole, le challenge GROUPEAMA, portant sur quatre grandes courses par étapes françaises : Paris-Nice, les Quatre Jours de Dunkerque, le Critérium du Dauphiné libéré et le Grand Prix du Midi Libre, qui a absorbé le Tour de l'Aude, attribue un million de francs de prix. Son lauréat, c'est-à-dire le coureur qui aura marqué le plus grand nombre de points sur l'ensemble de ces différentes épreuves, empochera 500 000 francs de plus que le vainqueur du Tour de France, l'équipe la mieux placée se partageant, en outre, un chèque de 350 000 francs.

Cette dotation exceptionnelle, sans équivalent dans l'histoire du cyclisme, va, de toute évidence, modifier le programme des routiers professionnels et relancer les épreuves dites secondaires, qui souffrent généralement d'une participation insuffisante. Elle marque également une date, car l'augmentation des prix, qui était souhaitable et nécessaire, constitue un phénomène sans doute irréversible, propre à transformer l'économie du sport cycliste.

J. A.

Justice

Pour une « extradition déguisée »

La France est condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme

STRASBOURG
de notre correspondant

La Cour européenne des droits de l'homme a, pour la première fois, condamné la France sur la requête individuelle d'un Italien de quarante et un ans, M. Lorenzo Bozano. Elle juge que son expulsion vers la Suisse, le 26 octobre 1979, malgré le refus des juges français, constituait « une extradition déguisée destinée à tourner l'avis défavorable de la cour d'appel de Limoges ».

Lorenzo Bozano vivait en France sous un faux nom depuis 1973, pour échapper à la réclusion à vie à laquelle l'avaient condamné par contumace les juges italiens. Il était accusé d'avoir enlevé puis assassiné une adolescente suisse en Italie en

mai 1971, pour obtenir une rançon de 50 millions de lires.

Interpellé lors d'un contrôle d'identité près de Limoges en janvier 1979, il était écroué tandis que l'Italie réclamait son extradition. Mais la cour d'appel de Limoges refusait cette extradition, et Lorenzo Bozano était remis en liberté le 26 octobre 1979.

C'est alors que la police française l'interceptait le soir même, lui présentait un arrêté d'expulsion pris six semaines plus tôt, et le conduisait de force à la frontière franco-suisse; huit mois plus tard, les autorités helvétiques l'extradaient vers l'Italie. L'arrêt d'expulsion français était annulé « pour erreur manifeste d'appréciation », en décembre 1981.

La Cour européenne a estimé que les conditions dans lesquelles

Lorenzo Bozano a été privé de sa liberté n'étaient pas « régulières » ni compatibles avec les dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme (notamment l'article 5) et, en particulier, celles qui portent sur la protection de l'individu contre l'arbitraire.

La Cour doit, en outre, se prononcer ultérieurement sur les indemnités à verser au requérant, qui réclame plus de 17 millions de francs, ce que le délégué de la Commission européenne des droits de l'homme contre la France et portée devant la Cour de Strasbourg.

JACQUES PORTIER.

An tribunal civil de Paris

« Présent » condamné pour injures envers Anne Sinclair

Le journaliste Anne Sinclair, qui anime notamment l'émission « Sept sur sept », a obtenu, jeudi 18 décembre devant le premier chambre civile du tribunal de grande instance de Paris, la condamnation du journal « Présent » et de son ancien directeur de publication, M. Emmanuel Allot, dit François Brignone, qui devront lui verser 150 000 francs de dommages et intérêts pour avoir employé des propos injurieux à son égard.

Dans la rubrique télévision du numéro du 4 avril 1986 de « Présent », journal proche du Front national, Anne Sinclair avait été qualifiée de « palpeuse charcutière cacher ». Sans par le journaliste, le tribunal civil, présidé par M. Jean-Michel Guth, observe dans son jugement que l'adjectif palpeuse « qui évoque les parties tendres et charnues d'un fruit ou d'un corps, puis l'ombrage des lèvres » ne saurait à lui seul constituer une injure et que, s'il avait été employé dans un contexte plus amical, le mot aurait pu être un compliment.

En revanche, les juges estiment : « Le terme de charcutière (...) employé pour qualifier une journaliste de télévision, constitue un terme de mépris » et soulignent : « L'adjectif injurieux du mot cacher renforce le caractère d'expression outragée de la formule ».

Aussi, les magistrats considèrent l'injure comme caractérisée en tant qu'elle se situe « dans un contexte manifestement injurieux ».

An tribunal de Grenoble

La responsabilité d'un guide de haute montagne

Après la publication dans le Monde du 13 novembre d'un jugement du tribunal de grande instance de Grenoble, qui avait retenu la responsabilité d'un guide de haute montagne, M. Claude Albrand, dans un accident dont avait été victime l'un de ses clients, M. Nelly Scleron, avocat de M. Albrand nous écrit :

« Le jugement du tribunal de grande instance de Grenoble a fait l'objet d'un appel de la part de M. Albrand : il n'est donc pas définitif et n'a pas l'autorité de la chose jugée. »

Au sommaire de Dossiers et documents

● L'Eglise engagée au tiers-monde

Ces dernières années les chrétiens ont pris une part importante aux changements politiques et aux luttes de libération, notamment dans le tiers-monde, en contribuant à l'effacement de deux dictatures en Haïti et aux Philippines. En s'engageant, les chrétiens se sont non seulement exposés aux risques de la répression mais aussi à de vives contradictions au sein de leur propre Eglise. La polémique autour de la théologie de la libération a été le symbole de ce débat avec les conservateurs. Mais la déclaration du pape Jean-Paul II à Lyon, en octobre dernier, répétant que l'Eglise devait être « la voix des sans-voix » ne semble plus autoriser de retour en arrière.

● Le renouveau de l'industrie automobile

L'urgence, à la fin des années 70, des constructeurs automobiles japonais à bouleverser le jeu de la concurrence dans une industrie contestée. Entre 1960 et 1985, la part japonaise de la production mon-

diale est passée de 2,9 % à 27 %. Principale cible de cette poussée, les Américains ont été les premiers à réagir en 1978. Mais la suppression de vingt-neuf mille emplois avant mai 1986 chez le premier constructeur mondial, General Motors, montre que, désormais, la bataille pour la compétitivité est permanente.

Protégés sur leurs marchés nationaux, les Européens ont surtout souffert à l'exportation et ont tardé à réagir. Renault, notamment, qui est encore dans le rouge en 1986. Or, il va falloir beaucoup investir dans les années qui viennent avec, notamment, l'utilisation croissante de l'électronique et de la chimie qui vont introduire de nouvelles techniques dans des processus de production, eux aussi, en pleine mutation avec l'automatisation et la robotisation. Les grands constructeurs français sauront-ils relever ces défis ?

● Cinq dossiers ont été rassemblés par Guy Lochard, professeur de lettres-latin, avec le concours de la documentation et de la rédaction du Monde. En vente chez les marchands de journaux au prix de 7 francs.

EN BREF

● Un Basque espagnol placé sous écrou extraditionnel à Pau. — Ignacio Aspinosa Emperanza, vingt-six ans, Basque espagnol, membre présumé de l'organisation indépendantiste d'extrême gauche les Commandes autonomes socialistes (CAE), a été placé, jeudi 18 décembre, sous écrou extraditionnel à la maison d'arrêt de Pau (Pyrénées-Atlantiques).

Ignacio Aspinosa Emperanza a été arrêté par une patrouille de gendarmerie à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques) et conduit quelques heures plus tard au parquet de Bayonne qui devait lui signifier qu'il faisait l'objet d'un mandat d'arrêt international lancé par la justice espagnole; celle-ci lui reproche d'avoir commis des attentats.

● Condamnation des auteurs du livre « La Route du SIDA ». — Le docteur Dominique Brancy et le journaliste Olivier Zemor, auteurs de la Route du SIDA, les éditions L'Espresso et la Librairie Hachette ont été condamnés, jeudi 18 décembre, par le tribunal correctionnel de Paris, à verser solidairement 90 000 francs de dommages et intérêts à l'écrivain Yves Navarre, pour l'avoir mis en cause dans cet ouvrage. Le tribunal, qui a mis hors de cause le professeur Brancy, auteur d'une courte préface, a également interdit la vente du livre avant que ne soit supprimé « par tous moyens appropriés » le passage relatif à la vie privée de l'écrivain.

● Ajaccio : une incrimination six mois après un hold-up. — Michel Ucciani, vingt-six ans, sans profession, demeurant à Ajaccio, a été écroué, mercredi 17 décembre, après avoir été inculpé de vol avec violence. Les faits qui lui sont reprochés se sont produits le 13 juin : deux malfaiteurs avaient contraint le directeur d'un supermarché Codac à leur ouvrir le coffre-fort du magasin pour s'emparer de 70 000 francs.

Lors de son arrestation, Michel Ucciani aurait déclaré aux policiers : « Je suis un militant nationaliste. Je n'ai rien à déclarer... ». Michel Ucciani avait été impliqué en 1983 dans une affaire d'attentat à l'explosif.

● Signature pour Serge Livrant. — Le comité de soutien à Serge Livrant, incarcéré depuis le 29 août pour contrefaçon de billets de banque, organisée, samedi 20 décembre, de 11 heures à 17 heures, une séance de signatures-dédicaces aux éditions L'Espresso, 129, rue de Crémieu à Paris (19), à laquelle participeront notamment MM. Denis Manuel, Denis Langlois, J. Lassege de La Haye et René Cruse.

● Soudain aux victimes non violentes policières. — Après les manifestations d'étudiants et de lycéens, les familles des victimes de violences policières engagent une action en justice pour que « toute la vérité soit établie » et que les responsables soient identifiés et sanctionnés. Pour couvrir les frais d'éventuelle procès, un comité de soutien reçoit des dons et rançonne d'autre part un appel à témoins.

● Comité des familles et de solidarité aux victimes des violences policières (mention indispensable). CCP 21 825 D Paris à l'ordre de la Ligue des droits de l'homme, 17, rue Jean-Dolat, 75014 Paris.

● Le juge d'instruction Lambert en disponibilité. — M. Jean-Michel Lambert, juge d'instruction au tribunal de grande instance d'Epinal, où il avait été chargé d'instruire le dossier sur le mort du Grégory Villamin, a été placé, sur sa demande, par décret paru au Journal officiel, du mardi 16 décembre, en position de disponibilité pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 1987.

● Nominations de magistrats. — Le Journal officiel du 18 décembre annonce la nomination de président de tribunal de grande instance : MM. Claude Parodi à Strasbourg, Jean-Yves Guillou à Saint-Brieux, Michel Maron à Brive et Alain Lodeux à Poitiers.

Son nom de procureur de la République : MM. Yves Bot à Bastia, Philippe Peyroux à Alençon, Jean-Pierre Guimard à Caen, Bernard Brunet à Narbonne, Jean-Jacques Bignon à Rochefort, Jean Lassealle à Châlons-sur-Marne, Christian Terrat à Toulouse, Hervé Expert à Poitiers-Poitou et Jean-Pierre Bédou à Nîmes.

● La chambre des avoués de Paris en 1987. — A la suite de l'assemblée générale réunie le 10 décembre, la chambre des avoués de la cour d'appel de Paris, pour l'année 1987, sera composée de la façon suivante :

MM. François Valdelivre (président) ; Robert Garbosc (syndic) ; Dominique Olivier (rapporteur) ; Didier Bolling (secrétaire) ; Pierre Mira (trésorier) ; Gérard Verdun (bibliothécaire) ; Jean-Jacques Fanet, M^{me} Marie-Hélène Bourdais Vireque, M. Yves Menard (membres).

DERNIER NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION



Cécile
JOAILLIERS

2, rue de la Paix
42-61-03-29

OUVERTURE
exceptionnelle
DIMANCHE
21
DECEMBRE

Feerie de la
Fourrure
aux

FOURRURES
GEORGE V
40, Avenue George V. PARIS 8^e

du vendredi 19 Décembre
au mercredi 31 Décembre

25%

d'ESCOMPTE
SUR TOUS LES PRIX



MANTEAUX VISON

Vison dark	27.950F	20.800F
Vison ranch	32.750F	24.500F
Vison pastel	38.650F	28.950F
Vison tourmaline	41.750F	31.300F
Vison Koh-L. noor	43.750F	32.800F
Vison saphir	45.990F	33.750F
Vison blanc	48.750F	36.500F
Vison Rovalia	55.990F	41.250F
Vison Blackglama	43.750F	32.800F
Vison lunalaire	46.950F	35.100F

VESTES VISON

Vison Mahogany	18.750F	14.000F
Vison tourmaline	34.950F	26.100F
Vison blanc	38.750F	29.000F
Vison dark-Saga	36.750F	27.500F
Vison lunalaire	45.990F	33.750F
Vison dark	26.750F	20.000F

MANTEAUX

Renard bleu	21.750F	16.300F
Rat d'Amérique	17.450F	13.000F
et renard	22.750F	17.000F
Castor longs poils		

VESTES

Renard lustré lynx	17.950F	13.350F
Renard shadow	16.750F	12.550F
Renard argenté	42.750F	32.000F
Putois	28.750F	21.550F
Marmotte	18.750F	14.000F

COUVERTURES

Guanaco d'Amérique du sud	14.798F	11.000F
---------------------------	---------	---------

* Cet escompte de 25% sera effectué directement à nos caisses sur tout achat

40, Avenue George V. PARIS 8^e

L'Orchestre philharmonique du monde joue pour la Croix-Rouge

Le pari le plus fou

zel retenu ■ Londres pendant deux jours, s'est mis au pupitre, et le *Carnaval romain* de Berlioz a été enveloppé le théâtre d'une chaleur conquérante.

ODILE QUIROT.

■ Parmi les compagnies « hors com-
pensation », la direction du théâtre
accident (le Monde du 13 novem-
bre) de supprimer les subventions
vinspéciale d'entre autres, et de
de la culture, de demander
une « aide au projet », ce qui en-
tente revenait à ■ le statut
des compagnies.

■ A la suite des réactions de la pro-
fession et de la presse, le ministère
de la culture a finalement décidé de
suspendre pour 1987 les subve-
ntions de 1986 sans tenir compte
de l'évaluation de leur travail. Mais
l'association des artistes a obtenu
des règles et ■
pour toujours précises. Ce que les artistes
se manifeste le ■ décembre
mandant, c'est une politique
culturelle et non pas de cotatage
coup par coup des affaires épi-

■ Théâtre La Bruyère.

L'orchestre a fini par prendre place sur la scène de ce joli théâtre, en creusant l'image de l'Opéra de Paris. Les violons ont tenu leurs sonorités, le jeune pianiste français - François Kerdoulec - s'est fait les doigts sur Chopin, les percussionnistes d'Amérique latine ont esquissés quelques rythmes de samba, tandis que le chœur a entonné l'atmosphère et que le son s'est installé en une cacophonie prometteuse. André Delaf, l'enseignant de Mass

Le baute-contre Henri Ledroit, déposé, calé par un sofa pour quelques personnes, peut-être des infirmiers, est-il blessé ? Il chante, oppressé, affolé, un texte difficilement compréhensible, sans que quelque peu incohérent (1) tout ce enfantisme lui habite. Derrière lui, une servante (2) se tait, elle aussi servante (3) de la France, ayant épousé la maison, s'habille en marquise, cardinal, général d'Empire, etc. pour un ôtrer aux chandelles où chacun chante avec les gestes de pure convention mondaine. Puis Ledroit revient seul, remet la veste de son habit et s'en va vers son destin en franchissant plusieurs portes au fond de la scène.

COLETTE GODARD.
 * Théâtre de la Ville, jusqu'à
 20 décembre, et du 26 au 31, à 18 h 30.
Le quarantième numéro
de « Cinémaction »

Le Monde
PUBLICITÉ ARTS ET SPECTACLES
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4335

Les bribes d'explications du compositeur **■** son librettiste **■** Pierre Derrida **■** nous renseignent qu'il s'agit d'un **■** de la vie sociale. Le haute-couture, son premier rôle, est de faire le maître à danser et le maître à danser les fantasmes qu'il découvre à leur endroit... Un dîner merveilleux, cet ectoplasme d'opéra, saisissons ce qui **■** notre portrait : Henri **■** peut vivre, peut mourir, comme un toréador, mais c'est la musique tout en réclaité perpétuel, les polyphonies tendres, pittoresques ou dérisoires des douze merveilleux chanteurs du groupe local de France, les interventions d'orchestre, les entrées et sorties actuelles, d'une écriture neuve et déconcertante au scripteur pénétrant. Un certain charme se dégage de ce spectacle bizarre.

(1) On nous dit, sans que nous puissions vérifier, qu'il mélange des fragments de Flaubert, Chateaubriand, Stendhal, Michel-Ange et Barthes.

Théâtre de la Bastille
THÉÂTRE / 1978
BERNARDT / HANDKE
STAGE
12 JANV — MARS
Dirigé par Jean-Claude FALL
Coéditeurs :
157 rue de Valenciennes 75013 PARIS

longues répétitions, Maazel maelia son orchestre, impulsant tantôt de la force, tantôt infiniment de sensibilité, aux œuvres de Berlioz, Beethoven (la *Septième Symphonie*), Stravinski et Villa-Lobos, le compositeur brésilien dont le Brésil s'apprête à fêter le centenaire. Le Chinois qui faisait semblant de parler anglais, mais ne connaissait que trois phrases, avait le cou tendu pour mieux saisir le chef; le Luxembourgeois surpris par le drage au son, désignant comme premier violon, le ténor qui avait paru, se précipita à lui, sans parvenir en urgence son bel instrument d'œuvre. Et la dame de Strakoska éclata en sanglots le jour où son violoncelle, vaincu par l'humidité de l'air, éclata. On le lui répara.

Il y eut un drame tout de même dans la courte histoire du World Orchestra. Un orage effrayant a mené sur la ville de Rio cent trombes d'eau dans la nuit, les agriculteurs des régions du Nordeste. Un orage d'enfer qui, dimanche, dans le stade géant de Maracanã, a mobilisé un cardinal en rose et trois cents prêtres catholiques pour concélébrer une messe et clore un grand show religieux à la gloire de Noël. Quel rapport, demandez-vous, avec le World Orchestra ? Incité, par le message papal en faveur de ce « concert pour la paix », le cardinal tout puissant avait accepté d'accueillir sur le stade, à la fin de la fête, « le meilleur orchestre du monde ». Le papier était audacieux et séduisait le ministre de la culture brésilien ; mais il n'était pas de nature à effrayer Mazool, décidé à « relever tous les défis ».

capables de rapprocher la musique classique du public». Une scène fut construite dans la nuit et les meilleurs techniciens du son furent dépêchés à Rio. La représentation de samedi releva de la magie... Le phénix, dimanche, mit le concert à l'aise.

Le concert du 16 eut raison de tous les magies. Les musiciens en frac se laissèrent transporter par Maazel, magnétisés par son regard, sa ferveur et ses minimes d'acteur. Dirigeant par cœur, le maestro s'enflamma, étala son pouvoir, domant, semblait-il, la parole à tel ou tel instrument selon son bon vouloir. Le public adora. Caros, de mémoire de vieux jamaïcains, le théâtre de Rio n'avait connu pareils applaudissements. Un disque Anavids, bientôt vendu au profit de la Croix-Rouge, en conserva le souvenir.

Le reste ? La Joie de Maastricht après le concert : « Il n'ora jamais comme des anges, ce sera inoubliable » ; l'émotion de tous les musiciens et les pleurs de la petite Canadienne. Le silence prostré du Roumain incapable de revenir sur terre, et le rassas de vodka avalés par le Russe qui en oubliâ son socle sa clarinette. Les échanges d'adresses, les embrassades. L'espoir - vain pour beaucoup - de se croiser dans un autre théâtre pour un autre concert. Et l'esmu de cette règle du World qui exige un renouvellement total de ses membres à chaque concert.

Un musicien, pourtant, conserve quelques espoirs, qui se servit sur le Livre d'Or du World avant de reprendre l'avis de *« Please, call me back if : (S'il vous plaît, rappelez-moi...)* ».

ANNICK COJEAN.

ANNICK COJEAN

DOLBY dans les salles équipées

VO, 70 : FORUM HORIZON - SON THX - VO, 70 : GEORGE V
VO : MARIANNE PATHE - PARNASSIENS - UGC ODEON
VO, 70: PARAMOUNT OPERA - VF: REX - UGC MONTPARNAISE
GAUMONT ALESIA - UGC GODELINS - UGC GARE DE LYON - LA BASTILLE
CONVENTION SAINT-CHARLES - LES IMAGES

● **Pépinière : Boulogne GAUMONT OUEST - Bonney-Saint-Amand RUXY**
Sercolles FLAMADES - La Bourgade AVIATIC - Marais-la-Vallée ART
Viry-Chatillon - CALYPSO - Sevran 5 DALTONS - L'Isle-Adam CONTI
Palaiseau 4 CHAMPS - Sainte-Geneviève d'EPERRAY - Paris 5 STUDIO
Argenteuil ALPHAS - La Défense 4 TEMPS - Thiais BELLE-EPINE
Saint-Nicolas MOUSQUETAIRES - Bagneux LUX - La Varenne VARENNE

**Quand certains craquent...
... d'autres s'édifient !**

An aerial, high-angle photograph of a car wash facility. Several cars are positioned in a line, each being cleaned by large, rotating brushes. The cars are of various models and colors, including a dark sedan in the foreground and a light-colored car further back. The brushes are visible as large, curved structures above the cars. The overall scene is captured in a grainy, black-and-white style.

LA FOLLE JOURNÉE DE FERRIS BUELLER

UN FILM DE JOHN HUGHES

PARMOUNT PRÉSENTE LA FOLLE JOUÛRÉE DE PIERRE DUELIER (GÉRALD BUCKLEY'S DAY OFF) AVEC MIRA SARA - ALAN ARKIN -
— IRA NEWBORN — PAUL HENREY — JACQUELINE BISHOP — JOHN HUGHES EN TON JAGGEDSON
— JOHN HUGHES — UN FILM PARMOUNT DISTRIBUÉ PAR LE UNITED INTERNATIONAL PICTURES

**BONSOIR
MAMAN**
Une Presse
Unanime

Four Nov

Culture

EXPOSITIONS

Maillol à Orsay

La femme de bronze

Le musée d'Orsay lance en même temps sept expositions. L'une d'elle est consacrée à Maillol.

Un musée, comme l'on sait, n'est digne de ce nom que s'il présente des expositions temporaires. Donc Orsay a les siennes, baptisées « dossiers ». Il s'agit chaque fois de développer un point de détail, de réviser autour d'une œuvre ou d'une série de collections permanentes un ensemble qui en précise l'histoire et le destin. L'idée semble bonne, d'autant qu'elle s'accorde heureusement à l'éclectisme « orsayen ». L'histoire, celle de l'art, du mobilier ou de la société, y trouve aisément son compte, et ces cellules cohérentes peuvent servir de refuge au visiteur égaré dans l'édifice, ses dédales et accrochages pictoriques. Ainsi en est-il du dossier — Dieu que le mot semble désagréablement — du dossier Maillol rassemblé autour

de *La Méditerranée*, cette femme de bronze léguée au musée par Dina Vierny, laquelle fut le modèle du sculpteur avant de devenir celui de Maillol.

Le titre ne doit pas tromper : *Méditerranée* n'est là que pour évoquer l'habitat au en-baigneuse, et Maillol ne se prête qu'à peine au symbolisme fin de siècle. S'en soucie-t-il même seulement ? On en

penche en avant, de sorte que la poltrone prenne son ampleur et se déploie heureusement, appelant l'œil et la main du contemplateur.

L'élaboration se déroule ainsi suivant une méthode qu'il y a plaisir à suivre de variations en variations jusqu'à un résultat satisfaisant. On assiste en somme à une œuvre d'art qui se construit à mesure que le sculpteur, et la maîtrise de l'artiste

On croyait le culte du taureau, le « bœuf sublime », enfermé dans quelques arènes du bassin méditerranéen ou des pays andalous. Pour six semaines, Paris va, à son tour, accueillir le culte de Minima. L'association Cultura Latina organise en effet, au Théâtre du Rond-Point, une exposition : « Sous le signe du taureau » (1).

Voici l'histoire sauvage et ambiguë de l'homme et de la bête qui, glissant durant la préhistoire, devient, avec les Sumériens, un dieu à la tige cornue. Les hommes et les préhistoires de la Mésopotamie chantent : « Fils des montagnes, Seigneur des champs fertiles, Gouverneur, Tout-Puissant, Père ». Pour les Égyptiens, les Égyptiens et les Babyloniens, le taureau est le symbole de la force et de la virilité. Les peuples de l'Antiquité ont disparu, laissant des ruines superbes et mélancoliques. Le taureau de combat, enfant d'Éphèse, d'Apie et du Minotaure, a, lui, traversé les siècles pour jaillir du toril et fonceur, yagapans en avant, sur les capes et les mullets colorées qu'agitent devant lui ces fragiles danseurs que sont les toreros. Ce combat-jeu sacré pour les uns, primitif pour les autres, est appelé corrida.

Signe de la latinité : en Amérique du Sud avec les mamons de nouveaux du Pérou, du Guatemala, de Colombie, du Venezuela et du Mexique ; en Europe, où sur le sable des places d'Espagne, du Portugal et du sud de la France, la bête est au cœur de l'affrontement tragique. Symbole de cette latinité taureau, Rodrigo Borja, pape du quinzième siècle, sous le nom d'Alexandre VI et officiellement ferret. Sur son drapeau béatissime est dessiné un taureau. Pour le mariage de sa fille Lucrèce, ce pape de Pierre organise une corrida sur la place Saint-Pierre à laquelle participent son fils César et les meilleurs bulleros d'Espagne.

On dit même que les deniers de l'Eglise servaient, très souvent, pour alimenter les corridas du vicar de Christ.

C'est tout cela que raconte l'exposition organisée au Théâtre du Rond-Point et patronnée par l'Union latine, qui regroupe vingt-deux États. Parmi les œuvres exposées figurent les fameuses gravures de Goya, les peintures et les sculptures de Lucas, Manet, Doré, Picasso, Bacon, Dufy, Ernst, Masson, Alchinsky et Arroyo. Sont également présentes au rendez-vous, les sculptures de Gargallo, Lobo et Germaine Richier. Bref, un panorama exceptionnel des œuvres de nombreux artistes, du quinzième siècle à nos jours, présentées par le musée du Prado, la Bibliothèque nationale, la Fondation Lazaro-Galdiano de Madrid, le Centre Georges-Pompidou, le musée Picasso et la Fondation Gulbenkian de Lisbonne.

À noter, une huile sur toile peu connue de Picasso, *La Passe de cape*, et un tableau venu du château de la Folie, à Beauséne (en Belgique). Cette toile, qui n'a jamais quitté son doujon, est la plus ancienne représentation d'une corrida connue à ce jour.

JEAN PERRIN.

(1) Jusqu'au 25 janvier 1987. Théâtre du Rond-Point, avenue Franklin-Roosevelt. Ouvert tous les jours sauf lundi, de 11 h 30 à 20 h 30, 25 francs.

Dans le cadre de cette exposition, la Latina, centre culturel des pays latins (20, rue du Temple, Paris 4^e), présente du 10 au 31 décembre, un festival de films latino-américains. Au programme plus de trente films dont ceux des frères Lumière : *La Course de taureau* ; de Francisco Boito : *L'Amour sacré* ; de Francisco Rosse : *Le Moment de vérité* ; et cinq versions de *Carmen*, dont les trois de Peter Brock.

Le mariage du père

au

Théâtre du Lucernaire

Une création théâtrale qui fait parler d'elle...

« Bernard Cassa a réussi quel merveilleux jeu, et François Joss l'a senti et mis en scène avec une adresse évidente. Tout cela respire l'intelligence, l'humour de l'homme, la force du théâtre. »

Jean-Luc JENNER, *Le Figaro-Magazine*.

« Le Chantier-Théâtre nous offre un spectacle rare à notre époque : qualité d'écriture, qualité de jeu, qualité d'émotion. »

Danielle AJONET.

« Pâte écrite avec subtilité, et qui frappe le cœur par sa simplicité. »

Cécile DE BARONCELLI, *France-Inter*.

« La pièce de Bernard Cassa est infiniment tendre et douce, et cruelle. Distribution et mise en scène de François Joss parfaitement justes. »

Paul LEBLANC, *Le Presse française*.

« Tendre, émouvant, rare et ferme mêlé... La pièce, la mise en scène, l'interprétation, le décor sont en harmonie, et nous proposent une soirée d'une rare qualité. »

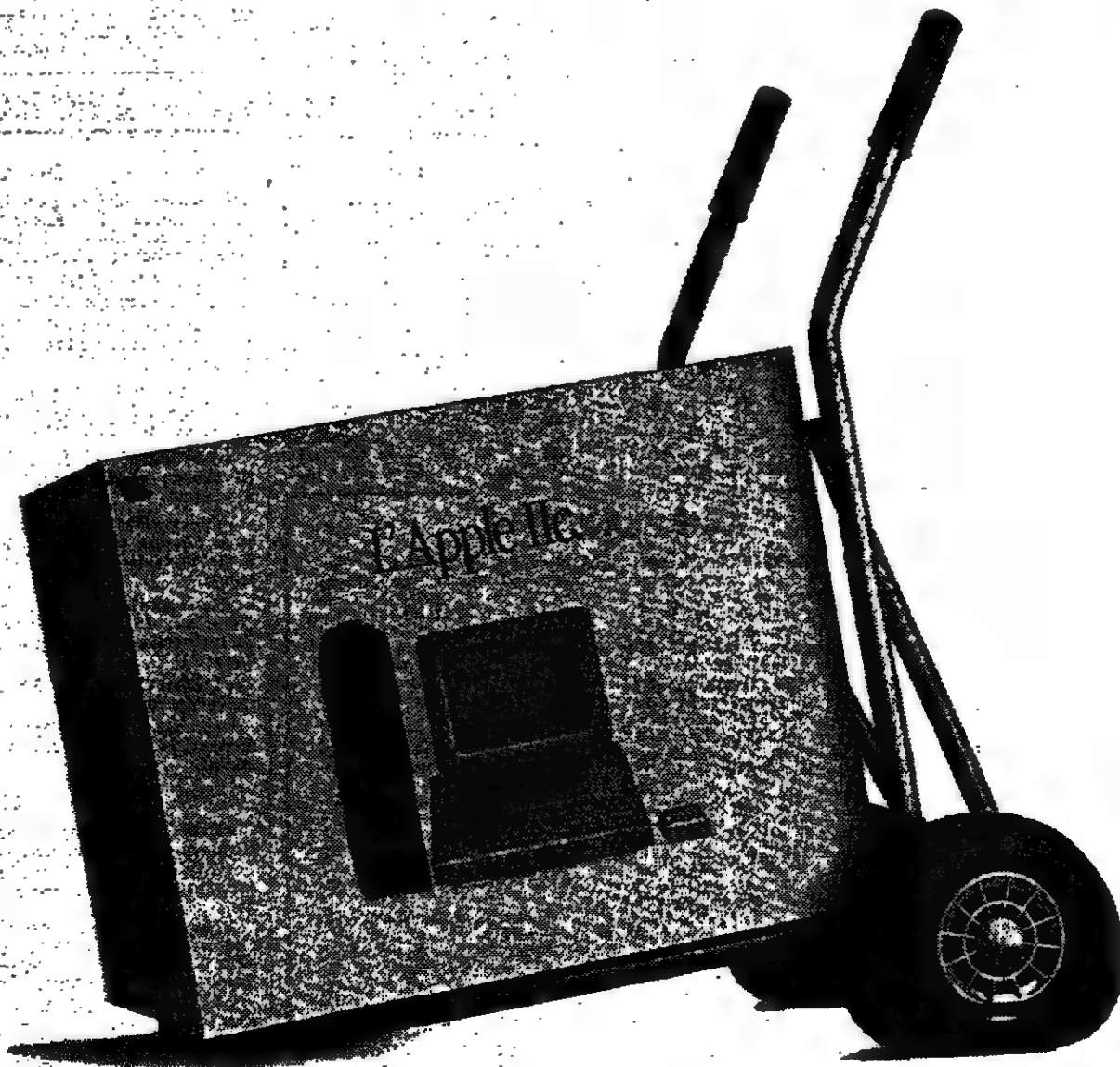
Michel VITOLD.

« L'acteur semble aimer ses personnages et leur être créateur, ce qui est de nos jours rare. »

Pierre MARCAU, *Le Monde*.

Le Chantier-Théâtre jusqu'au 3 janvier à 19 h.

Pour Noël, le seul effort que vous devrez faire ne sera pas financier.



Par contre vous aurez besoin de toutes vos forces pour profiter du cadeau de Noël Apple. Imaginez que vous devez transporter chez vous le nouvel Apple II avec ses 384K, la souris, le moniteur monochrome et son support, le logiciel AppleWorks qui contient à lui tout seul trois applications : un traitement de texte, une gestion de fichiers et un tableur électronique. Sans oublier le logiciel Mouse Desk qui vous crée sur Apple II les icônes et les menus qui facilitent

tellement le dialogue avec votre ordinateur personnel. Heureusement qu'Apple a prévu aussi un sac de transport. Mais vous oublierez vite ce gros effort en voyant le petit effort financier que cela vous demandera : 6990 F TTC ou 300 F* par mois avec Apple Check (ouverture de crédit en compte Sovac*). Mais si vous êtes prêts à d'autres efforts il existe aussi deux autres offres : un Apple II avec un moniteur en couleurs et deux fantastiques logiciels de création graphique, Extasie et

Fantavision, il 8990 F TTC ou 450 F* par mois ; et une boîte d'outils de communication, qui comprend un modem universel, les logiciels Version Tel II et Access II, ainsi qu'une offre de connexion gratuite à Calvacorn, pour 3990 F TTC ou 200 F* par mois. Et dans chaque boîte d'Apple II, vous trouverez aussi un catalogue de logiciels à prix spéciaux, et des bons de réduction sur l'imprimante ImageWriter II, le lecteur externe 3.5" et le lecteur externe 5.25.



Apple

* Prix maximal, coût et durée en fonction du montant utilisé sous réserve d'acceptation d'ouverture du crédit Apple Check par Sovac. TEG 18,25% plus perception fiduciaire légale. Du 15 novembre 1986 au 15 janvier 1987.

Radio-télévision

Samedi 20 décembre

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■ Ne pas manquer ■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 19 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1
20.35 Variétés : Grand public. Avec Johnny Hallyday, Frankie Goes to Hollywood, la Compagnie Créole, Corinne Charby.
22.00 La séance de 10 heures.
22.30 Feuilletton : Shogun.
22.35 Journal.
23.40 Magazine : Premier balcon.
23.55 TSB (télévision sans frontières).

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2
20.35 Série : Deux fois à Miami. Le triangle d'or.
21.25 Apogée. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème : « La fête des beaux livres », sont invités : Yves Coppens, Robert Delmaucq, Edwin Bagheria, Lucie Fieschi, Yvan Le Pichon, Jacques Marsella.
22.40 Journal.
22.50 Cycle « Club » : la Poursuite infernale ■■■ Cycle western. Film américain de John Ford (1946), avec Henry Fonda, Linda Darnell, Victor Mature (v.o.).

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3



20.30 Feuilletton : Le tour secret.
21.25 Magazine : Taxi. De Ph. Alford et M. Deguyon. Dossier spécial drague : la Cam de l'onde DOM, dernière manche de Robinson Garcia (cette semaine) : rétroviseur, séquences 24 x 36 ; Zorro.
22.25 Journal.
22.50 Dictionnaire.
23.55 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS
19.05 Documentaire : La famille princière de Monaco. Film de Jacqueline Carlier, Claude Flouret et Frédéric Varlet. 21.00 Châtaigniers : Rues des Princes en film français de Dany de la Patellière (1959), avec Jean Gabin, Claude Brasseur, Roger Dumas, Marie-José Nat. 22.25 Flash d'actualité. 22.35 Châtaigniers : Océanarium week-end ■■ Film américain de Sam Peckinpah (1983), avec Rutger Hauer, John Hurt, Bert Lancaster, Meg Foster, Denis Hopper, Craig T. Nelson, Helen Shaver. 6.15 Châtaigniers : Sans toi ni moi ■■ Film français d'Agathe Vautier (1985), avec Sandrine Bonnaire, Michaël Mouchet, Stéphane Freiss, Laurence Corti Delles, Marthe Jamin. 1.55 Châtaigniers : J'ai la Déesse ■■ Film français de Jean-Luc Besson (1982), avec Cathy Mégard, Sébastien Laroche, Sophie Laroche, Gabriel Poncelet. 2.50 Documentaire : Rude. 3.45 Châtaigniers : Mammère à la troupe ■■ Film américain de Rob Hopper (1974), avec Marilyn Burns, Alan Dember, Paul A. Partain, William Vall, Teri Mac Minn, Edwin Neal. 5.15 Série : Rawhide. 6.05 Série : Ténis en basket-ball.

LA « 5 »

20.30 Feuilletton : Dynamite 2. 21.25 Série : K 2000. 22.15 Série : Les Grands. 23.15 Feuilletton : Dynamite 2. 6.05 Série : Kojak. 6.55 Série : Star Trek. 1.50 Série : K 2000.

TV 6

14.00 6 Tonic. 17.00 Synthèse 6. 18.30 NEJ 6. 19.30 Feuilletton : La tige des copules. 19.35 Série : Max la menace. 20.10 L'été 6. 22.00 6 Tonic.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le grand débat : Les intellectuels dans la vie politique.
21.30 Musique : Black and blue. La presse de jazz.
22.30 Nuits musicales. La nuit et le moment : Les magazines de culture.
6.10 De jour en lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 10 avril au Grand Auditorium de Radio-France) : Rhapsodie sur un thème de Paganini pour piano et orchestre, de Rachmaninov ; Symphonie n° 6 en la mineur, de Mahler, par le National Orchestra philharmonique, dir. Edoardo Gatti.
22.30 Les solistes de France-Musique. Les pièces de piano : Prokofiev et le disque ; à 0.30, Météo-Musique.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1
13.50 Le séminaire du spectateur.
14.20 Série : La petite maison dans la prairie. Réal. Michael Landon. Premier épisode : Le bal.
15.15 Dessin animé : Astro le petit robot.
15.45 Tirocô à Vincennes.
16.00 Tirocô X.
Émission d'Igor et Grigori Bogdanov. La quatrième dimension : Dossier : Les avions de vingt et unième siècle.
16.55 Météo-Mag.
De Patrick Drevet.
Au sommaire : le Ténor entre Paris et Dakar ; le vinyle, art martial japonais.
17.25 Série : Agence vous risques.
18.20 Trente millions d'amis.
Émission de Jean-Pierre Hérin.
D'accord, pas d'accord.
18.40 Magazine : Auto-moto.
Rétrospective de formule 1.
19.40 Cocoricochay.

LONG DRINKS PAR CAMPARI
TOUJOURS PLUS ÉTONNANT !
Dernier-Ordon : V3 de Campari, 2/3 de jus d'orange, des glaçons.
Et pour d'autres cocktails, écrivez à : Campari France S.A. BP 415 92004 Nanterre Cedex.

20.00 Journal.
20.30 Tirage du Loto.
20.35 Tirocô à Vincennes. Réal. Michael Lindsay-Hogg. Avec Farrah Fawcett, Tom Conti, Geraldine Page, Catherine Allégret. Un téléfilm officieux sur le combat des Klugefeld. Farrah Fawcett et Tom Conti sont excellents, contrairement à Geraldine Page, qui force son jeu.
22.15 Droit de réponse.
Émission de Michel Folon, sur le thème : Justice avouée ?
0.00 Journal.
0.15 Ouvert la nuit.
Série : Les incorruptibles.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

14.25 Dessin animé. Bug's Bunny dans les contes de Noël.
14.55 Les Jeux du stade. Patinage artistique : championnats de France à Espinal. Handball : Tournoi de France (France-Roumanie à Bayonne).
17.00 Magazine : Modes in France.
Émission de Jean-Pierre Hérin.
18.00 Feuilletton : Tropique du crabe.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
D'Armand Jammot, présenté par Patricia Laffont.
19.10 D'accord, pas d'accord.
19.15 Actualités régionales.
19.40 Affaire suivante.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12.00 T64 foot 1.
13.00 Journal.
13.25 Série : Star Trek et Hitch.
14.20 Variétés : A la folie, pas du tout. Émission présentée par Patrick Poivre d'Arve.
15.00 Sports dimanche.
15.30 Tirocô à Vincennes.
15.45 Sports dimanche (suite).
16.30 Variétés : A la folie, pas du tout (suite). Avec Harlem Dêr et Francis Huster.
17.30 Les amoureux du monde.
18.00 Série : Pour l'amour du risque.
18.00 Magazine : Sept sur sept. Émission de Jean-Louis et Anne Stachler. Invitée : Mimi-Mimi.
19.55 Tirage du Loto sportif.
20.00 Journal.
20.30 Châtaigniers : File des voyous ■■ Film français de Georges Lautner (1979), avec Jean-Paul Belmondo, Marie Laforêt, Michel Galabru, Georges Geret, Jean-François Balmer. L'excellent roman de Michel Gréville l'inspiration de la mer a été complètement abandonné. Mais le punch de Belmondo et les dialogues d'Audrey sont deux raisons de voir ce film, inédit sur les chaînes nationales.
22.15 Sport dimanche soir.
22.20 Journal.
22.35 6 Tonic à la nuit.
23.45 Destinations futures. Émission de Roger Gicquel.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

11.30 Dimanche Martin.
13.00 Journal.
13.20 Tout le monde le sait.
14.30 Série : Magnum.
15.20 L'écrite des fées.
Invité : Jean-Luc Lahaye.
16.25 Le kiosque à musique.
17.00 T64film : Pavillon maïnotine. D'après le roman de M.M. Kaye. Réal. Peter Dinklage. 1^{er} partie. Avec Ben Cross, Ann Irwin, Christopher Lee, Donald Taylor.
18.50 Série : Mickey.
Avec Roy Varty, Jean-Marc Thébaud, Martha Villalonga.
20.00 Journal.
20.35 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret. Un Noël de Maigret. D'après Georges Simenon. T64film de Jean-Paul Sassy. Avec Jean Richard, Roy Varty, Annie Lamy.
Maigret à la recherche d'un faux Père Noël.
22.10 Projection privée. Émission de Marcel Julien. Invité : Yves Andrieux.

EXCEPTIONNEL VOTRE MAGASIN NAZA
OUVERT DEMAIN DIMANCHE
TV. HI-FI VIDEO MICRO

20.00 Journal.
20.35 Variétés : Champs-Élysées au Québec. Sur le thème « Les enfants et la paix ». Avec Catherine Lara, la maîtresse des Petits Chanteurs de Québec, Ginette Reno, Alain Lamontagne, Antoine Maillet, Edith Butler, Pierre Bachelot, Yves Dutoit, Francis Lalonde.
21.55 Série : Le voyageur.
22.25 Les enfants du rock. Les clips de la semaine ; Rock report ; Interview de Tina Turner ; Concert Dire Straits enregistré à Wembley en juillet 1981.
0.00 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

13h30 SAMEDI VISION
Présenté par Philippe Gildas
Le Compagnon de l'Édit
« L'Édit » à caractère social
- Philippe Gildas : la photo documentaire
- Jean-Louis : la poésie des documents
- Thelma : la culture
- Thelma : la culture

13.30 Samedivision. OSACM. Groupement des sociétés d'assurance à caractère mutual.

BANQUE, BOURSE, FINANCE :
« entrez chez un agent de change »

18.05 Théâtre : Coriolan. Cycle William Shakespeare. Tragédie en cinq actes en vers et en prose.
17.30 Jeu : Génies en herbe.
17.55 Croq'solet.

Dimanche 21 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12.00 T64 foot 1.
13.00 Journal.
13.25 Série : Star Trek et Hitch.
14.20 Variétés : A la folie, pas du tout. Émission présentée par Patrick Poivre d'Arve.
15.00 Sports dimanche.
15.30 Tirocô à Vincennes.
15.45 Sports dimanche (suite).
16.30 Variétés : A la folie, pas du tout (suite). Avec Harlem Dêr et Francis Huster.
17.30 Les amoureux du monde.
18.00 Série : Pour l'amour du risque.
18.00 Magazine : Sept sur sept. Émission de Jean-Louis et Anne Stachler. Invitée : Mimi-Mimi.
19.55 Tirage du Loto sportif.
20.00 Journal.
20.30 Châtaigniers : File des voyous ■■ Film français de Georges Lautner (1979), avec Jean-Paul Belmondo, Marie Laforêt, Michel Galabru, Georges Geret, Jean-François Balmer. L'excellent roman de Michel Gréville l'inspiration de la mer a été complètement abandonné. Mais le punch de Belmondo et les dialogues d'Audrey sont deux raisons de voir ce film, inédit sur les chaînes nationales.
22.15 Sport dimanche soir.
22.20 Journal.
22.35 6 Tonic à la nuit.
23.45 Destinations futures. Émission de Roger Gicquel.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

11.30 Dimanche Martin.
13.00 Journal.
13.20 Tout le monde le sait.
14.30 Série : Magnum.
15.20 L'écrite des fées.
Invité : Jean-Luc Lahaye.
16.25 Le kiosque à musique.
17.00 T64film : Pavillon maïnotine. D'après le roman de M.M. Kaye. Réal. Peter Dinklage. 1^{re} partie. Avec Ben Cross, Ann Irwin, Christopher Lee, Donald Taylor.
18.50 Série : Mickey.
Avec Roy Varty, Jean-Marc Thébaud, Martha Villalonga.
20.00 Journal.
20.35 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret. Un Noël de Maigret. D'après Georges Simenon. T64film de Jean-Paul Sassy. Avec Jean Richard, Roy Varty, Annie Lamy.
Maigret à la recherche d'un faux Père Noël.
22.10 Projection privée. Émission de Marcel Julien. Invité : Yves Andrieux.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12.00 T64 foot 1.
13.00 Journal.
13.25 Série : Star Trek et Hitch.
14.20 Variétés : A la folie, pas du tout. Émission présentée par Patrick Poivre d'Arve.
15.00 Sports dimanche.
15.30 Tirocô à Vincennes.
15.45 Sports dimanche (suite).
16.30 Variétés : A la folie, pas du tout (suite). Avec Harlem Dêr et Francis Huster.
17.30 Les amoureux du monde.
18.00 Série : Pour l'amour du risque.
18.00 Magazine : Sept sur sept. Émission de Jean-Louis et Anne Stachler. Invitée : Mimi-Mimi.
19.55 Tirage du Loto sportif.
20.00 Journal.
20.30 Châtaigniers : File des voyous ■■ Film français de Georges Lautner (1979), avec Jean-Paul Belmondo, Marie Laforêt, Michel Galabru, Georges Geret, Jean-François Balmer. L'excellent roman de Michel Gréville l'inspiration de la mer a été complètement abandonné. Mais le punch de Belmondo et les dialogues d'Audrey sont deux raisons de voir ce film, inédit sur les chaînes nationales.
22.15 Sport dimanche soir.
22.20 Journal.
22.35 6 Tonic à la nuit.
23.45 Destinations futures. Émission de Roger Gicquel.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

11.30 Dimanche Martin.
13.00 Journal.
13.20 Tout le monde le sait.
14.30 Série : Magnum.
15.20 L'écrite des fées.
Invité : Jean-Luc Lahaye.
16.25 Le kiosque à musique.
17.00 T64film : Pavillon maïnotine. D'après le roman de M.M. Kaye. Réal. Peter Dinklage. 1^{re} partie. Avec Ben Cross, Ann Irwin, Christopher Lee, Donald Taylor.
18.50 Série : Mickey.
Avec Roy Varty, Jean-Marc Thébaud, Martha Villalonga.
20.00 Journal.
20.35 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret. Un Noël de Maigret. D'après Georges Simenon. T64film de Jean-Paul Sassy. Avec Jean Richard, Roy Varty, Annie Lamy.
Maigret à la recherche d'un faux Père Noël.
22.10 Projection privée. Émission de Marcel Julien. Invité : Yves Andrieux.

19.00 Flash d'informations.
19.09 Tam Tam.
19.15 Actualités régionales.
19.53 Dessin animé : La panthère rose.
20.04 Disney Channel, pour les tout petits. Winnie l'ourson.
20.35 Disney Channel, pour les jeunes et les moins jeunes.
Dessins animés : DTV ; Disney souvenirs.
22.00 Journal.
22.30 Série : Dynastie. Le film.
23.20 Symphonie pour orgue et orchestre, d'Aaron Copland, par l'Orchestre national de Lille, dir. Jean-Claude Casadesu.

CANAL PLUS

17.40 Documentaire : Les minéraux du soleil. 18.05 T64film : Un Justicier pas comme les autres. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.30 T64film : L'impossible retour. 22.00 Flash d'informations. 22.05 Boxe : Championnat d'Europe des super-plumes : Daniel Lodas-Jean-Marc Renard. 6.00 Châtaigniers : la Modification finale ■■ Film américain de Graham Baker (1981), avec Sam Neil, Rossano Brazzi, Don Gordon, Lisa Harrow, Barnaby Raimi. 1.50 Châtaigniers : Tanguis, Fend de Gardel ■■ Film franco-argentin de Fernando Solanas (1985), avec Marie Laforêt, Philippe Léotard, Miguel Angel Sola, Marina Vlady, Georges Wilson, Lantaro Murua, Michel Escheverry. 3.45 Série : Winchester à louer. 4.30 Châtaigniers : Osterman week-end ■■ Film américain de Sam Peckinpah (1983), avec Rutger Hauer, John Hurt, Bert Lancaster, Meg Foster, Denis Hopper, Craig T. Nelson, Helen Shaver.

LA « 5 »

17.00 Série : Shérif solo-moi pour. 18.05 Série : K 2000. 19.00 Série : Happy Days. 19.35 Série : Star Trek. 20.30 Série : Thelma (Sonner une fois). 21.45 Série : Arabesque. 22.50 Série : Les Grands. 23.50 Rugby, en direct d'Agde. 1.40 Série : Thriller (une fois). 3.00 Série : Arabesque.

TV 6

18.00 Vitesse ; Tam tam. ■■■ ■■■ ■■■ Max la menace. 20.00 Jeu : Une page de pub. 20.30 Série : Insiders. 21.20 Série : A. Hitchcock. 21.45 6 Tonic.

FRANCE-CULTURE

20.30 Nouveau répertoire dramatique. Tercen FAVEL, ■■ Drouelle.
22.10 Vie de René Vivien.
22.30 Musique : Week-end bien 17. L'espace bleu : Éloge de la radio. Souvenirs de Félicité, de Denis Levaillant ; Monde amnésiqué, de Robert Kramar et Barre Phillips, Radioscopie, de Daniel Deshayes.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de la salle Pleyel) : Symphonie concertante pour violoncelle et orchestre en mi mineur, op. 125 ; Symphonie n° 3 en ut majeur, op. 44, de Prokofiev, par l'Orchestre national de France, dir. Mstislav Rostropovich, et pour la Symphonie concertante Mstislav Rostropovich, violoncelle.
22.30 Les solistes de France-Musique. Henri Duparc : à 23.05, Concert à Lille (retransmis en simultané sur FR 3) ; Symphonie pour orgue et orchestre, de Copland, par l'Orchestre national de Lille, dir. Jean-Claude Casadesu, avec Philippe Lefebvre, orgue ; à 23.45, Wagner en France ; à 0.30, Archives du siècle.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12.00 T64 foot 1.
13.00 Journal.
13.25 Série : Star Trek et Hitch.
14.20 Variétés : A la folie, pas du tout. Émission présentée par Patrick Poivre d'Arve.
15.00 Sports dimanche.
15.30 Tirocô à Vincennes.
15.45 Sports dimanche (suite).
16.30 Variétés : A la folie, pas du tout (suite). Avec Harlem Dêr et Francis Huster.
17.30 Les amoureux du monde.
18.00 Série : Pour l'amour du risque.
18.00 Magazine : Sept sur sept. Émission de Jean-Louis et Anne Stachler. Invitée : Mimi-Mimi.
19.55 Tirage du Loto sportif.
20.00 Journal.
20.30 Châtaigniers : File des voyous ■■ Film français de Georges Lautner (1979), avec Jean-Paul Belmondo, Marie Laforêt, Michel Galabru, Georges Geret, Jean-François Balmer. L'excellent roman de Michel Gréville l'inspiration de la mer a été complètement abandonné. Mais le punch de Belmondo et les dialogues d'Audrey sont deux raisons de voir ce film, inédit sur les chaînes nationales.
22.15 Sport dimanche soir.
22.20 Journal.
22.35 6 Tonic à la nuit.
23.45 Destinations futures. Émission de Roger Gicquel.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

11.30 Dimanche Martin.
13.00 Journal.
13.20 Tout le monde le sait.
14.30 Série : Magnum.
15.20 L'écrite des fées.
Invité : Jean-Luc Lahaye.
16.25 Le kiosque à musique.
17.00 T64film : Pavillon maïnotine. D'après le roman de M.M. Kaye. Réal. Peter Dinklage. 1^{re} partie. Avec Ben Cross, Ann Irwin, Christopher Lee, Donald Taylor.
18.50 Série : Mickey.
Avec Roy Varty, Jean-Marc Thébaud, Martha Villalonga.
20.00 Journal.
20.35 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret. Un Noël de Maigret. D'après Georges Simenon. T64film de Jean-Paul Sassy. Avec Jean Richard, Roy Varty, Annie Lamy.
Maigret à la recherche d'un faux Père Noël.
22.10 Projection privée. Émission de Marcel Julien. Invité : Yves Andrieux.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12.00 T64 foot 1.
13.00 Journal.
13.25 Série : Star Trek et Hitch.
14.20 Variétés : A la folie, pas du tout. Émission présentée par Patrick Poivre d'Arve.
15.00 Sports dimanche.
15.30 Tirocô à Vincennes.
15.45 Sports dimanche (suite).
16.30 Variétés : A la folie, pas du tout (suite). Avec Harlem Dêr et Francis Huster.
17.30 Les amoureux du monde.
18.00 Série : Pour l'amour du risque.
18.00 Magazine : Sept sur sept. Émission de Jean-Louis et Anne Stachler. Invitée : Mimi-Mimi.
19.55 Tirage du Loto sportif.
20.00 Journal.
20.30 Châtaigniers : File des voyous ■■ Film français de Georges Lautner (1979), avec Jean-Paul Belmondo, Marie Laforêt, Michel Galabru, Georges Geret, Jean-François Balmer. L'excellent roman de Michel Gréville l'inspiration de la mer a été complètement abandonné. Mais le punch de Belmondo et les dialogues d'Audrey sont deux raisons de voir ce film, inédit sur les chaînes nationales.
22.15 Sport dimanche soir.
22.20 Journal.
22.35 6 Tonic à la nuit.
23.45 Destinations futures. Émission de Roger Gicquel.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

11.30 Dimanche Martin.
13.00 Journal.
13.20 Tout le monde le sait.
14.30 Série : Magnum.
15.20 L'écrite des fées.
Invité : Jean-Luc Lahaye.
16.25 Le kiosque à musique.
17.00 T64film : Pavillon maïnotine. D'après le roman de M.M. Kaye. Réal. Peter Dinklage. 1^{re} partie. Avec Ben Cross, Ann Irwin, Christopher Lee, Donald Taylor.
18.50 Série : Mickey.
Avec Roy Varty, Jean-Marc Thébaud, Martha Villalonga.
20.00 Journal.
20.35 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret. Un Noël de Maigret. D'après Georges Simenon. T64film de Jean-Paul Sassy. Avec Jean Richard, Roy Varty, Annie Lamy.
Maigret à la recherche d'un faux Père Noël.
22.10 Projection privée. Émission de Marcel Julien. Invité : Yves Andrieux.

LE ROMAIN
Traiteur
Vos repas tout prêts à domicile
OUVERT DE 8 H DU MATIN À MINUIT
POUR LES JOURS
COMPLÈTS DIMANCHES ET JOURS FÉRIÉS
LIVRAISONS DE 16 H À 22 H
TEL 45 01 99 16

WEEK-END D'UN CHINEUR

Samedi 20 décembre
ILE-DE-FRANCE
Compiegne, 14 h 30 : affiches de cinéma ; Fontaine, 8 h 45 : 80 véhicules ; 14 h 30, mobilier.
PLUS LOIN
Aix-en-Provence, 8 h 30 : 14 h 30 : dix-huitième ; Angoulême, 10 h 30 : 14 h 30 : poupées, argenterie dix-huitième, dix-neuvième ; Biarritz, 14 h 30 : livres ; Cahors, 14 h 30 : mobilier ancien ; Léz, 15 heures : 80 véhicules dont une Buick Silver Cloud 1957 ; Lys (Pays de la faine), 11 heures : automobiles ; Partenay, 14 h 15 : mobilier, tableaux, tapis, faïences ; Rome, 15 heures : porte-montres et montres dix-huitième, dix-neuvième.

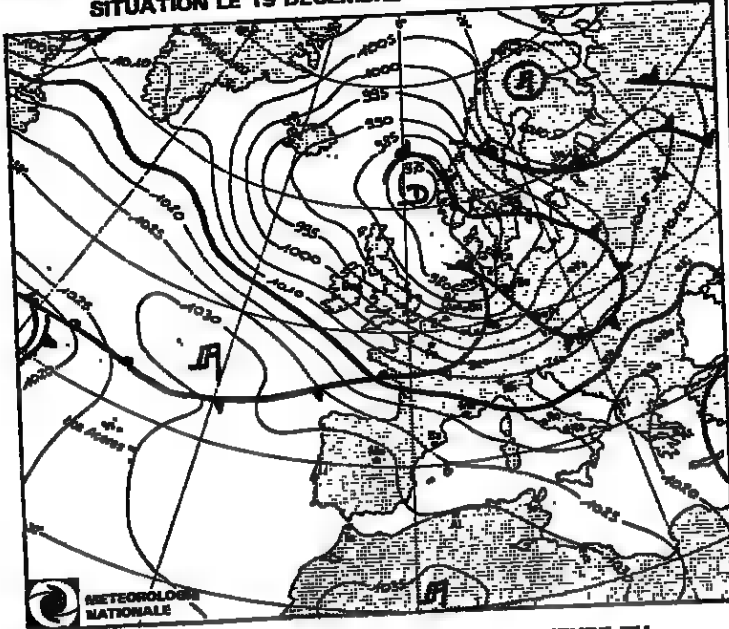
Dimanche 21 décembre
ILE-DE-FRANCE
Eugénie, 10 h 30, 14 h 30 : grands vins ; Fontainebleau, 14 heures : argenterie, bijoux, meubles ; L'Isle-Adam, 14 h 30 : bijoux ; Versailles (galerie des Chevas-Légers), 14 h 13 : Art nouveau ; Aléco : Impasse des Chevas-Légers, 10 heures : livres ; 14 h 30 : 14 h 30 : modernes ; hôtel Chevas-Légers, 14 heures : tableaux anciens et dix-neuvième.
PLUS LOIN
Alençon, 14 heures : dessins et 14 h 30 : 14 h 30 : Biarritz, 14 h 30 : livres anciens ; Calais, 10 heures : vins ; 14 h 30 : poupées, sièges et meubles anciens ; La Grande-Motte (hôtel Frantz), 14 h 30 : mobilier, bibelots, bijoux ; Lamoignon, 14 heures : meubles et objets d'art, bijoux, argenterie ; Louviers, 14 heures : curiosités, montres anciennes, meubles ; Saint-Jean-de-Lez, 14 h 30 : poupées, bijoux, meubles ; Sotz (Pas-de-Calais), 14 heures : 200 objets d'art, bibelots, meubles anglais ; Reims, 14 heures : tableaux anciens, 14 h 30 : dix-huitième, dix-neuvième, livres.
FOIRES ET SALONS
Evry (91) : Compiegne, dimanche, 10 heures à 19 heures.

سكان الامل

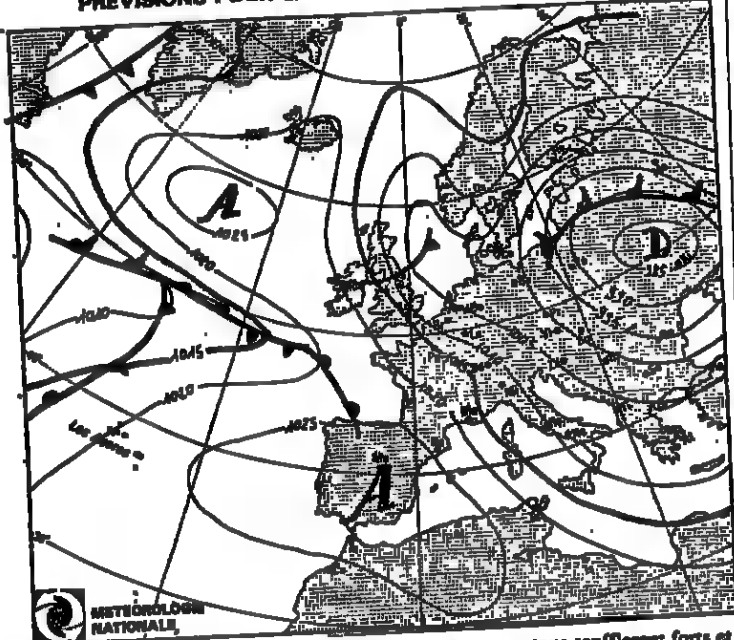
Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19 DÉCEMBRE 1986 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 21 DÉCEMBRE À 0 HEURE TU



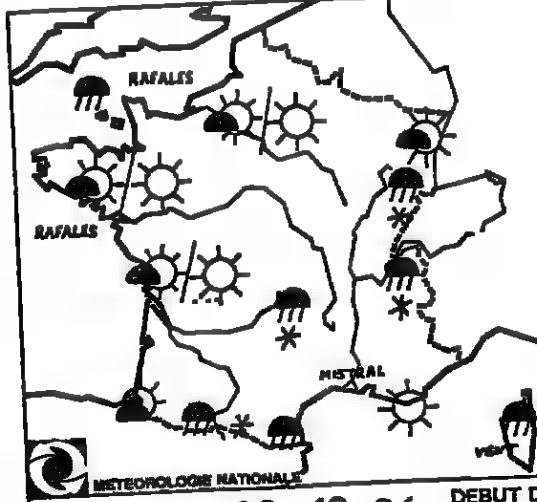
Evolution probable du temps en France entre le vendredi 19 décembre à 0 heure et le dimanche 21 décembre à 24 heures.

Après le passage d'une perturbation qui induit le sud du pays vers le sud-est, le flux va s'orienter au Nord-Ouest advenant des masses d'air froid et très instables sur la France. Dimanche une nouvelle perturbation s'annonce sur l'Espagne en débordant sur les régions proches des Pyrénées.

Samedi, au lever du jour, le ciel sera peu nuageux dans l'intérieur, excepté sur les reliefs où il neigera jusqu'à basse altitude. Les températures seront voisines de 0 degré avec de faibles gelées locales. Sur les régions côtières de la Manche et de l'Atlantique, on aura déjà quelques averses et la température sera voisine de 3 à 4 degrés. Les vents du nord-ouest souffleront assez fort en rafales. Près de la Méditerranée, le mi-

ni et la tramontane souffleront forts et dégraderont le ciel. Il y aura jusqu'à 10 degrés. En cours de journée, des nuages se développeront rapidement sur l'ensemble du pays. Ils seront accompagnés de fréquents averses et parfois de pluie de grêle ou de neige, en particulier de la Manche orientale à la Bourgogne, au nord des Alpes et aux régions de l'Est.

Les températures maximales iront de 2 à 8 degrés d'est en ouest, jusqu'à 13 degrés près de la Méditerranée. Dimanche les éclaircies nocturnes et un léger faiblissement du vent auront favorisé la baisse des températures. Les gelées, de 0 à -4 degrés, seront généralisées dans l'intérieur. En cours de journée, les passages nuageux accompagneront d'averses secondaires de retour. Celles-ci seront plus nombreuses sur le quart nord-est où elles pourront être de neige jusqu'en plaine.



TEMPS PRÉVU LE 20 12 86 DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maximales - minimales - observées le 19-12-1986

France	Yours	12	3	10	18	D
ANGERS	12	11	N	P	10	18
BANQUE	17	11	N	P	10	18
BORDAUX	12	11	N	P	10	18
BREZ	12	11	N	P	10	18
BREZ	12	11	N	P	10	18
CAR	13	4	A	A	12	18
CHERBOURG	12	3	A	A	12	18
CLERMONT-FERRAND	15	7	A	A	12	18
COGNAC	11	6	A	A	12	18
DIJON	10	4	P	P	12	18
LYON	11	8	A	A	12	18
MARSEILLE	14	10	C	C	12	18
NANCY	10	3	O	O	12	18
NANTES	13	6	P	P	12	18
NICE	15	8	D	D	12	18
PARIS-MONTMARTRE	13	4	P	P	12	18
PERPIGNAN	17	9	C	C	12	18
RENNES	13	5	N	N	12	18
STRASBOURG	10	3	P	P	12	18

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PHILATÉLIE

Le Père Noël s'est arrêté à Libourne

Une plaque commémorative, une lampe-tempête, des points de sagale, une étiquette, des... un projet... Tout simplement au Centre des recherches du courrier de Libourne (Gironde), à une trentaine de kilomètres de Bordeaux. Dans la pièce « métalliques-photos ». Ce capharnaüm témoigne de la négligence des expéditeurs. Adresses illisibles ou emballages en papier craft trop peu solide pour des objets pesant parfois plusieurs kilos : le Centre des

recherches du courrier, établissement unique en France, centralise tous les objets « correspondance (lettres ou épaves) en mal de destination et tâche d'identifier leur provenance ou leur destination. C'est le seul centre postal français autorisé à ouvrir les lettres.



recherches du courrier, établissement unique en France, centralise tous les objets « correspondance (lettres ou épaves) en mal de destination et tâche d'identifier leur provenance ou leur destination. C'est le seul centre postal français autorisé à ouvrir les lettres.

Ce service a une longue histoire puisque une ordonnance royale du 12 janvier 1771 lui donna, déjà, l'autorisation d'ouvrir les lettres afin d'identifier le destinataire. Le 20 mars 1967, le service des rebuts, qui a plusieurs localisations, émigre à Libourne.

Chaque année, ce sont des millions de lettres, paquets, objets qui vont ainsi au rebut. Avec une pointe en janvier !

En 1986, quelque 1 350 000 objets divers sont attendus : 6 800 000 lettres, 83 000 lettres recommandées, 71 000 lettres imprimées, 310 000 lettres imprimées. A noter parmi les lettres ordinaires les 920 000 lettres pour défaut d'adressage. Le public ne s'habitue pas à la suppression de nombreuses franchises postales : Sécurité sociale, impôts... 50 % des lettres ordinaires et 75 % des lettres recommandées sont détruits par les rebuts non identifiés. Tous les rebuts non identifiés non réclamés sont détruits ou vendus par les Domaines passé un certain délai. Le centre fonctionne aujourd'hui avec environ quatre-vingt-dix personnes.

A l'étranger, de tels services existent, en Espagne à San-Sebastian, ou en RFA à Francfort, par exemple.

Réponses sur carte postale

Une autre mission, originale, caractéristique du Centre des recherches du courrier de Libourne : l'opération « Père Noël ».

Depuis de nombreuses années, les bureaux de poste reçoivent

en 1986. Les demandes émanant des écoles, surtout, qui devaient passer le barre des 10 000. Actuellement, le centre débordait de lettres et de déclarations postales.

Ce véritable phénomène... Les limites de nos... puisque le centre reçoit des lettres de RDA depuis qu'un journal du pays a évoqué l'opération « Père Noël » française, de Pologne, des Etats-Unis et des pays d'Afrique francophone.

Pour satisfaire à ces envois et résorber le retard accumulé dans les autres services du centre, le PTT recrutent une vingtaine d'agents pour une période de deux mois. Les frais de personnel représentent environ 180 000 F. Auxquels il faut ajouter le prix de revient de 27 centimes d'une carte et d'une enveloppe et le coût de l'acheminement. Et l'on obtient le prix que la poste est prête à mettre pour soigner son image de marque et faire des milliers d'heures.

L'opération « Père Noël » s'achève régulièrement le 24 décembre. Le courrier qui lui est adressé avant cette date a toutes les chances de recevoir une réponse.

Cette année, FR 3 et la poste collaborent avec le Père Noël par l'intermédiaire du minitel. Le Père Noël répond par carte postale aux lettres envoyées le 24 décembre. Les lettres FR 3. Les cent plus belles lettres papier ou télématiques seront récompensées.

D'autre part, une lettre par région sera tirée au sort, et les souhaits exprimés dans cette lettre seront exaucés le 24 décembre. Un facteur se transforme en Père Noël dans chaque région de France.

Entreprise réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes, 24, rue Chateaub, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-00.

Les mots croisés se trouvent dans « Le Monde » sans visa - page 24

LOTTO

2 14 18 23 31 38

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

PROGROSSE TENDU, DU DÉBUT DE LA

Education

Pause dans la réforme des écoles normales

Le projet de réforme de la scolarité dans les écoles normales d'instituteurs est touché à son tour par la « pause » gouvernementale. Dans une lettre adressée aux recteurs, jeudi 18 décembre, M. René Monory indique que « le plan actuel de formation [des instituteurs] ne sera pas remis en cause dans son économie générale » et annonce une prochaine consultation sur quelques « aménagements ».

Les professeurs d'écoles normales avaient fait grève contre un projet ministériel qui limitait leur intervention à la première année de scolarité, consacrée à l'enseignement théorique ; la seconde année, réservée à la formation pratique, leur échappait pour être confiée à des « instituteurs chevronnés » (le Monde du 17 décembre). Le ministre indique que la formation pratique « continuera à s'appuyer sur les réseaux

de formation existants et bénéficiera de l'intervention de maîtres qualifiés » ; il précise sa volonté de « maintenir une école normale dans chacun de nos départements ».

En revanche, M. Monory maintient la suppression de trois cents postes de professeurs d'écoles normales transférés à la rentrée 1987 dans l'enseignement secondaire, qui alimente aussi la grève dans ces établissements.

Selon le ministre, cette décision est la conséquence de la réduction de la durée de la scolarité en école normale décidée par son prédécesseur : la formation des instituteurs s'effectue désormais en quatre ans après le baccalauréat : deux années à l'université sanctionnées par un DEUG, puis, après un concours, deux années (au lieu de trois) en école normale.

Le calendrier scolaire 1987-1988

Le grand débat sur les rythmes scolaires engagé par M. Monory a finalement abouti. Le calendrier scolaire 1987-1988 revient à ce qui était cours l'an dernier. Les quelques aménagements prévus dans le projet annoncé le 22 octobre ont disparu. Les petites vacances de la Pentecôte qui devaient couper le troisième trimestre ont finalement été supprimées. Quant aux congés de la

Toussaint, ils commenceront un samedi soir et non un mardi, comme dans le projet initial. Le « calendrier Chevènement », en sept semaines de travail puis deux semaines de congés, a donc remplacé l'an prochain par un calendrier plus classique : vacances intermédiaires courtes, allongement des vacances d'été et retour aux trois zones (au lieu de deux).

	ZONE 1	ZONE 2	ZONE 3
Année	Paris, Créteil, Versailles.	Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Grenoble, Lille, Montpellier, Nancy-Metz, Nantes, Nice, Rennes.	Als-Moselle, Amiens, Besançon, Dijon, Limoges, Lyon, Orléans-Tours, Poitiers, Reims, Rouen, Strasbourg, Toulouse.
Année 1987		Mardi 8 septembre.	
Toussaint		De samedi 21 octobre au lundi 9 novembre.	
Noël		du samedi 19 décembre au lundi 4 janvier.	
Février	du jeudi 4 février au lundi 15 février.	du jeudi 11 février au lundi 22 février.	du jeudi 18 février au lundi 29 février.
Pâques	du samedi 26 mars au lundi 11 avril.		du samedi 1er avril au lundi 18 avril.
Été			Juillet 30 jours.

Les dates indiquées correspondent au jour de départ après la classe, et au jour de rentrée le matin.

MÉDECINE

Les recherches sur l'embryon humain Le gouvernement n'imposera pas le moratoire du Comité d'éthique

Le moratoire de trois ans souhaité par le Comité d'éthique concernant certaines recherches sur la procréation médicale (le Monde du 16 et 17 décembre) ne sera pas bien qu'appropris par le gouvernement, l'objet d'une réglementation particulière. C'est qu'a, en substance, expliqué M. Barzach, ministre délégué chargé de la santé et de la famille, le 18 décembre, à l'occasion

d'un dîner-débat sur « Filiation et procréation », organisé à Paris par l'Association générale du corps médical.

« Il s'agit de favoriser une prise de conscience collective et non d'autoriser ou d'interdire telle ou telle recherche », a déclaré M. Barzach, qui a par ailleurs rappelé l'urgence d'une loi sur l'agrément des centres publics ou privés de fécondation in vitro. « Ils sont plus d'une centaine en France. Certains ont des taux de succès importants, d'autres n'ont jamais eu de réussites en dépit de nombreuses tentatives. Les cinq... de centres seraient suffisants », a-t-elle déclaré.

Interrogé sur la conduite à tenir vis-à-vis des dons d'embryons, que l'équipe de l'hôpital Antoine-Bécère a programmés, M. Barzach a précisé qu'un groupe de travail avait été créé à la chancellerie sur ce sujet. Le Comité national d'éthique soutient pour sa part des avis d'urgence d'une intervention législative.

SCIENCES

L'expérience Hydra VII Huit plongeurs à la profondeur de 520 mètres

L'expérience de plongée profonde Hydra VII, qui avait commencé le 22 novembre à 0 heure dans les caissons de la société marseillaise Comex (le Monde du 23 novembre), s'est achevée le 18 décembre à 19 h 15. La phase de décompression a duré 379 heures et 15 minutes, soit près de 48 heures de moins qu'il n'avait été prévu. Rapports, en effet, que le mélange respiratoire oxygène-hydrogène-hélium est encore mal connu et qu'il était prudent d'envisager une décompression très lente.

An cours de l'expérience, les huit plongeurs (six de la Comex et deux du groupe d'intervention sous la mer de la marine nationale) ont séjourné 192 heures à 500 mètres (51 atmosphères) et son « descendant » six fois à la « profondeur » de 520 mètres. Ils ont expérimenté à vingt reprises avec succès des équipements nouveaux. Aucun n'a ressenti le syndrome nerveux des hautes pressions. En revanche, deux d'entre eux ont présenté quelques symptômes de narcose (ivresse des grandes profondeurs).

Hydra VII aura lieu probablement à l'automne prochain, en Méditerranée sans doute, à la profondeur de 500 mètres pour la vie en caisson et 510 ou 520 mètres pour les sorties en mer. Ainsi, sera réalisé un progrès important pour le travail offshore, dont la profondeur ne cesse d'augmenter.

Le « deuxième » virus du SIDA a été cloné

Une équipe de l'Institut Pasteur annonce dans le prochain numéro de l'hebdomadaire scientifique Nature qu'elle a réussi à cloner le HIV-2, un virus sévissant dans certains pays d'Afrique de l'Ouest qui serait responsable de l'apparition de certains cas de SIDA. Ce virus découvrant par l'équipe du professeur Montagnier serait proche de celui isolé chez le singe vert (STLV III) et éloigné du HIV-1, le virus auquel on attribue la plupart des cas de SIDA. Il semble que le HIV-2 commence actuellement à se diffuser en Europe.

● Seringues gratuites pour les toxicomanes en Grande-Bretagne. — Le ministre britannique de la Santé, M. Norman Fowler, a annoncé, le 18 décembre, au Parlement que les toxicomanes pourraient obtenir gratuitement des seringues neuves et stériles dans le cadre d'une campagne de lutte contre le SIDA.

LES DESI FRANCAI A L'ŒUV

DES N

Les Champenois

U

LES DESI FRANCAI A L'ŒUV

LES DESI FRANCAI A L'ŒUV

LES DESI FRANCAI A L'ŒUV

LES DESI FRANCAI A L'ŒUV

LES DESI FRANCAI A L'ŒUV

LES DESI FRANCAI A L'ŒUV

LES DESI FRANCAI A L'ŒUV

LES DESI FRANCAI A L'ŒUV

LES DESI FRANCAI A L'ŒUV

LES DESI FRANCAI A L'ŒUV

LES DESI FRANCAI A L'ŒUV

LES DESI FRANCAI A L'ŒUV

LES DESI FRANCAI A L'ŒUV

LES DESI FRANCAI A L'ŒUV

LES DESI FRANCAI A L'ŒUV

LES DESI FRANCAI A L'ŒUV

LES DESI FRANCAI A L'ŒUV

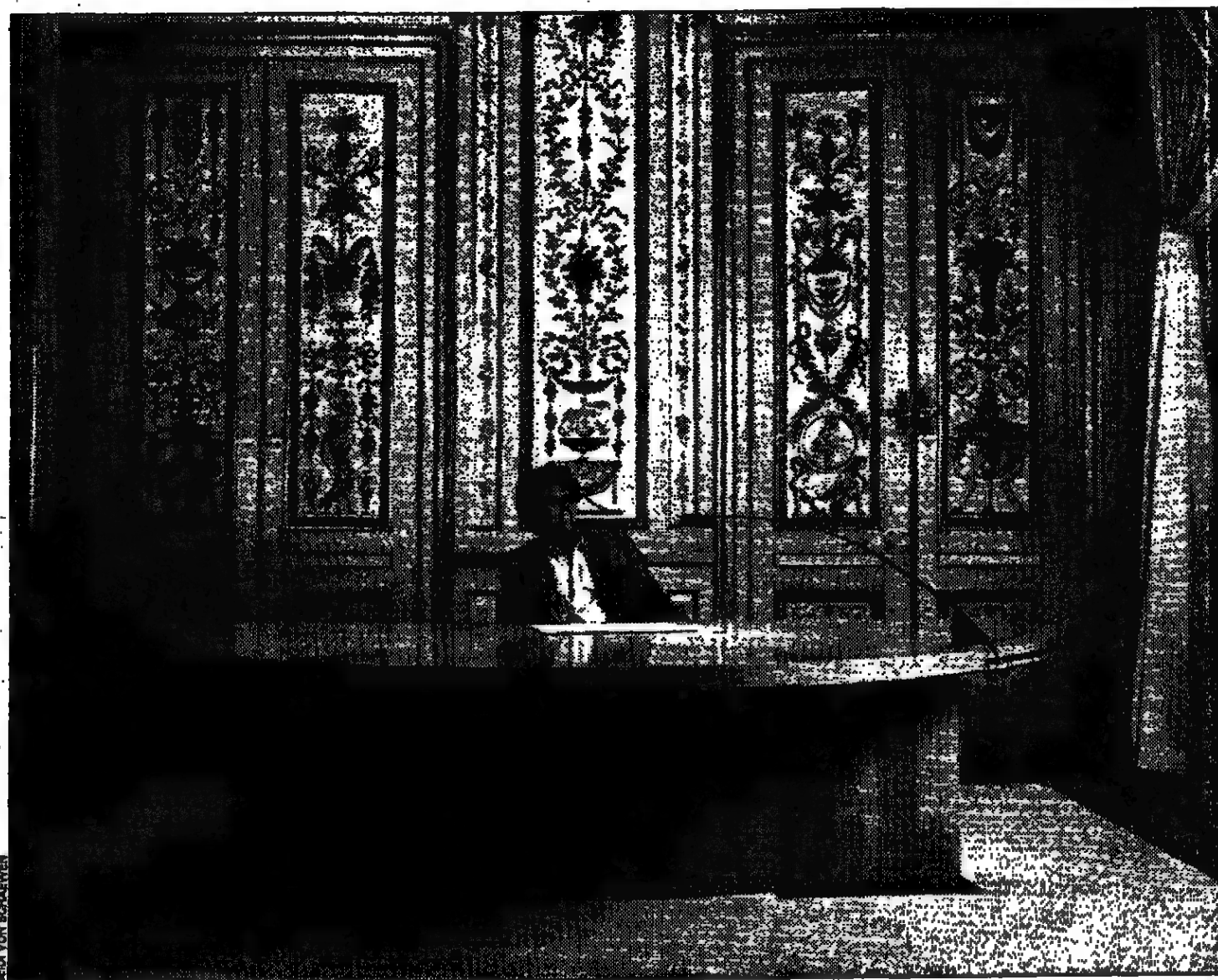
LES DESI FRANCAI A L'ŒUV

LES DESI FRANCAI A L'ŒUV

LES DESI FRANCAI A L'ŒUV

LES DESIGNERS FRANÇAIS A L'ŒUVRE

Longtemps tenu pour une discipline anglo-saxonne ou italienne, le design est-il en passe de devoir compter avec les créateurs français ? Quelques commandes d'Etat passées depuis 1983, notamment pour la présidence de la République ou le ministère de la culture, l'installation en 1985 d'une Ecole nationale supérieure de création industrielle sont les deux volets d'une politique dont on commence à percevoir les effets de manière tangible.



Le bureau en demi-lune commandé par Jack Lang à André Putman est aujourd'hui utilisé par le directeur de cabinet de François Léotard qui vient de faire livrer rue de Valois un meuble demandé à un autre concepteur. Ci-dessous, le fauteuil en métal ajouré dessiné pour l'Elysée par Ronald Cecil Sportes, siège qui va être fabriqué par une firme américaine.

DES MEUBLES ESTAMPILLÉS ÉLYSÉE

Par Michèle Champenois

Un canapé doré sous celui-là, une douzaine de fauteuils Empire, velours vert mouton, attendent en bas de l'escalier. Camions, hommes en bleu, manutentionnaires. Au creux du treizième arrondissement, là où les rues suivent le cours d'une Bièvre enfouie, derrière les Gobelins, le Mobilier national, lettres dorées sur le portique en ciment armé dessiné dans les années 30 par Auguste Perret. Mobilier national ? « Nous existons depuis toujours, depuis les Mérovingiens », dit modestement notre hôte, l'homme affable et effacé rompu depuis vingt-trois ans à l'art de faire habiter ceux qui nous gouvernent dans les palais de la République. Jean Coural, M. Bonheur du jour.

Murs immuables ou murs neufs. Le mobilier, lui, est par définition apte à répondre au désir de changement ou de confort, au souci de conformisme ou d'audace, de ces élus qui passent, de ces directeurs qui s'installent, de ces ambassadeurs qui s'entassent, de ces grands commis qui démissionnent. Principalement astreint à inventer, entretenir, restaurer, remplacer, entreposer, livrer, retrouver lampes, bureaux, armoires, tapisseries, objets rares et signés ou plus courants, ces trésors du royaume mis au service de la nation pour le prestige des institutions, le Mobilier national (ainsi que la manufacture des Gobelins qui en dépend) a depuis vingt ans participé — assez modestement et très ponctuellement — au mouvement de création contemporaine.

Les effectifs indiquent assez exactement la proportion : sur quelque quatre cent cinquante personnes, une centaine travaillent dans l'atelier de restauration ;

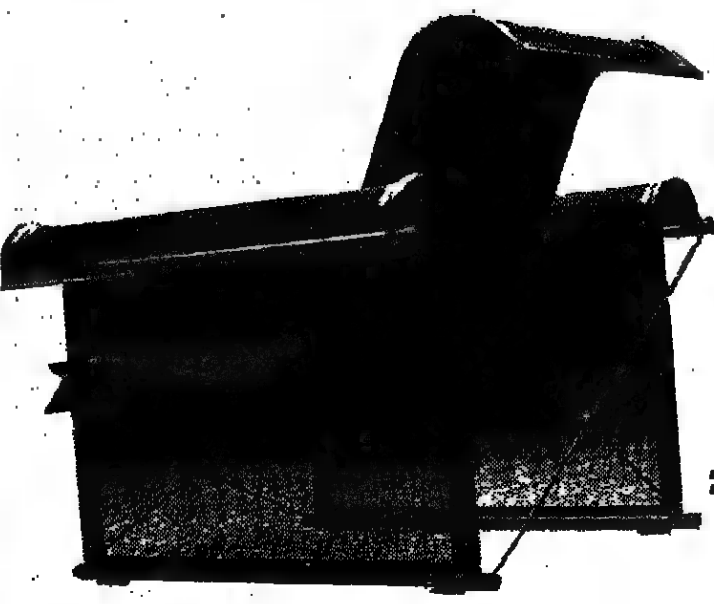
une dizaine dans celui qui est voué à la recherche et à la création. Une dizaine de techniciens capables de mettre au point les meubles prototypes, dessinés par des créateurs indépendants à l'occasion de concours ou de commandes passées à tel ou tel. Des artisans habiles qui travaillent le bois, le métal et même les matières plastiques sous les directives d'un artiste invité à mettre ses talents au service de l'Etat, pour la plus grande gloire de l'un ou de l'autre.

Bien rodé pour des commandes particulières et leur réalisation, ce bureau d'études un peu particulier n'a rien à voir ni avec l'édition ni avec l'industrialisation. Quelles suites ont pu avoir les initiatives spectaculaires prises par Georges Pompidou lorsqu'il fit aménager les salons de l'Elysée par Pierre Paulin, Agam, etc., dans les années 60 ? Quelles suites ont eues les commandes passées par M. Mitterrand pour les appartements privés en 1983 ?

« Je crois qu'il est bon que l'Etat s'engage dans une politique. Décider d'ouvrir un chantier est une excellente chose », dit Jean Coural. Mais ni Georges Pompidou ni M. Mitterrand ne se sont fait beaucoup d'illusions sur l'industrialisation ou la diffusion possibles de ces commandes. Des suites, il y en a eu dans la continuité de commandes passées par d'autres ministères. Quatre bureaux ont été demandés par Jack Lang ; puis il y a le chantier du ministère des finances, où le matériel de bureau a été fabriqué à la suite d'un concours international mais où deux designers (André Putman et Isabelle Hebe) sont chargés de concevoir les suites réservées aux ministres et aux secrétaires d'Etat.

Continuité ou caprice du goût ? Les fauteuils Empire stockés dans le hall des Gobelins viennent justement de la rue de Valois, du

ministère de la culture, où M. François Léotard vient de faire livrer un bureau dessiné par un certain Simon Bouchard, avec qui il avait déjà eu l'occasion de travailler. Le nouveau ministre ne voulait pas habiter dans le décor de son prédécesseur, et il a cédé à son directeur de cabinet la grande table de travail en demi-lune im-



posée par André Putman dans l'ancien bureau de Malraux. Quant à d'autres meubles arrivés rue de Valois avant mars 1986, ils ont été cédés à d'autres ministères ou sont restés au Mobilier national.

Mais l'alternance qui frappe le design et les designers ne leur est pas fatale. Loin de là. Et si l'Etat est bien en peine de devenir industriel et d'éduquer lui-même les créateurs qu'il a contribué à lancer, les designers les plus dynamiques se sont chargés eux-mêmes d'utiliser au mieux et de faire fructifier les fabuleuses cartes de visite qui leur ont été fournies.

« Toute l'affaire était montée pour que l'industrie française

s'en charge, le Mobilier national apportant un appui logistique à la mise au point des créations. Or, c'est l'étranger qui s'en empare », dit Ronald Cecil Sportes, le fauteuil en métal ajouré dessiné pour l'Elysée par Ronald Cecil Sportes, siège qui va être fabriqué par une firme américaine. « Nous sommes clients pendant

la République à l'Elysée, Jean-Michel Wilmette est, lui, son propre éditeur et n'a plus un instant de répit. Il était cette semaine au Japon pour créer une filiale, et ses japonais perdent pas une occasion de rappeler son étiquette « Elysée ». Le bureau qu'il a conçu pour l'ambassadeur de France à Washington a été vendu par Mobilier international (27 000 francs, environ). Il aménage la mairie de Nîmes pour un maire, Jean Bousquet, patron de Cacharel, qui mène sa municipalité comme une entreprise et estime que le souci pour une ville d'avoir une image moderne et élégante ne peut que plaire aux investisseurs.

Surtout, Jean-Michel Wilmette a eu l'idée de réaliser une idée qui lui tenait à cœur et qu'il avait étudiée à ses heures perdues avant de travailler pour l'Etat : il est en effet l'auteur de la toute première chaise de métal peinte noir, fine sur pattes, large d'assise, légère de ligne, mais lourde pour décourager les voleurs, et empilable pour faciliter le travail des gardiens, que l'on pouvait voir dans le jardin du Palais-Royal. Une nouveauté « classique » qui a fait moins de bruit que les colonnes de Buren.

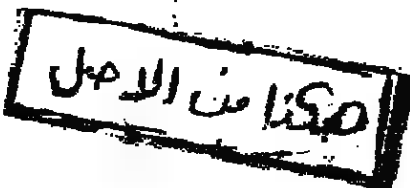
Rangées pour l'hiver (c'est la coutume), ces quarante chaises devront attendre le printemps prochain. Et l'on se demande au ministère de la culture si d'autres parcs appartenant à l'Etat, à Paris, pourraient en avoir envie ou si l'on fera appel à d'autres designers. Elle a en tout cas été portée dans le catalogue de l'Union générale acheteurs publics (l'UGAP), une centrale d'achats qui fournit les collectivités locales et les administrations. C'est le modèle « Palais-Royal » que le public peut se procurer dans le commerce à un prix qui pourra sembler élevé (autour de 1 600 F) et qui était moitié moindre pour le Mobilier national.

Se meubler comme l'Etat... Il y a plusieurs façons, plus ou moins onéreuses, de jouer ce nouveau jeu. On peut s'offrir le bureau de l'ambassadeur à Washington (de dimensions légèrement réduites) déjà cité, ou, toujours chez Mobilier international, les fauteuils de l'Elysée dessinés par Ronald Cecil Sportes ou le canapé de la même firme. On peut commander aux Trois Mousquetaires le meuble à ranger des livres que Philippe Starck a baptisé « le théâtre du monde » et qu'il a conçu d'un toit pointu. Avec le toit : 1 650 F.

La diffusion, l'industrialisation, les voilà. L'Etat a initié l'initiative de l'esprit d'entreprise des créateurs. Philippe Starck ne manque ni l'une ni l'autre. Déjà, il a franchi le porche de l'Elysée, et il a joué depuis dans les registres.

C'est le fauteuil dessiné pour la chambre de madame qui reçoit les consommateurs du café Costes, aux Halles, réhabilitation sobre, lumineuse, en brun, noir, ou dépoli, du grand café de l'ancienne. C'est le mobilier de bureau livré en même temps faubourg Saint-Honoré aux clients du grand distributeur de Roubaix qui offre depuis trois ans à ses fidèles une double série de meubles et de luminaires portant la griffe de Starck (six ans l'an prochain). Simple arrêt sur image d'une trajectoire qui l'a conduit à une nuit à Dallas (Texas), un hôtel à New-York (où André Putman a miné le sien, le Morgan's), et à ouvrir des chantiers au Japon ?

Du Mobilier national, qui a prêt ses fauteuils à la manufacture des artisans, au mobilier et au design internationaux, il est bien difficile de rendre à Jules qui est à César. Mais au moins l'Etat n'a-t-il pas ignoré une discipline où la France joue un rôle moins négligeable que naguère.



Toutes les commandes d'Etat ne vont pas à des étrangers. Ainsi, la nouvelle chaise des jardins du Palais-Royal a été dessinée par Jean-Michel Wilmotte, l'un des cinq créateurs invités en 1983 à travailler pour les appartements de l'Elysée.

que des groupes nationalisés s'affrontent la tête baissée devant des équipes, alors même que celles-ci travaillent à l'étranger sur des projets de même dimension. »

La ~~mode~~ est un paradoxe, selon le président de l'UFDI, ~~des~~ des cabinets de design français ont une notoriété internationale et ont implanté des filiales en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et au Japon. Mieux, même : après les modes scandinave, allemande et italienne, c'est aujourd'hui le style français qui a la meilleure cote, la « french touch » saluée ainsi par les Anglo-Saxons. Les exportations sont en constante progression et notre pays attire de plus en plus de jeunes graphistes, stylistes étrangers.

Si les designers italiens, qui ont créé leurs propres structures pour la fabrication ■ la diffusion de leurs produits, ■ maîtres dans les domaines du mobilier ■ de l'automobile, leurs concurrents français ont, en effet, étendu leur savoir-faire au-delà des articles de mode ■ de bijouterie. ■ Mainte-
nant, ■ Jean-Louis Barraud, nous sommes, par exemple, les premiers dans les arts de la table ■ dans ■ packaging. La grande

6 000 F, et que le métier est exercé par une majorité de « jeunes loups » de vingt-cinq à trente-cinq ans...

C'est pourquoi l'UFDI a lancé, avec le concours d'instances officielles, une étude nationale dont les résultats seront connus fin février 1987. Cette enquête doit surtout permettre d'apprécier le poids du design dans la vie économique française. L'UFDI risque une estimation nationale globale : les activités de design auraient une incidence sur 2.500 milliards de francs — deux — quatre-vingt-cinq mille emplois. « Par l'intermédiaire de notre étude, dit son président, on va prendre conscience de l'ampleur de l'interférence économique, entre le design et le public. »

L'« explosion » du design en France est, en effet, relativement récente : la profession n'a guère qu'un quart de siècle d'existence, ce qui explique à la fois des « erreurs de jeunesse », dans les rapports avec les pouvoirs publics et avec les entreprises industrielles et commerciales, et une maturité encore fragile. « On a mis du temps pour devenir adulte », concède Jean-Louis Barault, pour élaborer une stratégie et définir des objectifs. Aujourd'hui, l'UFEDI et les trois autres syndicats professionnels (1) tiennent le même discours : nous voulons être reconnus comme une profession compétente, apportant une plus-value aux entreprises. »

Or, le design n'est toujours pas considéré comme un terme générique de l'administration, qui en distingue les diverses activités, du graphisme à l'architecture intérieure, et la profession a trois ministères de tutelle (industrielles, recherche et culture), ce qui ne facilite pas une compréhension mutuelle. Ce qui complique aussi la répartition des crédits gouvernementaux : si les subventions industrielles (30 à 40 millions de francs) sont accordées par les chambres de commerce et d'industrie et par l'ANVAR (Agence nationale de valorisation de la recherche) sont bien distribuées aux designers (industriels, les aides ministérielles (60 à 70 millions de francs) sont en revanche éparpillées. Le président de l'UFDI estime qu'elles

sont beaucoup plus absorbées par des études et des voyages d'information coûteux que par les grands concours nationaux, qui sont, en général, chichement dotés.

Porte-parole

« L'innovation est notre credo, mais on sait combien il est difficile de faire bouger le gaulois », souligne Jean-Louis Baugot. D'où la nécessité de parler un langage économique commun avec les industriels, dont certains considèrent encore le designer comme un pur créatif, voire un aimable artiste... « Le designer est par principe pluridisciplinaire, pour le président de l'UFEDI. Les universités commencent à former des ingénieurs-designers. Bientôt des designers compétents en marketing sortiront d'écoles de commerce. ■ ■ ■ peut plus dire aujourd'hui ■ ■ ■ un chef d'entreprise ■ ■ ■ l'on va lui construire une superbe machine sans avoir des arguments économiques. Nous avons gagné la confiance de très nombreuses PME et PMI, qui ont réussi grâce aux services que nous leur avons rendus. »

Ce discours, Jean-Louis Barraud l'a encore tenu, récemment, devant les élèves de l'Ecole nationale supérieure de création industrielle (ENSCI), en les invitant d'abord à « savoir comment présenter un dossier », ■ semblerait que pour se présenter eux-mêmes, soit dans une agence de design, soit, plus tard, dans les grands concours nationaux...

Défense et exclusivité *pro domo* des designers français face à la concurrence étrangère, reconnaissance globale de la profession par les pouvoirs publics : ces deux principaux chevaux de bataille de l'UFDI, ce n'est pas le moins curieux qu'ils aient été acceptés de les enfoncer, mais un industriel, Paul Schmitt, du groupe Le Creuset, qui sera désormais la porte-parole de la profession. « Parce que nous le lui avons demandé et parce qu'il y croit, dit Jean-Louis Barraut. Et parce que seul un grand industriel peut réussir à convaincre ses pairs... »

MICHEL CASTANG.

(1) Il s'agit des syndicats nationaux des graphistes [REDACTED], des architectes d'intérieur (SNAI) et des stylistes industriels (SNSI).

UNE PROFESSION QUI GROGNE

Faiblement organisée, encore peu homogène, la profession de designer bataille pour être mieux reconnue et prend facilement la mouche quand des étrangers décrochent des contrats publics en France.

Le choix de Gas Aulenti, pour l'aménagement intérieur du musée d'Orsay, a dû grincer bien des dents chez les designers industriels français. Ni la personnalité ni le talent de l'architecte italien n'ont été contestés. Mais la nationalité qui s'est mécontentée : non française.

Et c'est pareil à Amsterdam, Milan ou ailleurs. Chez nous, c'est l'inverse qui prédomine, tout simplement parce que nos politiques ne sont pas snobistes à l'étranger. C'est pourquoi à Orsay une Italienne, la pyramide du Louvre ou Chinois américains, les architectes purs-

Jean-Louis Barnault, président de l'Union française des designers industriels (UFDI), a pris la tête d'une sorte de course pour qu'il "y'ait" des pouvoirs publics "n'acceptent plus de créateurs étrangers dans les grands concours nationaux", lors qu'il "vraie d'une œuvre engageant l'image de nos pays".

Xénophobie = Aller ~~à~~ présenter ~~un~~ dossier, dit-il, pour la rénovation ~~du~~ British Museum ! Ce n'est même pas la peine d'essayer : il ne sera ~~pas~~ examiné.

consommation est actuellement
le secteur industriel le plus sensi-
ble au design, et l'emballage
représente donc un enjeu écono-
mique considérable.

Une plus-value

De trois mille à cinq mille petites entreprises, employant de douze à trente mille personnes et un chiffre d'affaires annuel compris entre 3 et 9 millions, sans compter, bien entendu, les intérêts dans de grands groupes comme Renault, IBM ou Thomson : les statistiques relatives à la profession du design en France ne sont pas plus précises. Elles sous-évaluent peut-être la réalité, du moins pour ce qui concerne le chiffre d'affaires. On ne sait pas grand-chose non plus des rémunérations, mais que la « journée-designer » coûte entre 3 000 F et

BEAU COMME BOULLE

**L'école Boule fête son centenaire
et en profite pour montrer
que ses élèves savent dessiner
autre chose que des commodes.**

UNE colline inconnue, l'école Pour beaucoup, l'établissement de la rue Pierre-Bourdan, dans le douzième arrondissement de Paris, n'évoque que l'art de la manufacture : on y apprend à fabriquer des meubles de style, selon des conceptions héritées d'André-Charles Boulle (1642-1732), sous le règne de Louis XIV, et voilà tout.

Cette image de marque pas déplaisante mais vieillotte et très limitée, les directeurs successifs de l'école (1) n'avaient pas fait grand-chose, jusqu'à présent, pour la moderniser, pour l'adapter aux réalités de l'enseignement pratique. Il n'existait même pas, à ce jour, de documentation solide sur la vie pourtant séculaire de cette institution, et, du reste, celle qui a été enfin élaborée ne sera disponible que courant 1987.

Il aura donc fallu attendre que l'école Boullé fête cette année son centenaire pour que, à l'occasion de journées « portes ouvertes » et au travers d'expositions (2), le public découvre que l'établissement de la rue Pierre-Bourdan n'a pas seulement pour vocation de transmettre à ses élèves les finesses de la gravure ornementale ou les secrets de fabrication des bergères et des commodes en marqueterie. Pour

qu'il constate aussi que les techniques enseignées ont notablement évolué, il serait-ce que depuis les arrangements réalisés par «*les bouillottes*», les paquebots Normandie (1935) à France (1952) : on y utilise toujours et encore l'indestructible burin, mais ici comme ailleurs, l'information s'est installée, avec, notamment, une CAO (conception assistée par ordinateur) et un laboratoire d'automatismes.

«*A l'école Boule, on peut tout faire*», ne sans emphase, son proviseur, Pierre Gounand, en ajoutant toutefois : «*Tout, sauf la cristallerie et la porcelaine, encore que l'actuel directeur artistique de Bernardini, à Limoges, soit un ancien élève.*»

Rond, velouté, voix de stentor, Pierre Gourgand, cinquante et un ans, originaire de la Haute-Saône, n'est pas, contrairement à ce que ses collègues, issu d'un séral à l'école Boule : «... proviseur du lycée technique Châtenay-Malabry (Haute-de-Seine), il s'ensuit d'être nommé, en 1982, pour sortir, justement, l'établissement parisien d'un cocoon jugé trop corporatiste, sinon lucratif, et pour mettre en pratique une réforme de l'enseignement... appliqués qui a, du 1984, été mal... (graves en 1984) 1983. Dépen-

dant de l'éducation nationale pour ce qui a trait à l'enseignement, mais gérée de tout temps par la Ville de Paris, l'institution devrait, dès 1987, devenir une école d'État. Du moins en est-il fortement question.

Conservatoire et laboratoire

Pour l'heure, Pierre Gournaud préfère être plus disert sur le travail effectué qu'il a vu. De nombreux artistes professionnels donnent seulement un bon aperçu des multiples activités qui y ont cours. Une véritable fourmilière, l'École Boule : de six cent quatre-vingts élèves (moitié parisiens, moitié provinciaux), dont une centaine de moins de vingt-dix-huit ans, professeurs permanents, dont une quinzaine pour l'enseignement général, d'immenses ateliers. Plus de mille cent candidats, chaque année, pour moins de cent places. Une école de formations multiples, dont sept BTS : pour prendre l'exemple extrême du parcours idéal — le plus long, aussi, — le titulaire d'un simple CAP peut, après neuf ans d'études, décrocher un diplôme supérieur des arts appli-

Vendre des idées

Des cadeaux Bonux au baillon en or de Platin, tout ou presque peut effectivement sortir des ateliers de la rue Pierre-Bourdon. De superbes pièces sont ou ont été exposées lors des fêtes du centenaire, comme ce luxueux cabinet avec abattant en ébène de Macassar et rideau en citronnier, ou comme cette somptueuse cave à vins à température, en poirier marqueté, découpé en chevrons et contre-portes, pour laquelle un négociant particulièrement connaisseur a offert la somme de 90.000 F. Et c'était son premier orbi...

Mais Boule est une école, pas une entreprise, et, sauf à de rares exceptions près — il y a eu quelques abus dans le passé, — elle n'est pas autorisée à vendre et elle n'est pas équipée pour fabriquer des objets en série.

En revanche, elle peut réaliser des opérations ponctuelles : elle a tenu rîes en main, un chalet-ski

Chicag. **■** logée dans un bâtiment neuf de quatre étages. « Un cadeau de 5 millions de francs », lit-on dans une notice officielle de l'école.

Dix mille bouillistes sont aujourd'hui en activité : architectes, architectes d'intérieur, stylistes, graveurs, ébénistes, etc., designers industriels, créateurs de bijoux, monteurs de magasins et de bureaux... etc. L'AEEB, qui en regroupe un millier, se montre particulièrement efficace : c'est elle qui a pris en charge le placement des élèves, en instituant une véritable Bourse de l'offre et de l'emploi. Pratiquement pas de chômage à redouter, et, du reste, un nouveau diplôme a été créé cette année : le DMA (diplôme de métier d'art), niveau 3, avec deux branches, « décors et mobiliers » et « ornements et objets ». « Bouille, souligne Pierre Gounand, n'est plus l'école

du vieux meuble. **«** maintenant l'école de l'art de l'habitat. »

M. le Proviseur est un directeur d'école très optimiste : « Le vingt et unième siècle, dit-il, sera d'abord celui de l'informatique, naturellement. Mais en deuxième position viendront les arts appliqués. Parce que l'avis esthétique des femmes prendra de plus en plus d'importance, pour le moindre achat. Parce que le Beau, avec un grand « B », descendra chaque jour un peu plus dans le quotidien. »

M. C.

► Ecole Boule, 9, rue Pierre-Bourdan, 75012 Paris. Tél.: (1) 43-46-67-34.

(1) L'Ecole municipale d'enseignement, fondée en 1836 par la Ville de Paris, a pris le nom d'école Bouffier en 1931. D'abord installée face à la caserne de Reaullé, elle a intégré ses locaux actuels — dont une ancienne prison du docteur Chabrous — en 1896 et a été inaugurée l'année suivante par le président Félix Faure. Jusqu'en 1918 elle a été dirigée par un conseil de fabrique, composé des patrons du douzième arrondissement et d'un élu municipal. En 1918 a été nommé son premier directeur, Paul Fréchet, qui est resté en poste pendant une quinzaine d'années. Pierre Gonnard est le septième directeur de l'école (il est le seul, avec Paul Fréchet, à ne pas être un ancien élève de l'établissement).

(2) Trois expositions ont été organisées : à l'école même, à la chapelle de Sorbonne et à la mairie de Paris. L'exposition, intitulée « Boullée : 60 ans de création » et aménagée dans le salon d'accueil de l'Hôtel de Ville, est ouverte jusqu'au 15 janvier 1988. D'autre part, deux ouvrages paraîtront courant 1987 : un annuaire professionnel des anciens élèves et le Livre du centenaire.

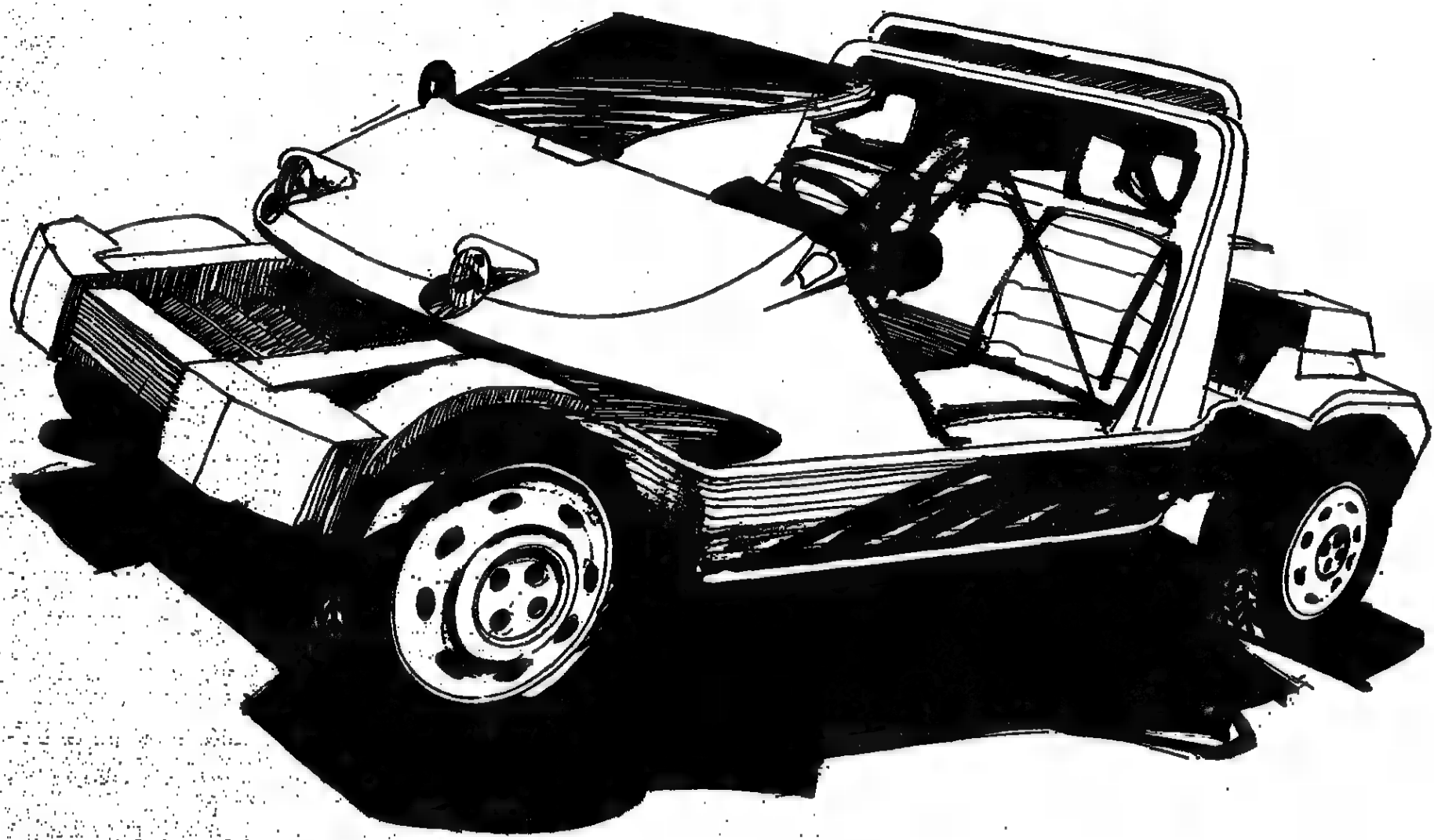
REPÈRES

1. 1940-1941
 2. 1942-1943
 3. 1944-1945
 4. 1946-1947
 5. 1948-1949
 6. 1950-1951
 7. 1952-1953
 8. 1954-1955
 9. 1956-1957
 10. 1958-1959
 11. 1960-1961
 12. 1962-1963
 13. 1964-1965
 14. 1966-1967
 15. 1968-1969
 16. 1970-1971
 17. 1972-1973
 18. 1974-1975
 19. 1976-1977
 20. 1978-1979
 21. 1980-1981
 22. 1982-1983
 23. 1984-1985
 24. 1986-1987
 25. 1988-1989
 26. 1990-1991
 27. 1992-1993
 28. 1994-1995
 29. 1996-1997
 30. 1998-1999
 31. 2000-2001
 32. 2002-2003
 33. 2004-2005
 34. 2006-2007
 35. 2008-2009
 36. 2010-2011
 37. 2012-2013
 38. 2014-2015
 39. 2016-2017
 40. 2018-2019
 41. 2020-2021
 42. 2022-2023
 43. 2024-2025
 44. 2026-2027
 45. 2028-2029
 46. 2030-2031
 47. 2032-2033
 48. 2034-2035
 49. 2036-2037
 50. 2038-2039
 51. 2040-2041
 52. 2042-2043
 53. 2044-2045
 54. 2046-2047
 55. 2048-2049
 56. 2050-2051
 57. 2052-2053
 58. 2054-2055
 59. 2056-2057
 60. 2058-2059
 61. 2060-2061
 62. 2062-2063
 63. 2064-2065
 64. 2066-2067
 65. 2068-2069
 66. 2070-2071
 67. 2072-2073
 68. 2074-2075
 69. 2076-2077
 70. 2078-2079
 71. 2080-2081
 72. 2082-2083
 73. 2084-2085
 74. 2086-2087
 75. 2088-2089
 76. 2090-2091
 77. 2092-2093
 78. 2094-2095
 79. 2096-2097
 80. 2098-2099
 81. 2100-2101
 82. 2102-2103
 83. 2104-2105
 84. 2106-2107
 85. 2108-2109
 86. 2110-2111
 87. 2112-2113
 88. 2114-2115
 89. 2116-2117
 90. 2118-2119
 91. 2120-2121
 92. 2122-2123
 93. 2124-2125
 94. 2126-2127
 95. 2128-2129
 96. 2130-2131
 97. 2132-2133
 98. 2134-2135
 99. 2136-2137
 100. 2138-2139
 101. 2140-2141
 102. 2142-2143
 103. 2144-2145
 104. 2146-2147
 105. 2148-2149
 106. 2150-2151
 107. 2152-2153
 108. 2154-2155
 109. 2156-2157
 110. 2158-2159
 111. 2160-2161
 112. 2162-2163
 113. 2164-2165
 114. 2166-2167
 115. 2168-2169
 116. 2170-2171
 117. 2172-2173
 118. 2174-2175
 119. 2176-2177
 120. 2178-2179
 121. 2180-2181
 122. 2182-2183
 123. 2184-2185
 124. 2186-2187
 125. 2188-2189
 126. 2190-2191
 127. 2192-2193
 128. 2194-2195
 129. 2196-2197
 130. 2198-2199
 131. 2200-2201
 132. 2202-2203
 133. 2204-2205
 134. 2206-2207
 135. 2208-2209
 136. 2210-2211
 137. 2212-2213
 138. 2214-2215
 139. 2216-2217
 140. 2218-2219
 141. 2220-2221
 142. 2222-2223
 143. 2224-2225
 144. 2226-2227
 145. 2228-2229
 146. 2230-2231
 147. 2232-2233
 148. 2234-2235
 149. 2236-2237
 150. 2238-2239
 151. 2240-2241
 152. 2242-2243
 153. 2244-2245
 154. 2246-2247
 155. 2248-2249
 156. 2250-2251
 157. 2252-2253
 158. 2254-2255
 159. 2256-2257
 160. 2258-2259
 161. 2260-2261
 162. 2262-2263
 163. 2264-2265
 164. 2266-2267
 165. 2268-2269
 166. 2270-2271
 167. 2272-2273
 168. 2274-2275
 169. 2276-2277
 170. 2278-2279
 171. 2280-2281
 172. 2282-2283
 173. 2284-2285
 174. 2286-2287
 175. 2288-2289

l'enquête

LE NAVIRE-ÉCOLE DE LA RUE SAINT-SABIN

Ouverte depuis trois ans, l'École nationale de la rue Saint-Sabin, à Paris, fait travailler ses élèves pour l'industrie. En vraie grandeur.



UNE lampe halogène, présentée au prochain Salon du luminaire de janvier 1987, en plateau-repos, avec son service-accès, un dispositif de survoltage à déclenchement automatique, un fauteuil équipé d'un minitel : ce sont là quelques-unes des nouveautés de design, primées à des concours en 1983 et 1986, conçues et réalisées par des élèves de l'École nationale supérieure de création industrielle (ENSCI), encore appelée « Les Ateliers ».

Idees, projets, ambitions, c'est ce qui manque le moins dans le fourmillement des quatre unités de création (légèreté, gestion du temps, production, prospective), des cinq ateliers (mécanique, bois, plastiques, textile,

maquettes) et des trois studios (documentation, communication, photo) de l'établissement de la rue Saint-Sabin (Paris XI), dirigé depuis janvier 1985 par Anne-Marie Boutin, déjà présidente de l'Agence pour la promotion de la création industrielle (APCI), installée dans les mêmes locaux.

Une poussette pour enfants au musée de La Villette

Tout paraît original dans cette école née à l'automne 1982, à commencer par son statut : l'ENSCI est, en effet, le seul établissement public d'enseignement supérieur à être aussi un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC). Cette disposition, prise par décret du 26 octobre 1984, après une longue hésitation du ministère de l'économie et des finances — une grave crise a secoué « Les Ateliers » dès leurs débuts, entraînant un changement de direction (1), — fait de l'ENSCI une véritable école-entreprise. L'établissement de la rue Saint-Sabin peut passer des contrats et des conventions, déposer des modèles et des brevets, être propriétaire de ce qu'elle achète. Un exemple parmi cent : une poussette pour enfants, armature en fil d'acier aux formes arrondies, a été dessinée par cinq élèves, fabriquée par la société Caddie et achetée, en cinquante exemplaires, par le musée de La Villette (2).

« Le statut d'EPIC est très intéressant, dit Anne-Marie Boutin, mais dans la pratique nous sommes supervisés par un contrôleur d'Etat et, en fait, la direction du budget dit son mot sur tout. » A tel point que l'ENSCI a bien failli disparaître cet été, dans le cadre de la réduction des dépenses publiques : en juillet, elle était assésée par la Rue de Rivoli ; en août, elle était ressuscitée par l'hôtel Matignon, avec le soutien de grandes entreprises (IBM-France, Airbus-Industrie, Peugeot, Thomson, Darnat, Merlin-Gérin, etc.) et du Syndicat national des PMI, satisfaits de son fonctionnement.

Certes, l'ENSCI est subventionnée par ses deux ministères de tutelle (culture : 12 millions de francs pour 1987 ; industrie : 6 millions de francs). Mais, si son nouveau statut lui fait obligation de s'autofinancer en partie — elle



perçu, cette année, 1 million de francs au titre de la formation permanente, qu'elle dispense à des gens du métier, et 2,8 millions de francs en contrats et en prestations de services, — elle ne peut pas non plus trop se lancer dans le « commercial », au détriment de sa mission pédagogique.

Unités de création — où l'on apprend concrètement comment élaborer un projet, — ateliers et studios forment l'ossature de l'école. Mais l'ENSCI est aussi équipée d'un centre de conception assistée par ordinateur (CAO). Dotée d'un matériel informatique haut de gamme, la CAO est un outil de conception de maquettes et de produits « transformables » à la demande. Le studio de documentation édite, lui, un magazine télématique, *Inout*, réalisé par les élèves et consultable sur minitel, à destination des designers et des industriels. Une façon parmi d'autres d'intéresser de futurs employeurs. L'ENSCI souhaite, comme le souligne Anne-Marie Boutin, « développer de plus en plus les relations avec les industriels, et notamment avec les PMI ».

De dix-sept

à quarante-cinq ans.

Originalité encore : l'établissement parisien est doublement ouvert. Matériellement, d'abord : trois cent soixante-cinq jours par an et vingt-quatre heures sur vingt-quatre, le gardiennage est assuré. « On peut y passer des nuits, dit un élève, si l'on a une « charette », c'est-à-dire un travail urgent à terminer, comme cela a été le cas pour l'exposition (3). » Pédagogiquement,

l'ENSCI accueille deux fois par an (janvier et juillet), sur dossier et sur tests, quatre catégories d'élèves : des bacheliers (qui y feront cinq ans d'études), des diplômés du premier cycle (trois ans), du second ou d'une école spécialisée (deux ans) et des professionnels ayant au moins cinq ans d'expérience.

Il n'y a donc pas de limite d'âge, et les cent cinquante élèves (dont 30 % de filles) qui travaillent actuellement ont de dix-sept à quarante-cinq ans. « J'ai pu ainsi reprendre des études à l'âge de quarante ans, explique Jean-Jacques Coste, l'un des deux délégués des élèves. Originelle de la Côte d'Azur, où j'avais monté une petite société de planches à voile, j'ai appris par hasard, comme beaucoup d'entre nous, l'existence des « Ateliers ». Je suis venu chercher ici une marche à suivre pour la création d'objets professionnels. » L'ENSCI facilite par le fait que la trentaine d'enseignants de l'ENSCI sont presque tous des professionnels du design.

Originalité toujours : le cursus de chaque étudiant est personnalisé. Un planning individuel détermine ses activités (projets, modules d'enseignement, ateliers et studios prioritaires, etc.) au début de chaque semestre. L'élève dispose d'un document d'« auto-évaluation », qu'il remplit avec l'aide de son tuteur d'unité. Ce document est examiné, chaque fin de semestre, par une commission interne, qui a un rôle de suivi et d'orientation. Le diplôme est délivré par un jury de cinq membres (dont une person-

nalité extérieure), d'après, notamment, des évaluations semestrielles et la soutenance d'un travail de fin d'études.

S'ouvrant alors les portes (agences de design, bureaux de grandes entreprises) d'une profession qui ne souffre pas du chômage et où l'on gagne, pense Jean-Jacques Coste, « moins qu'un publicitaire, mais plus qu'un architecte ».

Les Ateliers/Ecole nationale supérieure de création industrielle, 28, rue Saint-Sabin, 75011 Paris. Tél. : (1) 43-38-08-09.

(1) Lire l'article d'Henri Schmitt dans le Monde du 11 juillet 1984.
(2) La moitié des royalties perçues par l'ENSCI sont reversées à un « fonds de développement et de solidarité », dont le budget est géré en commun par la direction et le très dynamique bureau des élèves — actuellement présidé par Jean-François Arnold, — qui anime de multiples activités (sports, fêtes, concours internes, réunions avec des écoles de commerce, etc.).
(3) Le Centre national des arts plastiques (CNAP), 27, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, abrite, jusqu'au 15 janvier 1987, une exposition-informative de l'ENSCI.

MARC BERTHIER GRAND PRIX

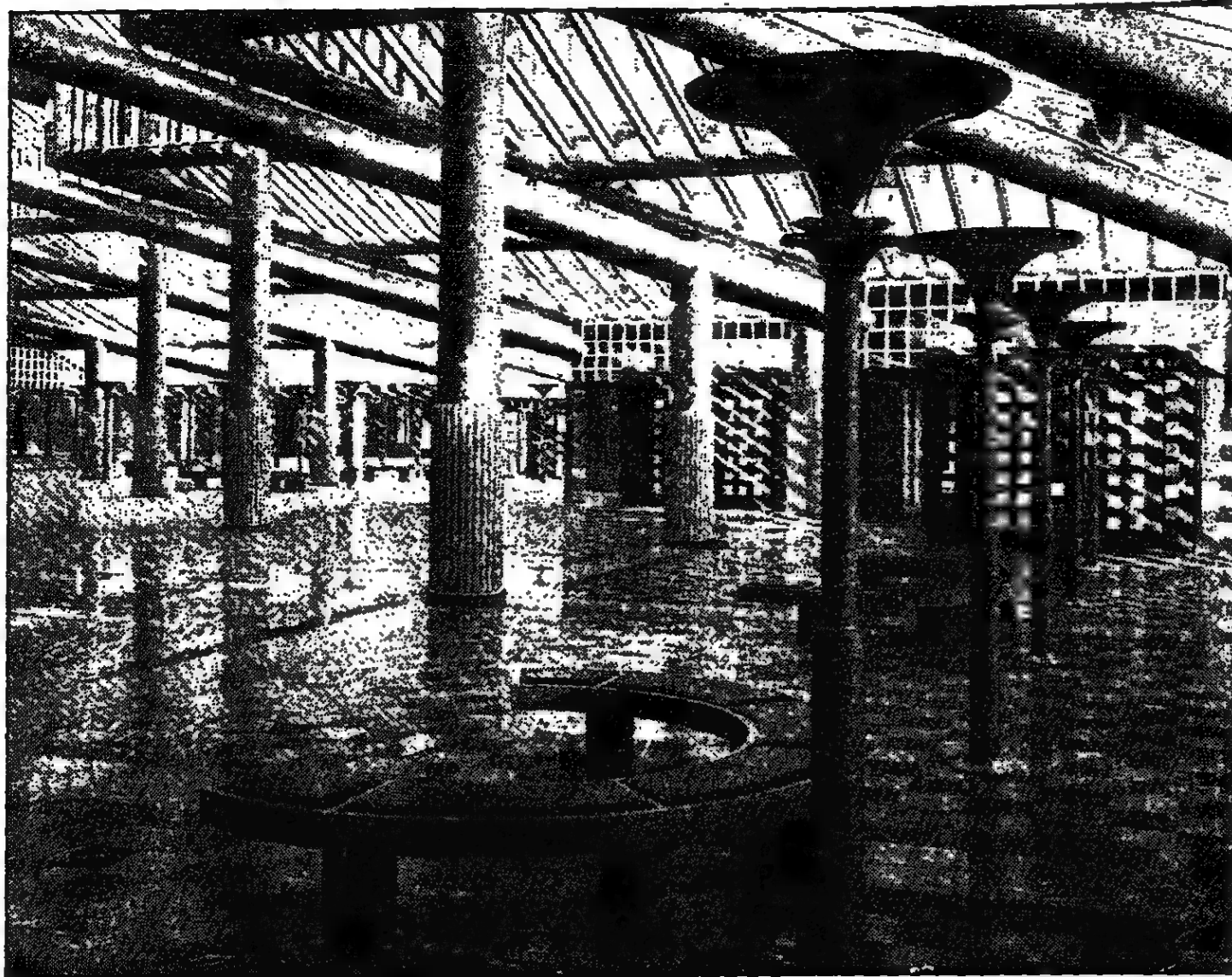
Le Grand Prix national de la création industrielle sera remis en janvier prochain au designer français Marc Berthier, né à Paris en 1935. Après Roger Tallon, élu en 1985, connu du public pour ses créations de la SNCF, un jury de professionnels réunit autour de M. Dominique Bozo, délégué aux arts plastiques, a distingué, au troisième tour d'un ballot qui l'opposait à Sylvain Dubuisson et Philippe Starck, un professionnel aguerri dont la carrière résume bien les embarras d'une profession longtemps méprisée en France. Après un début de carrière brillant aux Galeries Lafayette où il créa, en 1966, le premier poste de designer dans un grand magasin français, Marc Berthier devra vite chercher ailleurs, et surtout en Italie, les partenaires susceptibles de l'aider. Il réalise ainsi pour Magliola Italerredo, depuis le début des années 70, de nombreuses lignes de mobilier. En France, on le connaît surtout pour sa collection Ozoo (1967-1972), mobilier de fibre et de verre et polyester, la ligne Twentytube, dessinée en 1973 pour Roche et Bobois — une

chambre d'enfant complète en tubes laqués et toile écorue — ou encore un projet de mobilier scolaire « multifonctionnel » réalisé en 1974 avec Daniel Pigeon pour un concours du Centre de création industrielle (CCI), d'abord désigné lauréat puis rétrogradé pour laisser la place à la toute-puissante UGAP, acheteur de l'éducation nationale. Knoll International fait appel à Marc Berthier à la fin des années 70 et lui permet de créer une série d'objets qui font appel à des matériaux ultra-légers, dans la foulée des recherches menées dans le secteur de l'espace, et lui permettant d'aller au bout de sa quête : une œuvre qui tend à toujours plus de légèreté et de simplicité.

Marc Berthier est aujourd'hui enseignant à l'Ecole nationale supérieure de la création industrielle, les Ateliers, et poursuit parallèlement sa carrière de designer. Ainsi dessine-t-il ces jours-ci une console d'ordinateur pour Magis et est-il chargé par les Galeries Lafayette de l'aménagement de l'étage de la mode.

O. S.

صباح من الامل



Une forêt de colonnes trapues et de poutres robustes, à la façon d'une charpente de temple japonais, qui tient l'immense verrière-rivière de lumière du hall de l'hôpital, se retrouve, plus légère et plus discrète, dans le salon de musique de René Schoonbrodt. Ainsi les pièces des logements de Hors-Château sont-elles distribuées autour du fil de l'escalier, qui ménage une couloir circulaire et offre, dans un encombrement minimal, une impression d'ampleur.

ARCHITECTURE DE HAUTE DÉFINITION

En architecture, il y a parfois loin du dessin au chantier. Dans l'œuvre de Charles Vandenhove, l'un comme l'autre sont exécutés avec rigueur et un soin soeurculé du détail. Exposé à Paris en 1985, l'architecte belge y revient avec une commande à Montmartre.

PARIS, plus accueillante qu'il n'y paraît, a vu dernièrement ouverte à l'architecture depuis quelques années, vient d'offrir un terrain de la rue des Abbesses, au pied des pentes de Montmartre, à Charles Vandenhove, architecte liégeois. Le travail présenté par l'Institut français d'architecture à Paris en 1985, exposé actuellement (jusqu'au 31 janvier) à Bruxelles, à la nouvelle Fondation pour l'architecture.

De jeunes architectes français, des vedettes internationales, ont l'occasion de ces derniers temps de construire des logements à Paris, notamment pour la Fondation de la Ville de Paris qui, sous la direction de Michel Lombardini, a voulu sortir des routines de la médiocrité et donner leur chance aux artistes de la construction. Le résultat est inégal mais l'intention est affirmée. Conscient du risque qu'il y avait à se laisser emporter par le mode, une architecture de formes mignardes et de fioritures de style, mais, les responsables de la RIVP ont relevé la barre de leurs exigences.

Cette fois, c'est Charles Vandenhove, homme d'œuvre distingué, le contraire d'une vedette, qui a choisi un terrain difficile, un programme complexe (logements, salle polyvalente qui sera la noble façade d'un petit théâtre et l'utilisation d'une salle des fêtes de quartier), programme mêlant le public et le privé, l'intime et le solennel qui a les préoccupations de cet humaniste. Son expérience, sa rigueur, sa sensibilité exigent d'un travail bien fait, d'une fin de travail parfaite, vont avoir à s'exercer dans le tissu parisien, en harmonie avec un quartier à fastes particuliers, en son urbanité. Le projet a été présenté aux élus au maire du dix-huitième arrondissement, M. Alain Juppé, qui l'ont approuvé. J'ai vu une telle précision du dessin, la définition de la recherche, à un stade si précoce des études, dit Michel Lombardini, qui soutient que les étrangers, italiens ou belges, qu'il fait travailler, lui en donnent plus que les Français pour les mêmes honoraires.

Qui est Charles Vandenhove? A Liège où se termine le chantier d'un hôpital commencé il y a quelques années (au gré des possibilités budgétaires de l'université) et à Bruxelles où l'on vient de rouvrir le Théâtre de la Monnaie, restauré, rénové et construit avec sa participation, on peut rencontrer, à pied d'œuvre, l'architecte ami des artistes, qui, depuis toujours, aime à travailler.

« Un hôpital, c'est une cathédrale; cela concerne tout le monde. Je crois à l'accueil. Je crois à l'architecture. » Prononcé dans le hall de l'hôpital du Sart Tilman, sur le campus universitaire de Liège, cette profession de foi est illustrée par le lieu, comme elle le sera tout à l'heure dans le vestibule de la Monnaie, où le carrelage noir et blanc des murs par lui-même, le plafond vitré, coloré, allègre, de Sam Francis, accueillent un public plutôt ravi, qui retrouve son Opéra rajeuni, rafraîchi, vivifié. La surprise est plus violente, plus inattendue aussi, dans le salon royal, où le marbre et les lignes de Buren (qui travaille depuis toujours avec Vandenhove) prolongent du mur aux murs, même matière, même couleur (un marbre gris très clair), tandis que des portes lourdes, cloisonnées en carrés, comme un coffre-fort vu de l'intérieur, vous enferment dans ce précieux espace, deux pièces à l'antique qui jouent avec quelques fils de cuivre et redonnent un air de fantaisie exquise, de raffinement parfaitement maîtrisé à cet exercice de style.

« Je suis convaincu que le travail des plasticiens s'inscrive dans le mien, dit Charles Vandenhove, et que l'un ne puisse se passer de l'autre. » Depuis vingt ans, il fait en sorte que cela soit vrai. De Liège à Bruxelles et de Liège à Paris, solitaire mais pas isolé, ardemment casanier mais ouvert aux idées du monde.

Liège, ville minuscule par la gentillesse d'un urbanisme de plaies et chaussées, ville pourfendue par une brasse d'autoroutes qui est un ravin au pied du palais des princes-évêques, le privant brutalement d'un écrin de demeures Renaissance et de places fréquentables. C'est là

vit, travaille, habite et construit Charles Vandenhove.

Si l'apparence formelle de son œuvre change considérablement sur trente ans, ce mouvement ne relève pas des caprices de la mode mais d'une assimilation personnelle de l'évolution générale et des progrès d'une pensée artistique. « J'essaie d'être au diapason du temps qui passe. Moi qui suis si vieux et si vide de la vie... », dit l'architecte, élevé dans l'enseignement des maîtres du Bauhaus, et qui a lui-même construit jusque dans les années 60, notamment pour l'Université, dans l'esprit strictement moderne.

Tandis que de plus jeunes plaquent des chapiteaux corinthiens sur leurs façades de ciment grêle comme d'autres se teignent les cheveux en vert, les dessins, les projets et les constructions de Vandenhove se sont progressivement enrichis d'un appareillage décoratif de plus en plus sophistiqué. Colonnades, pilastres, frontons, corniches, ornent ses derniers « cartons » mais le décor n'est jamais plaqué. Il est pris dans la masse, et le mouvement qui l'inspire ne s'encombre pas d'inspiration ne s'arrête pas à mi-chemin et conduit aussi la main qui imagine des volumes intérieurs, des espaces habitables, indissociables.

Idealiser toujours

Est-ce à l'architecte d'idealiser? Il ne le peut pas, car il a reçu en pratique que Vandenhove tient de savoir s'en tenir à des plans clairs et lisibles, des espaces qui s'organisent et s'ajustent, sans mesquinerie? L'architecte ne renie d'ailleurs rien, et s'il s'est détaché du Bauhaus et d'un Mies Van der Rohe toujours bien réalisés, c'est justement parce que les concepts modernes lui semblent « à la limite impossibles à traduire parfaitement dans la réalité ». Architecture pratique, doctrinale, théorique.

A l'instar de la nouvelle génération et dans la lignée des agglomérations, Vandenhove affirme : « Nous ne pouvons faire fi de ce qui nous a précédés » et avoue une prédilection pour la Renaissance et un attachement idéalisé à la maison de son père à la campagne. Mais, pour nous, maison dont on retrouverait sans doute les volumes simples, les lignes claires, celles qu'il a construites dans la région, grands abris à toit coquille débordant, rectangles confortables qui appellent la lumière et se protègent de l'excès.

Armé du « parti pris de respecter énormément ce qui existe », Vandenhove affirme : « On ne peut que réparer, améliorer la

vie. » Ce réaliste (« il me faut un client avec une volonté forte ») ne déclare idéaliste : « J'essaie tous les jours d'idealiser les choses, de les rendre plus belles qu'elles ne sont. Ou de les faire plus belles qu'elles ne sont. »

Réparer, améliorer, respecter. Cette morale d'architecte n'est ni restrictive ni timorée, comme on témoignait deux réalisations récentes au sein de la ville menant à l'agence de l'architecture installée dans l'hôtel Torrenius (1565) sur le front dégagé de la vieille cité qui domine dramatiquement ce carrefour d'autoroutes. Muette à l'extérieur, la restauration de l'hôtel Torrenius laisse libre cours à l'intérieur à une création à laquelle ont participé des artistes comme Buren et Olivier Debré, qui, s'emparant des plafonds ou des lambris, ont pris les parois comme chevalets.

Le jeu du miroir, la relation entre l'ancien et le neuf, s'extériorise plus nettement quand l'architecture reconstruit le quartier d'Anvers de l'ancien et crée, face à des maisons ratées avec soins, quelques dizaines de logements nouveaux, sans heurt, mais sans timidité. Les murs qu'il affectionne, les colonnes qui marquent les seuils, entrées et issues, les porches abrités, le tout sous une voûte peuplée de fils de béton délicatement camouflés dialoguent avec cette cour de béguinage, ce salon d'extérieur aux dimensions modestes. Mais cette

architecture n'est pas un décor plaqué, au théâtre de faux-moyens. Elle est aussi à l'intérieur.

« Il faut plus essayer de loger l'innombrable. Car si jamais on se trompe, on se trompe fort. Et comme on se trompe toujours... » Ce homme mesuré juge sévèrement ceux de ses confrères qui, dans l'habitat social, donnent du « décor » alors qu'ils n'édifient que des « carcasses ». Rien de commun entre les colonnes et les pilastres monumentaux de ceux qui cessent les logements comme ils peuvent derrière des façades toujours plus rustiques, et celles d'un Vandenhove qui estime que « trente logements c'est déjà difficile à faire, avec les normes, et en ne sachant pas qui va les habiter ».

Qui va habiter? Si Vandenhove sait ordonner un lieu public, magnifier une entrée, un porche, une façade, et même créer un pur monument comme ces portiques néoclassiques qui abriteront un jardin de sculptures à Anvers, ce n'est jamais au détriment du domestique. Qui va habiter? Il le sait quant il construit pour René Schoonbrodt, musicien et chef d'orchestre, pour le peintre Léon Wuidar, ou pour lui-même, ces maisons simples et chaleureuses. Et il s'en souvient en essayant de donner aux petits logements de Hors-Château un peu de l'agrément et de l'originalité qu'autorisent des espaces plus généreux.

Ainsi, la forêt de colonnes trapues et de poutres robustes, à la façon d'une charpente de temple japonais, qui tient l'immense verrière-rivière de lumière du hall de l'hôpital, se retrouve, plus légère et plus discrète, dans le salon de musique de René Schoonbrodt. Ainsi les pièces des logements de Hors-Château sont-elles distribuées autour du fil de l'escalier, qui ménage une couloir circulaire et offre, dans un encombrement minimal, une impression d'ampleur.

Guérites d'accueil

Le souci de l'habitant se retrouve dans le soin apporté à concevoir l'hôpital universitaire. Plafond bas dans les chambres, grandes baies où la lumière est apprivoisée par des brise-soleil, utilisation généreuse du chêne clair et des vitrages de couleur pour les pièces de service, au centre de chaque étage, conçues comme des guérites de soin, de compréhension et d'assistance aux malades.

L'accueil, toujours. Chaque étage a ainsi été livré à un artiste, graphiste ou peintre, qui a pu s'emparer de surfaces insoumises — des lambris qui courent dans les couloirs et dans les chambres. Ce sont des panneaux de toile vitrifiée à très haute température qui répètent des motifs abstraits et donnent à ces lieux, habituellement anonymes, un début de personnalité. Mais toujours, dans les chambres, les couleurs s'estompent, les dessins se désagrègent pour éviter d'en faire trop, de s'imposer, et de gêner.

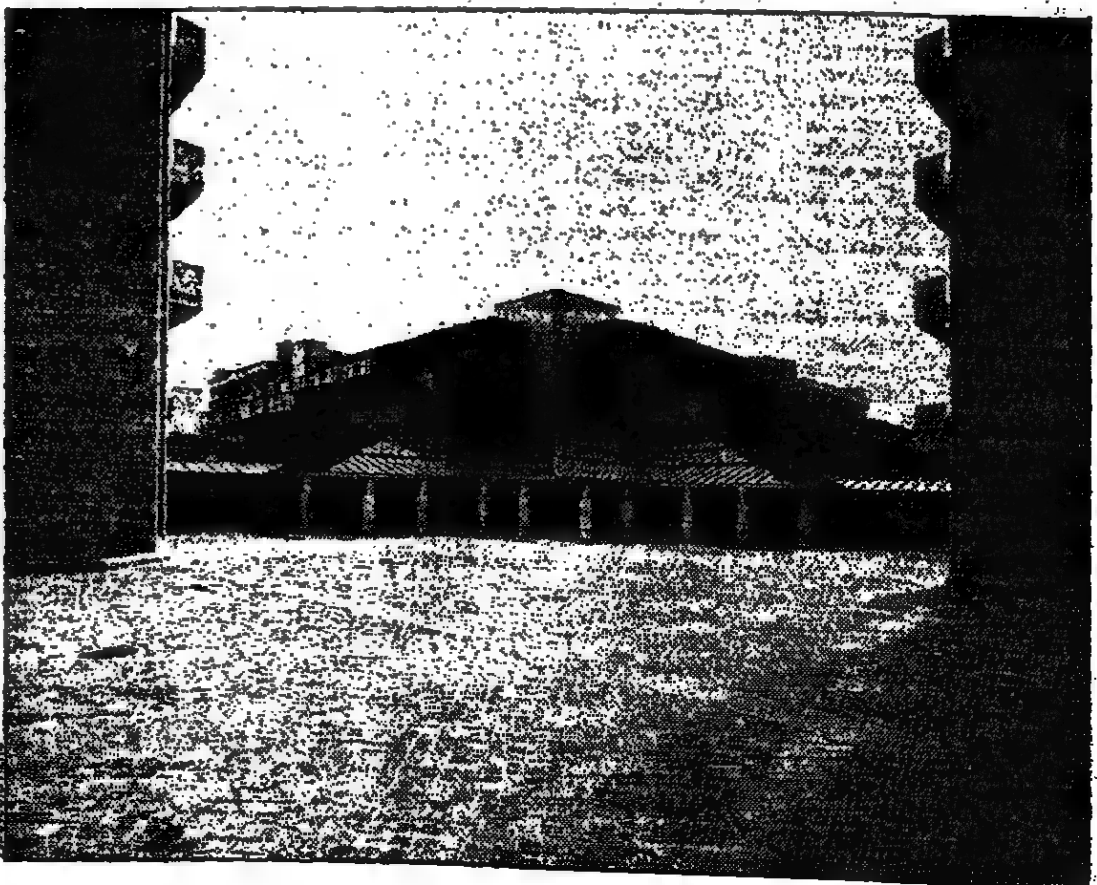
Les artistes sont chers à Vandenhove, mais aussi les artistes en perdition que sont les artisans. Tailleurs de pierre, marbriers, fondeurs, serruriers sont à la fête. Ce raffiné ne laisse rien au hasard, et la qualité majeure de ses réalisations, que l'on partage ou non ses choix stylistiques, reste liée à la qualité du fini, au dessin du détail.

L'attaché de la rampe d'escalier dans un profil de pierre limée, les joints d'un marbre à l'autre, le contraste du lisse et du rugueux, les jeux de couleur pour attirer la grille lumineuse du Nord, tout compte.

Et l'on remarque alors que cette architecture pensée de l'intérieur, domestiquée, assoupie, avant d'être imposée, solennelle à l'extérieur, repose sur le soin maniaque apporté à définir, à signifier les points de passage : seuils, porches, escaliers, portes et chambranles ne sont jamais en reste, en oubli. Toujours ils sont soulignés au pied et à l'œil, à la main, mais en scène par celui qui sait, comme disait Georges Perec, que « vivre, c'est passer d'un espace à un autre en essayant le plus possible de ne pas se cogner ».

MICHELLE CHAMPENOIS.

Exposition à la Fondation pour l'architecture, 55, rue de l'Ermitage, Bruxelles 1050. Nouveaux catalogues. Livre édité par Mardaga, 238 F.



MAPLE
APAR
S
USA
NEW YORK
WASHINGTON
CHICAGO
DETROIT
2590 F
C'est un tarif
KELANDAIR
KELANDAIR

Voyages

NAPLES EN CRÈCHE A PARIS

**Jusqu'au 5 janvier,
les Parisiens peuvent visiter
la grande crèche de Naples
installée place de l'Hôtel-de-Ville.
Une tradition que la cité italienne
entretient depuis l'an mil.**

Par Jean-Noël Schifano

SANS remonter jusqu'au quatrième siècle, où le culte de la crèche, venue d'Orient et de la mythique, commençait à se répandre en Europe par des peintures et des sculptures en ronde bosse autour des autels, ce fut vers l'an mil que le drame liturgique de la Nativité prit racine à Naples : une église dit « de la Rotonde » s'éleva dans la cité gréco-romaine, plus officiellement appelée Sainte-Marie à-la-Grèche. La nuit de Noël, de curieux personnages déguisés en animaux traversaient la nef, quatre hommes qui représentaient, respectivement le bœuf, l'âne, le coq et l'âne. Au sein de la table sainte, une petite montagne, rochers, tussac, arbres, mousses, dont le sentier menait derrière l'autel d'où faisait un chœur d'anges et les vénéficiations d'un nouveau-né. Tout en franchissant la montagne, les animaux échangeaient quelques propos en latin.

- Un enfant est né ! disait le coq.

- Où ? demandait le bœuf.

- A Bethléem, expliquait l'âne.

— Allons voir ! proposait l'âne.
Mais l'assistance, réjouie et
recueillie, ne pouvait encore voir
le mystère ■ l'Incarnation, qui se
révéla d'abord aux plus humbles
des animaux humains.

Au treizième siècle, les crèches formées de statuettes - l'Enfant.

la Vierge et saint Joseph (le bon et l'âne avaient provisoirement émigré dans les pays nordiques) — se répandant dans toute l'Italie, où, pour la première fois, on représentait la Vierge Mère agonisante devant le divin nouveauté. Jusque-là, il existait deux types de crèche : la grocque, où l'on figurait la Vierge assise ; la syracuse, où la Vierge était allongée. La Vierge adormant à genoux son enfant-Dieu ne pouvait voir le jour au royaume des mères.

C'est à Naples, à partir du dix-septième siècle, que la crèche, grâce aux artistes célèbres et aux artisans méconnus, *roverediava vivante* : humaine, divine et animale représentation. Les personnages, qui gardaient ailleurs leur caractère de santons sculptés dans le bois ou fixés dans la plâtre, deviendront ici figures mobiles, animées chacune d'une personnalité différente, jouant leur rôle avec leur propre caractère sur la scène de la Nativité, comme chez Napoléon, depuis deux mille ans, joue son rôle, s'offre au spectateur à lui-même et à l'univers, saisi d'étonnement, d'admiration, par la plus grande scène du monde. Parthénopée, la cité aux seins bleus.

La crèche de l'âge baroque, âge des humineuses métamorphoses qui n'est pas revolu à Naples, marqua ainsi le passage de la figure fixe au mannequin désarti-

culté, de la disposition rigide du scénario et du décor ■ la composition mobile et labile, d'une simple image ■ culte immobile ■ la précaire et changeante situation de fragiles personnages. Car la crèche napolitaine, ■ cours des siècles, ■ devenue le miroir ■ Naples tout entière : ■ villeruchée ■ chair, porseuse, diluée, gron bérçant ■ ses enfants entre deux volcans. La crèche à Naples, c'est Naples en abîme.

Le rocher de Liège

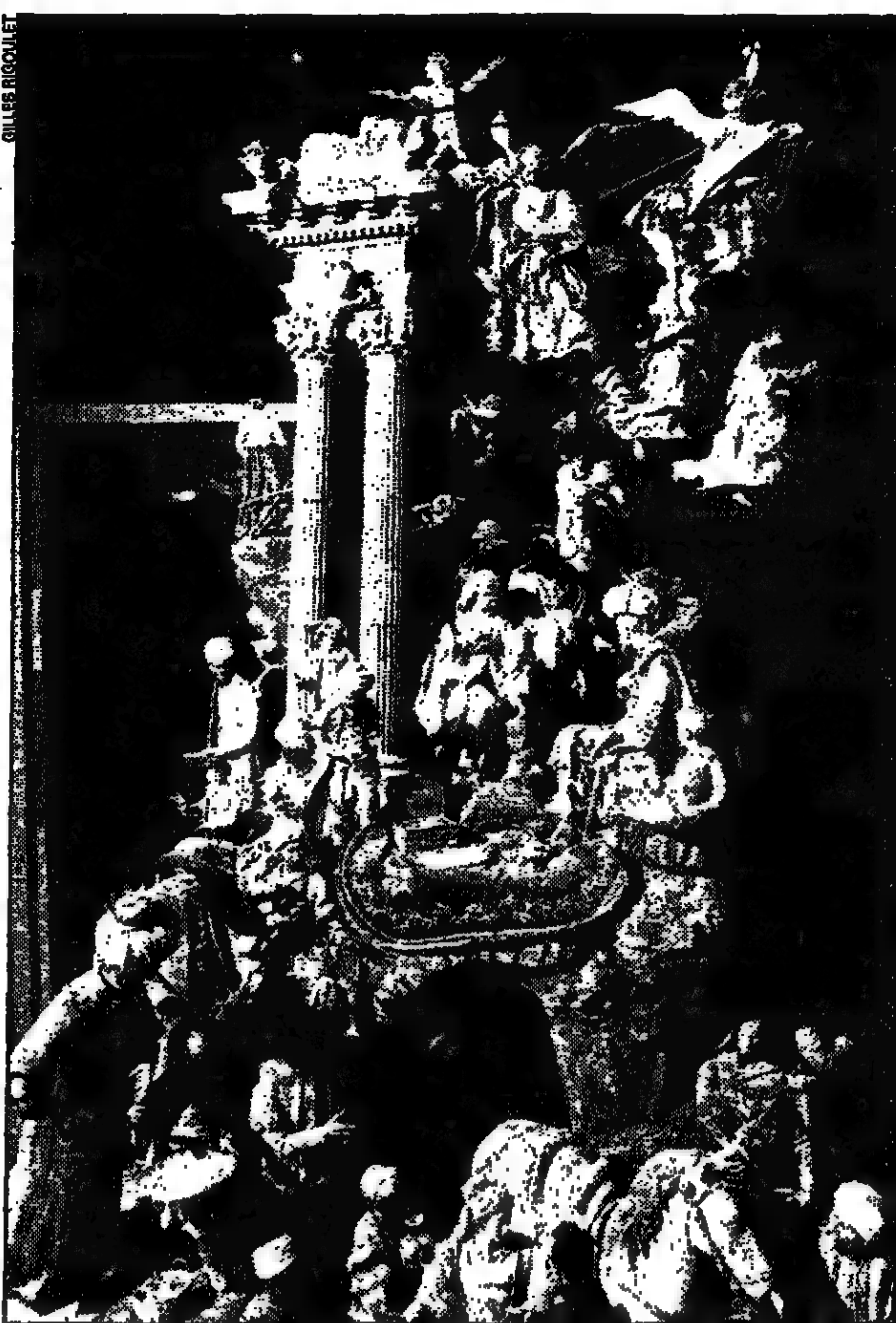
Savez-vous que les grandes crèches napolitaines comme celle que l'on peut admirer actuellement place de l'Hôtel-de-Ville à Paris, où, mieux encore, celles qui se trouvent en permanence au musée de San-Martino, à Naples, ou au palais royal de Caserta, ou encore chez certains artisans napolitains, sont construites par des experts en scénographie présépiale (de *praeseptum*, la crèche, en latin) ? Et que certains de ces décorateurs-metteurs en scène, tel *Alfonso Lamo*, un octogénaire général, ex-employé d'Alfa Romeo, il faut réserver deux ou trois ans à l'avance, tant ils sont demandés aussi bien par des particuliers anonymes que par des personnalités comme l'ancien président de la République, le napolitain Giovanni Leone, qui fit abriter les parois de sa villa romaine pour agrandir sa crèche ? Si, pour vivre à Naples, il faut être acteur, pour construire la crèche napolitaine, qui peut s'étendre sur vingt-cinq mètres carrés et compter, entre autres, quatre cents bergers, des orchestres de Maures, des troupes de buffles, des avalanches de jambons et de saucisses, des pyramides de légumes, il faut être un véritable metteur en scène au service d'une des plus folles nations parthénoennes.

Au centre de la crèche s'élève l'inévinable rocher, ou *masro*, fait de bois dur, sur lequel sont posés les personnages. A l'angle du rocher, se trouve l'Alana, le rocher de grottes, sont formés plusieurs niveaux, jusqu'à la plaine qui, sous un ciel étoilé, se perd dans les lointains. Autour du rocher, un immense espace mamelonné où courent des rivières qu'enjambent des ponts : là, venu des campagnes, se presse un peuple de paysans aux bras, aux mules, chargés de fruits, de légumes, de volailles, de paniers d'aunès, un peuple de chèvres, de bovins, de va-nu-pieds : tous, ils se dirigent vers les hauteurs, tous à leur auler, la trougane pâle ou bougeuse, vide et décapotée, haillonnée et bedonnante.

Ils convergent tous vers le rocher au sommet duquel, soit dans une grotte ou sous l'auvent d'une bergerie (construction populaire), soit entre des colonnes doriques — les mêmes que l'on voit encastées dans la façade de l'église Saint-Pierre-et-Saint-Paul bâtie sur le temple des Dioscures — murées en demi-cercle (construction savante), se trouve la scène de la Nativité, d'où s'envole dans les cieux et redescend sur terre, en une féérie comée

e Si, pour vivre à Naples, il faut être acteur, pour construire le crèche napolitaine, qui peut s'étendre sur vingt-cinq mètres carrés et compter, entre autres, quatre cents bergers, des orchestres de Maures, des troupes de buffes, des avalanches de jambons et de saucisses, des pyramides de légumes, il faut être un véritable metteur en scène. »

Ci-contre, le crèche napolitaine exposée au Musée des arts et traditions populaires.



d'ailes colorées, une théorie d'anges chanteurs et musiciens qui annoncent la Merveille. Au faite du ~~palais~~ se situe donc le Mystère, ~~le~~ ~~le~~ groupe de la Sainte Famille; le Gloria : anges, putti, chérubins; les bergers de la Merveille, ceux qui reçoivent la Nouvelle en dormant; les bergers en marche, ceux qui arrivent, chargés ~~de~~ dons aux pieds de Jésus; enfin, les soufflants, joueurs ~~de~~ cornemuse ~~et~~ des Abruzzes.

Au loin, les Rois mages arrivent
 au pas lent et alourdi de leurs che-
 vaux chargés d'or, d'encens
 de myrrhe. Tout cela qui, avec
 des dizaines de personnes hau-
 de trente centimètres, aux mains,
 visage, au modèle
 modèles dans la glaise une
 précision hyperréaliste et peints
 dans le moindre détail, jusqu'à
 la crasse sous l'ongle des mendiants,
 jusqu'au fureur sur le nez d'un
 marchand, jusqu'au
 de pêche d'une poitrine de jeune pay-
 sanne, habillés pied en
 avec une précision ethnographique
 que jusqu'aux lacets des corsages
 et des chaussures, à la couleur et
 à la matière des tissus, à cela,
 qui suffirait à faire chez nous une
 crèche de belles proportions, ne
 représente qu'un de l'espace d'
 d'une napolitaine, le côté
 miraculeux le plus banal, qu'on
 oublie bien vite pour se réjouir
 jour, avec toute une population
 exultant haut de ses trois déci-
 mètres, du vrai, du terrestre miracle.

Oignons et mozzarella

Au-dessous des anges et de la
 ■■■■ Famille, le peuple de
 Naples, avec ses chiens errants
 ■■■■ chats efflanqués, afflué à
 demi-nu pour faire bombance
 dans une miraculeuse ■■■■
 d'abondance : la Taverne ■ ses
 annexes, qui occupent, sur deux
 ou trois niveaux, les deux ■■■■
 la crèche... Et le fourmillant flot
 d'affamés se noie de biesse sous le
 flot débordant, continu, de la
 mangaille ■ des inhabituelles
 libanées ■

Une souveraine soif de plaisirs, de beauté, d'oubli, de jeux, de fables emporte Naples lilliputienne. Les anges battent des ailes au milieu des aulx en gerbes.

des quartiers de bœuf, des moutons dépecés, des macaronis coulant jusqu'à terre d'assiettes trop pleines, des tonnelets, des flasques de vin, des oignons tressés et des tresses ■ mozzarella, des poissons argentés et ■ flaques ■ poulpes violets.

Les trilles caoutchouteuses
arrosées de citron sans vernissées
comme la ventre rebondi de
l'Enfant-Dieu. Les regards doux
et fiens, le geste prédateur qui
mains noueuses aux veines qui
saillent, les mille attitudes des
corps pleins de désirs, les cou-
leurs, les couleurs ! La vie est là,
la vie de Naples. Les ardents per-
sonnages de terre et de chiffons
qui vous voyez parler, héler le
passant, bouffer, séduire, sup-
plier, mendier, hurler ou rire,
jouer la comédie, marchander,
s'écarter, se bécoter, se bécoter,
mour rouler dans la staretelle
dans la grotte dégorgeant ses
planteureuses nourritures, c'est le
vendre avide et généreux de
Naples qui s'ouvre à vos yeux.

de la ~~ville~~ de Naples
qui vous salue à l'Avignon

Couleur unique, l'écue de animaux et des anges, les végétaux des hommes, de la mythologie chrétienne du corps diem-paten, les étoiles et des trapes, le monde présépial de Naples se reconnaît, aujourd'hui encore, dans ces petites laves de glaïsse que des rois et les lazzaroni vénèrent, que des décorateurs du San-Carlo ont mises en gloire, que des artistes comme Sanmarino, allant jusqu'à signer non seulement des chérubins mais des cro-croles, ont mêlés avec un peu d'ou-tre à la série de tout un peuple.

► Œuvre de l'architecte napolitain Salvatore Ferrigno, la crèche est ouverte jusqu'au 5 janvier, de 9 h 30 à 20 heures. Un spectacle créé par Roberto de Simone, directeur du théâtre San-Carlo de Naples, accompagne la présentation de la crèche. Les bénéfices de cette manifestation (prix d'entrée 15 F) seront remis à Mère Teresa, prix Nobel de la paix, pour financer son action d'aide à l'enfance déshéritée.

USA ★ ★ ★ ★ ★

Que ce soit
pour aller
NEW YORK
pour aller
WASHINGTON
pour aller
CHICAGO
pour aller
DETROIT
ou aller-retour
2590 F
seulement.
du 1er octobre jusqu'à
débarquement. Billet simple
et retour obligé.

**Cost on tarif
ICELANDAIR**

bonjour!

ICELANDAIR

5 Bd des Capucines
75002 Paris ☎ (1) 47 42 52 28
ou votre agent de voyages.

AVEC RACHEL EN ÉGYPTE

Nous avons publié dans le Monde sans visa 2 du 5 décembre une sélection de voyages en Égypte. La Comédie-Française nous indique qu'elle organise, du 22 janvier au 1^{er} février, un voyage de onze jours dans ce pays, dont six jours de croisière sur le Nil. L'idée est de suivre les traces de la tragédie Rachel. Du Caire à Assouan en passant par Thèbes, elle y demeurera plus d'une demi-année.

Avec la collaboration de France-Inter, Eve Ruggieri et Bernard Grand raconteront, en paroles et en musique; se verra, tandis que Sylvie Chevaley, conservateur honoraire de la bibliothèque de la Comédie-Française, évoquera le séjour de la tragédienne au pays des pharaons. Du Caire, on gagnera Louxor puis, en bateau, Dendérah (Albany), Kamak, la Vallée des rois, Ensa, Edfou, Kom Ombo; et Assouan, avec visite possible d'Abou Simbel.

Prix par personne : 11 960 F
en chambre et cabine double,
un hôtel et bateau 5 étoiles.
Renseignements au secrétariat
général. Tél. : 42-96-10-24,
poste 326.

On nous signale également
l'existence, à Paris, d'une librairie
universitaire consacrée à
l'égyptologie. Monique Bos-
quier, Eric Reiner, 7, rue Bos-
sard, -75008 Paris. Tél. : (1)
43-26-74-88.

AVEC TOURISME SNCF

NOËL ET JOUR DE L'AN

QUATRE JOURS

RÉVEILLON DE NOËL EN GASCONE
Train aller et retour.  complète. Excursions. Dîner de réveillon 2520 F

NOËL À ROME
Train aller et retour. Pension complète. Excursions. Dîner de Noël 3440 F

NOUVEL AN À AMSTERDAM
Train aller et retour. Pension complète. Visites. Nuit de réveillon 4350 F

HUIT JOURS

NOËL ET JOUR DE L'AN À PRALONGNAN
Séjour neige en Savoie. Train aller et retour. Demi-pension hôtel star 3900 F

BOULOURIS (6 ans d'Azm)
Séjour d'une semaine (6 nuits). Train aller et retour. Demi-pension 1800 F

CHAMONIX
Séjour d'une semaine (6 nuits). Train aller et retour. Demi-pension 1980 F

MARINA VIVA (Corse)
Séjour d'une semaine (7 jours). Avion aller et retour. Demi-pension 2760 F

PANAMA ET COLOMBIE à bord du BRITANIC
Avion + croisière de 11160 F à 14570 F

MAGIE DES CARAIBES à bord du CARLA  de 11160 F à 14570 F

Prix par personne au départ de PARIS
Conditions tarifaires spéciales pour rejoindre PARIS par le train.
Possibilités de séjours à NEW-YORK, ROME, FLORENCE.
Circuits en Tunisie, Sicile, Malte, Costa Smeralda, les Sardinies, le Tessin du Foggar, les jardins de la Saurana, l'Égypte, etc.

Et toujours les voyages TRAIN + HOTEL, à la carte...

RENSEIGNEZ-VOUS :

- Dans les agences de tourisme SNCF.
- Dans les gares SNCF de PARIS.
- Dans les gares du RER.
- Dans les principales villes de province.
- Par correspondance : BP 62-08 - 75362 PARIS CEDEX 08.
- Par téléphone : (1) 43-21-49-44.

AUTOUR D'UN PLAT POULET ROTI (BIS)

Par La Reynière

LOUÉE soit Loué, petite Villette de la Sarthe (1.880 habitants), productrice d'excellents poulets fermiers. Loué soit M. André Mary-Josse, volailler à l'enseigne du Coq Saint-Honoré (3, rue Gomboust, tél. : 42-61-52-04), défenseur de l'appellation et créateur d'un concours culinaire, le « Trophée Coq Saint-Honoré » (le Monde du 30 août).

Malheureusement, on ne saurait louer les concurrents (plus de cent au départ et une dizaine de finalistes) pour leurs prestations. Ces jeunes chefs semblent avoir recherché l'originalité à tout prix et la complication à toute épreuve. Pensez que le lauréat a présenté des « feuillets individuels de volaille au fumet de chambertin ». Ne me demandez pas ce que sont des feuillets mais, en tout cas, ce n'est pas la une recette à suivre !

On songe à l'anecdote : « Comment monsieur s'est-il trouvé le pigeon ? — Oh ! tout à fait par hasard, en soulevant un petit pois ! ». Ici, il faut écarter dix insipidités (y compris un gratin de golden, fruit à prohiber) pour découvrir la trahison du pauvre volailler !

En y réfléchissant, c'est peut-être tout le problème des concours culinaires qui est à revoir et l'on se sent tenté de conseiller à ces concurrents de méditer le conseil du bon Curnonsky : « Et surtout faites simple ! ».

Passez. J'avais remarqué une recette simple de poulet à la crème d'ortie. Le jury ne l'a

point retenue. Le lauréat donc fut l'auteur de feuillets ; le deuxième d'un poulet au sang en fricassée ; le troisième d'un poulet farci au ris de veau et fèves. L'énigme de ce dernier est alléchant, n'est-ce pas ? Las ! le présentateur ainsi ce serait trop heureux de présenter un poulet à la mode concurrent d'y ajouter en garniture des jambonnettes aux pieds de moulin et foie gras et des palets de pommes de terre à la moelle et aux oignons.

Le conseil d'Alexandre Dumas

Alors, au troisième plat, on se penche à souhaiter un poulet rôti ! Mais je vous le demande, où trouve-t-on aujourd'hui, au restaurant, un bon poulet rôti ?

Et d'abord comment le rôti ? Faut-il le plonger d'abord deux minutes dans l'eau bouillante, appliquant ainsi la théorie brillant-savanne de l'osmazome (viande mise à l'eau bouillante est de meilleur goût, mise à l'eau froide rend meilleur le bouillon) ? Faut-il, avant, frotter la volaille de citron selon le conseil d'Alexandre Dumas ? Faut-il, ainsi que le propose M^{me} Sainte-Ange, le bétail de lard (s'il cuit au four) et le badigeonner au pinceau de beurre fondu s'il cuit à la broche ? L'important est de partir

d'une bonne volaille élevée en plein air, nourrie de céréales à 80 % et abattue à un âge idéal (les techniciens vous diront « proche de la maturité sexuelle, stade physiologique où la chair est la meilleure »). Ensuite vient l'arrosage méthodique d'un beurre de bonne qualité, la surveillance constante de la cuisson « à point », c'est-à-dire la peau bien croustillante, la chair des filets et des ailes juteuses, les cuisses rosées.

Beauvilliers, tout comme le reste un petit ouvrage de 1832 intitulé *La Cuisine de santé, préservative des maladies* (sic), conseille après cuisson de servir le poulet rôti avec du cresson et assaisonné de vinaigre et de sel. Mais le *Dictionnaire portatif de cuisine* (1770) propose de multiples accompagnements : sauce remoulade chaude, conils d'anchois, sauce aux câpres et essence de jambon, concombres farcis, écrivisses, fines herbes, mousserons, olives, etc., apportant de l'originalité tout en laissant à la volaille son authenticité, sa personnalité. C'est ce que n'ont pas fait les concurrents du premier Trophée Coq Saint-Honoré, hélas !

Alors où se régaler, au restaurant, d'un simple poulet rôti ? Au Manoir normand, 77, boulevard de Courcelles, (9^e), tél. : 42-27-91. Ou encore Au pays de Bresse, 40, rue Pergolotti (16^e), tél. : 45-00-21-40.

POTINS GOURMANDS

MENUS DE RÉVEILLON

Pour le Saint-Sylvestre, le Barrière de Clichy (tél. : 47-37-05-18) propose un très beau menu (420 F + vin et service de la soupe, d'huîtres au caviar, des desserts, remonçables, du chef pâtissier, Et le Quel des Ormes (qui de l'Hôtel de Ville, tél. : 42-74-22-21), un menu (898 F service compris, avec une bouteille de champagne de Cramant Mumm pour deux), du délice de saumon sauvage glacé au caviar au fondant de chocolat noir coiffé de pistache.

TOUTOUNE GOURMANDE

A deux pas de son restaurant, la chère Toutoune vient d'ouvrir une boutique de « prêt-à-manger » : Toutoune Gourmande (7, rue de Pontoise, tél. : 43-25-35-93), tous les jours et de 10 heures à 22 heures : les endouillettes du

chef, un excellent boudin noir, des plats cuisinés, des salades, etc.

GRANDS BORDEAUX PETITS PRIX

Pour vous inviter à fêter l'an nouveau, Paul Chêne (123, rue Lauriston, tél. : 47-27-63-17), à la place de sa « bouteille du mois », propose cinq grande crues de Bordeaux rouges du millésime exceptionnel 1970 : grand-larose (800 F), mouton-beron-philippe (800 F), ducru-beaucailou (800 F), branc-cantenc (850 F), beycheville (850 F). Difficile de trouver mieux que une carte... Et, pour accompagner sa dèche à l'ancienne, sa poule au pot Henri IV, son civet de lièvre et le simple carré d'agneau au poivre vert.

L. R.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

URGENT
Commandez votre
CHAMPAGNE DES FÊTES
Claude DUBOIS
propriétaire-récoltant, ÉPERNAY
Expédition par 12 bouteilles
à partir de 718 F port compris
Tél. : (16) 26-58-48-37
« Les Alambics », Veuve, 51200 ÉPERNAY

MERCUREY A.O.C. Vente directe
12 bouteilles 1983 : 480 F TTC franco dom.
TARIF SUR DEMANDE - Tél. 06-47-13-84
Lods Modin, Vézouaz, 71500 Mercurey.
Le monde du chablis
DOMAINE ÉTIENNE DEFAUX
MILLY - 89800 CHABLIS
12 CHABLIS 1^{er} CRU VAILLON 1984
Franco pour 800 F par chèque.

ENSEIGNE LE CHAPON A TOUTES LES SAUCES

TROIS chefs « prestigieux » étaient requis, en cette dernière semaine de l'Avent, pour célébrer au George-V la grande cérémonie de Noël du chapon des Landes.

Un cénacle attentif, bien vite élevé au rang d'« Académie du chapon » par quelque attaché de presse zélé, a comparé une « tarte fine de chapon » proposée par André Daguin, « montée » tout spécialement d'Auch à Paris pour défendre les couleurs du chapon landais.

Domné par le truffe, en pleine maturité, dans le premier plat, égaré ensuite dans le chou du Val-d'Oise, notre pauvre chapon fit mine confite devant l'audace qu'eut André Daguin de le traiter comme une oie.

Volaille de tradition séculaire, le chapon connu sans doute son apogée à la fin du Moyen Âge, époque d'extinction et d'apparition de la cuisine des cours princières est accordée aux rythmes et au décor du gothique flamboyant.

Cette volaille de fin de siècle ou de grande érudition a toujours été rare et chère (de 90 F le kilo pour les chapons des Landes à 260 F pour ceux de Bresse, aujourd'hui, l'élevage industriel s'est révélé désastreux, et l'interdiction de l'utilisation des hormones, depuis 1959, a ralenti l'élevage traditionnel auquel se réfèrent à bon escient les landais.

Aujourd'hui, la plupart des recettes applicables au chapon, entrent dans la classification de Lévi-Strauss : l'une douce et préservant l'âme, le bouilli en pot ; l'autre ardente et guerrière, le rôti. A la première se rattache le chapon en pot-au-feu d'Adrienne Allard.

La manière violente du rôti convient à Pierre Védal, qui, quelques minutes avant la fin de la cuisson de la bête farcie, y ajoute une grappe de raisins verts. Les dents en

seront agacées, mais le palais ravi et d'humeur combattante.

Le chapon peut également être braisé, délicatement, sur fond de mirapois, pendant deux heures et servi avec sa sauce déglacée. On le cuira en vernet, sagement, dans une cocotte sur un lit de truffes et de câpres, arrosé d'un bouillon d'oie de volaille. Mais il peut subir également les ardeurs du feu, bardé de truffes, qui rendront à sa tendre chair le fumet viril et délicieux

qu'il a perdu. Jacques Manière, lui, le cuit à la vapeur.

JEAN-CLAUDE BAUT.

► Deux boucheries à Paris : Bell Viandier, 25, rue du Vieux-Colombier, 75006 Paris. Tél. : 48-57-83 ; Piétrament, 10, rue Montmartre, 75002 Paris. Tél. : 42-57-39-30.

► Un producteur en province : Les Fermiers landais, BP 26, 40500 Saint-Sever. Tél. : 59 70 02-22.

Rive gauche
Auberge des Deux Signes
UN CHEF PÂTISSIER plus de talent
MENU A 180 F, service compris.
Prix moyen à la carte 300 F TTC.
A 20 et 25, tout, même ambiance sympathique.
Musique classique au piano.
Salons jusqu'à 80 personnes.
48, rue Galvée (9^e), fermé dim.
Tél. 43-25-48-56 et 43-25-00-46
Parking rue Lagrange et Notre-Dame

Pour vos fêtes de fin d'année
Abélard
Volaille de Noël : 250 F s.m. Saint-Sylvestre : 450 F s.m. et carte aux prix habituels.
Réservations : 43-25-18-48
1, rue des Grands-Degrés, PARIS-6^e
Quai Montebello

L'Alsace à Paris
9, place Saint-André-des-Arts, 6^e
43-26-89-36 - Ouvert T.L.J.
DÉJEUNERS, DINERS, SOUPERS
Grillades - Chateaubriots
Pâtisseries - Coquillages
RÉVEILLONS
NOËL (carte normale)
SAINT-SYLVESTRE
396 et 595 F.T.C. et champagne

Le Sybrite
Menu gastronomique 198 F.S.C.
NOUVELLE CARTE D'AUTOMNE
8, rue de Saint-Pierre-Paris-6^e - 43-22-21-56
Saint-Germain-des-Prés

la Closerie des Lilas
A la croisée des Idées
DÉJEUNERS - DINERS - PETITS tous les jours
NOËL et SAINT-SYLVESTRE : dîners exclusifs, au piano J. BOUQUART.
171, BD DU MONT-PARNASSE Tél. : 43.26.70.50 et 43.54.21.68
En plus son restaurant **BULLIER**
continu tous les jours jusqu'à minuit. Autour de 100 F
NOËL et SAINT-SYLVESTRE : dîners prolongés.
22, AVENUE DE L'OBSERVATOIRE - Tél. : 43.35.48.11

Rive droite
« Pour moi, le meilleur restaurant de Paris, le plus sûr en tout cas, s'appelle EL PICADOR » R. Grand
EL PICADOR
MÊME DIRECTION DEPUIS 28 ANS
RÉVEILLON SAINT-SYLVESTRE
avec coiffon et chapeau
500 F TTC (coiffon, vins, service)
80, boulevard de Saint-Germain, PARIS-7^e
43-47-28-87 - F/fini-mardi

LE CORSAIRE
LE RESTAURANT DU XVI^e
1, bd Exelmans - 45-25-53-25
MENU 82 F s.c. et CARTE
Une formule qui vous enchante
Ouvert T.L.J. Fermé dimanche soir
POUR VOS INVITATIONS
LE SOUFFLÉ
« Sa bonne cuisine française et ses soufflés »
38, rue de MONTMATHON
Tél. : 42.80.27.19
Fermé le dimanche

Il y a des femmes qui vous servent à dîner jusqu'à 3 heures du matin.
Huitres, fruits de mer, coquillages toute l'année, chateaubriots de la mer, chateaubriots paysannes.
LE BAYERN
La grande brasserie de la rue de la Harpe, 100 ans de tradition.
Boulevard de la Harpe, 100 - Paris 5^e
Tél. : 43-25-43-44
LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la rue de la Harpe, 100 ans de tradition.
Boulevard de la Harpe, 100 - Paris 5^e
Tél. : 43-25-43-44
CHEZ HANSI
La grande brasserie de la rue de la Harpe, 100 ans de tradition.
Boulevard de la Harpe, 100 - Paris 5^e
Tél. : 43-25-43-44

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

Auvergnates ARZUS EDORE BOUZEYROL, 13, r. d'Arns, 9, 42-25-41-10 F/sem. dim. Bourguignonnes CHEZ PIERROT, 18, rue E.-Marcel, 64-55-47-04 F. s.m., dim. Cuisine bourguignonne. Bretonnes TY COZ, 35, r. St-Germain, 48-78-43-95. F. dim., lundi. POISSONS, COQUILLAGES, CRUSTACÉS. F. de 30/12 inclus et 5/1 inclus. Françaises traditionnelles RELAIS BELIMAN, 37, r. François-I ^{er} , 47-23-41-42, jusqu'à 22 h 30. Cuisine légèr. Fermé samedi, dimanche.	Fruits de mer et poissons ALA BONNE TABLE, 45-39-74-91. F. dim., dim. 42, r. FINE, PARKING. Spéc. POISSONS. Lyonnaises LA FOUX, 2, rue Clément (6 ^e). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux. Sarladaises LE SARLADAN, 2, r. de Vienna, 45-22-23-62. Cuisine 78 F. Cuit 78 F. Sud-Ouest LE PICHET, 174, r. Ordre, 46-22-45-28. F. dim. Grillade. Poisson. P.M.R. 130 F.	Danoises et scandinaves 10, r. du Champ-Elysée, 43-38-38-41. COPENHAGUE, 1 ^{er} étage. FLORA DANICA et son agréable jardin. Espagnoles EL PICADOR, 10, bd Batignolles, 43-87-29-87. F/fini-mardi. Env. 150 F. St-Sylvestre : 550 F. Lc. avec dîner et coiffon. Ethiopiennes ENTOTO, 143, r. L.-M.-Nourdin, 43-87-08-51 F./dim. Dorowit, Beyeneston av. l'Indigène. Hongroises LE HONGROIS DE PARIS LE PARIKH, 41, r. Tolstoy, 9, 43-41-43-84. Orchestre symphonique de Budapest. 75 h. s.m.	Indiennes-pakistanaïses MAHARAJAH, 72, bd St-Germain, 43-54-26-07. T.L.J. 16 ^e Mazarin. PRIX KALI 84 : meilleur curry de Paris. « Grill d'Or 86 » de la gastronomie indienne. Italiennes L'APPENNINO, 61, rue Amiral-Mouchet, 13 ^e . 45-89-08-15. F/dim., lundi. ÉMILIE ROMAGNE. IL BARONE, 5, r. Léop.-Robert, 13 ^e . 43-41-14. La Montparnasse de qualité. Marocaines AÏSSA, 5, rue Ste-Barbe, 45-48-47-22. 20h à 22h 15. F/dim. et lun. Devient LA BONNE TABLE DE FÈS. Menu direction, même cuisine depuis 1981. COUSCOUS, PASTILLA, TAGINES. R. à part. 17 F.	Portugaises SAUDADE, 34, rue des Bourdonnais, 1 ^{er} (Châtelet), 42-36-70-71. Samedi 12 h. F. dim. Spécialités portugaises. PRIX MARCO POLO CASANOVA 84. Vietnamiennes NEM 66, 66, r. L.-M. (16 ^e), 47-27-74-52. F. s.m. soir et dim. Cuisine légère. Choix de grillades.
---	---	--	---	---

**SALONS
POUR DÉJEUNERS D'AFFAIRES
ET BANQUETS**
ALSACE À PARIS
43-26-89-36. T.L.J. 9, place Saint-André-des-Arts (6^e).
RÉVEILLONS : NOËL (carte normale).
SAINT-SYLVESTRE : 390 F Lc., 595 F Lc. avec champagne.
Service traiteur
MAHARAJAH, 72, bd St-Germain, 43-54-26-07. Spéc. indiennes-pakistanaïses.

Economie

سكنا من الامم

L'élection de M. Michel Camdessus
à la direction générale du Fonds monétaire international

Un grand commis discret très proche du tiers-monde

Une première réunion informelle ayant élu M. Michel Camdessus, gouverneur de la Banque de France, le ministre des finances néerlandais, M. Onno Ruding, s'est retiré, permettant au candidat français d'être élu, le 18 décembre, à l'unanimité, directeur général du Fonds monétaire international par le conseil d'administration. Il remplace M. Jacques de Larosière, qui a démissionné de son poste et quittera le FMI le 15 janvier.

Lorsque, au début des années 50, M. Camdessus est allé à Paris pour faire la philologie espagnole du droit, il se découvrit une vocation de fonctionnaire en lisant dans un livre de l'économiste François Perroux la définition de l'Etat : « l'Etat est au service de la communauté ».

Un qui allait convenir parfaitement à ce catholique, éduqué dans les « bons pères », fut actif à la paroisse de la Cité internationale de Paris, futur père de son fils, et fut fait « heureux en ménage ». En 1961, après avoir travaillé pour l'ENA, il fut nommé civil au ministère des finances, où il resta jusqu'en 1978, où il fut nommé directeur du Trésor (quatre ans), puis directeur des affaires financières du FMI.

En 1978, un homme se présente dans sa carrière : Michel Camdessus est nommé chef du service des affaires internationales au Trésor et à la présidence du fameux « Club de Paris » se réunissant les pays créditeurs occidentaux face aux pays débiteurs, pour mettre au point les plans de garanties. A ce titre, il a dirigé les négociations les plus délicates, comme celle sur la Pologne ou le Mexique.

Il a été l'un des premiers, dans ce domaine, à essayer de faire preuve d'un peu plus de réalisme que l'orthodoxie traditionnelle et traditionnelle des pays occidentaux. Il se révéla un négociateur, un homme capable aux yeux des deux parties en présence. M. Camdessus, cependant, s'est toujours tenu très proche des pays en développement, notamment latino-américains. Il fut l'un des pionniers en développant l'analyse qui, par la suite, a fait école : lorsque les taux d'intérêt sont élevés, les pays en développement sont pénalisés, la situation se détériore, et d'où sortira le fameux groupe des Cinq pays les



plus industrialisés du monde. La FMI est l'homme qui, dans ses fonctions antérieures, a été le mieux formé à ses nouvelles tâches.

En février 1982, il succède à M. Jean-Yves Haberer, directeur du Trésor, nommé à la présidence de la Banque de France. Un homme qui, en remplissant un inspecteur des finances à ce poste, la chose n'est pas inhabituelle. Elle fut remarquée : le corps de l'inspection des finances ne laisse pas indifférent les postes attirés, et la Direction du Trésor en est un.

Le gardien de la monnaie

En 1984, nouvel avatar : il est nommé le 2 août premier sous-gouverneur de la Banque de France et, le 14 novembre, gouverneur en remplacement de M. Renauld de La Genière, dont le mandat implicite de cinq ans était échu. Certains virent à juste titre dans ce remplacement le limogeage d'un homme au « cou raide », selon l'écriture. M. de La Genière avait pourtant, en grand commis intègre, collaboré loyalement et avec M. Jacques de Larosière.

Il succède à M. de Rivoli, M. Pierre Bérégovoy, espérait-il trouver dans le nouveau gouverneur un peu plus de souplesse pour mener sa politique de déflation. Certains le crurent, s'inspirant sur une hypothétique « sensibilité de gauche » de l'intéressé, que son dernier travail au Trésor, au sein duquel il avait bien soigneusement caché, tout au plus portait-il la tâche originale, aux yeux de la majorité assidue, d'avoir accepté de remplacer M. de La Genière.

A vrai dire M. Michel Camdessus, avec son expérience de directeur du Trésor, est resté tout à fait à cheval sur ses prérogatives de gardien de la monnaie, résistant à l'automne 1984 aux très vives sollicitations de M. Bérégovoy qui voulait accélérer la déflation des taux d'intérêt. Camdessus, les bases de son action, il s'en est tenu à la politique « maison » selon laquelle la baisse des taux doit se modérer sur celle du rythme de croissance des liquidités et sur la déflation.

Il avait profité en décembre 1985 d'une conférence de presse, novation extraordinaire dans l'histoire de la Banque, pour rendre publique une profession de foi inhabituelle. A une question sur le projet que nourrissait alors l'opposition de rendre « indépendant » l'institut d'émission, il répondit : « Il y a une caractéristique qui est commune à la Banque de France, que les autres banques centrales ne connaissent pas : le gouverneur ne peut pas faire son devoir en son âme et conscience. S'il est un homme d'honneur, et qu'il se trouve privé des moyens de faire son devoir, il doit partir ».

Cette indépendance, confiée à l'homme du gouvernement et que M. Camdessus, mais fermement, a en définitive su faire respecter, il appartient à son successeur, très sûrement M. de Larosière, l'ancien directeur du Trésor, de la faire respecter également, avec ou sans son aide. M. de Larosière, directeur du Trésor, est inspecteur général des finances : les traditions sont saines et l'inspection assurée !

F. R.

Les perspectives de l'OCDE

La voie étroite d'une croissance stable

Déjà, les espoirs même modestes peuvent être dangereux. Les experts de l'OCDE sont parfaitement conscients et, s'ils admettent avoir surestimé les retombées favorables de la baisse des cours du pétrole et du dollar, ne gâchent pas d'un point de produit national brut, il a presque été totalement annulé par un facteur déflationniste dont l'ampleur a surpris les experts : les exportations de pétrole n'ont pas été assez compensées par les importations. Résultat, les membres de l'OCDE n'ont obtenu que de 2 % leurs exportations en dehors de la zone alors que leurs importations progressaient de 7,5 %.

On peut être soulagé de voir le monde industrialisé entrer cahin-caha dans une cinquième année de récession, mais son rythme insuffisant pour réduire le nombre des sans-emploi, 31 millions à la fin de 1986. Ce constat recouvre des réalités très différentes. Entre le second semestre de 1985 et celui de 1986, près de 3 millions de nouveaux postes ont été créés en Amérique du Nord contre 1,3 million en Europe, où les auteurs du rapport envisagent une stabilisation du taux de chômage à 11 % jusqu'en 1988.

Persistance des déséquilibres

L'ensemble de ces problèmes donne une acuité particulière à des déséquilibres appelés à perdurer entre les comptes extérieurs des Etats-Unis, d'une part, du Japon et de la RFA, d'autre part. La résistance aux mouvements pourtant profonds intervenus sur les monnaies de ces trois pays est flagrante selon les évaluations du secrétariat de l'OCDE : le déficit des paiements courants américains, de 138 milliards de dollars en 1986, se situait encore autour de 133 milliards dans dix-huit mois, alors que l'excédent japonais passerait dans le même temps de près de 82 milliards à 72 milliards et celui de la RFA de 32,5 à près de 21 milliards.

Ces phénomènes, a-t-il pour les Etats-Unis et le Japon à un mouvement de bascule sans précédent : en quatre ans, le Japon a amélioré de quelque 120 milliards de dollars ses avoirs extérieurs nets pour devenir le premier créancier au monde ; dans le même temps, les Etats-Unis éprouvaient une « masse d'actifs nets » de 5 % du produit national brut et devenaient débiteurs nets.

Combien de temps les investisseurs étrangers continueront-ils à financer la dette américaine tout en supportant le risque de change sur le dollar ? La réponse est aussi essentielle qu'irréversible. Autant dire que le risque d'un déréglage permanent et que la nécessité pour Washington de réduire les déficits budgétaires reste cruciale. Sur ce point, l'OCDE ne masque guère son scepticisme.

Eviter les déséquilibres commerciaux et financiers ne signifie pas renoncer aux marchés des changes ou à l'ajustement des politiques économiques entre les principaux acteurs du commerce mondial. L'OCDE présente une batterie de recommandations. Certaines sont devenues traditionnelles, tel l'appel à une plus grande flexibilité du marché du travail ou à l'assainissement budgétaire. D'autres le sont moins, comme la dénonciation sévère des subventions à l'agriculture. Mais lorsqu'il s'agit de savoir dans quel sens la concertation doit jouer pour limiter les risques inhérents aux déséquilibres actuels, le dilemme reste entier : faut-il opter, après un temps de pause, pour une « absorption » de la dépréciation du dollar, pour une nouvelle appréciation des monnaies des pays exportateurs — essentiellement le Japon et la RFA — ou pour le renforcement de la croissance en utilisant des moyens non inflationnistes lorsque c'est possible ? La question n'est pas nouvelle. Les experts de l'OCDE se gardent de trancher, laissant aux pays membres, leurs « clients », le choix des armes. Si l'on se juge par ce rapport, elle ne sont ni nombreuses ni d'une efficacité fondroyante.

FRANÇOISE CHOUINEAU.

Le groupe Pallas de M. Pierre Moussa rachète la Banque privée de gestion financière

Le groupe luxembourgeois Pallas, créé et dirigé par M. Pierre Moussa, ancien président de Paribas, a racheté plus des trois quarts du capital de la Banque privée de gestion financière (BPGF), l'ancien actionnaire principal depuis 1978, le groupe Paribas.

D'autres actionnaires, tels que l'Amsterdam Rotterdam Bank, l'Amstelsche Bank et le Groupe bancaire familial, ont également vendu. La valeur de la BPGF était évaluée à 60 millions de francs, en d'environ 700 à 800 millions de francs.

L'opération a dégagé une plus-value pour les vendeurs, notamment Paribas, qui n'avait plus guère de raisons de garder sa participation dans une banque qui le concurrençait dans certains domaines.

Par acquisition, qui sera la plus effectuée jusqu'à présent par Pallas, les disponibilités (actuellement 150 millions de dollars), M. Moussa, établi jusqu'à présent à Londres et un petit peu à Paris, avec une société de gestion de portefeuille (Pravend) en force sur le marché financier français.

La BPGF a été redressée magistralement par M. Gilles Brac de la Perrière, successeur, en 1982, de M. Jean-Luc Gendry, à la suite de très lourdes pertes immobilières qui obligèrent les actionnaires à reprendre le passif immobilier, dans une société séparée, la FIMES.

Les actionnaires de Pallas constituent un véritable guthi : Pargesa, groupe Bruxelles Lambert de M. Ekenazi, la Corporation Canadiana, Desmarais, Agfa, Gervet, le groupe pensionnaires britanniques, le puissant groupe privé Dats, la banque française, en fin, M. de Benedetti lui-même, qui a pris récemment 10 % du capital.

Il s'agit d'un groupe à l'avenir très international. Si le directeur général de la banque, M. Arditi, qui avait travaillé à la redressement de la banque, retourne à Paribas, sa banque d'origine, M. Brac de la Perrière gardera son poste.

F. R.

FRANCE : en l'absence d'un redressement du commerce extérieur...

C'est un regard pessimiste que l'OCDE jette sur l'économie française en 1987. Selon elle, la balance commerciale devrait continuer à se dégrader. Cela serait dû à un ralentissement de la croissance des exportations — cette croissance ne serait que de 3,2 % contre 4,8 % selon les prévisions du gouvernement — et à un maintien de la croissance des importations de l'ordre de 5,5 %.

Pour en arriver à cette analyse, l'OCDE examine la politique qu'entend mener le gouvernement français et en tire la conclusion qu'elle ne devrait pas excéder l'effet de soutien à la demande, tandis que dans un contexte de chômage toujours élevé, la progression des salaires réels devrait se modérer à nouveau après une accélération temporaire au premier semestre résultant du décalage d'ajustement entre les salaires et les prix. Au total, le pouvoir d'achat des ménages ne devrait croître que de 1,5 %.

Mais la progression des livraisons resterait soutenue, de sorte que les achats à l'étranger continueraient à se développer. Cela d'autant plus que les prix français resteraient peu compétitifs par rapport à ceux de nos partenaires européens.

Dans ces conditions, la croissance de 1987 resterait faible (à peine plus de 2 %), ce qui n'aurait pour effet que d'aggraver la situation du marché du travail. A cet égard, l'OCDE note que des mesures d'allègement des cotisations sociales sur l'emploi des jeunes n'auraient que des effets graduels sur l'emploi des jeunes, risquant d'accroître les phénomènes de substitution entre catégories de travailleurs.

Reste l'inflation, dont le taux devrait se maintenir au alentours de 2 % en 1987, de dé-

pages notables lors de la levée du contrôle des prix des services qui doit intervenir au 1^{er} janvier 1987.

Dans son analyse, l'OCDE ne manque pas de souligner que la réduction du coût de la facture pétrolière a permis de diminuer le déficit commercial de 1986, mais que les gains ainsi réalisés (de l'ordre de 80 milliards de francs) ont été dans une large mesure absorbés par la dégradation des échanges de produits manufacturés en volume. L'OCDE rappelle que, sans déflation, amorcée depuis le début de 1984, il n'y aurait eu aucune amélioration de la situation en 1986 sous l'effet conjugué d'une demande intérieure soutenue en France, chez ses principaux partenaires, d'une forte baisse de la demande des pays de l'OPEP et d'une détérioration de la compétitivité des prix.

F. S.

ROYAL JORDANIAN

الملك للارونيات

LE RÊVE

A 4 H 30

DE PARIS

12, rue de la Paix 75009 Paris - Tél. : 16.142.61.80.60 - Départ ORLY SUD : mardi-vendredi-dimanche - Retour : lundi-jeudi-samedi

Economie

Les résultats de la conférence annuelle agricole

2 milliards de francs pour désamorcer la contestation paysanne

En accordant 2 milliards de francs aux agriculteurs, lors de la conférence agricole du 18 décembre, le gouvernement désamorce un mouvement de contestation et renoue avec la tradition de ces conférences annuelles, inventées en 1971 par M. Michel Collin.

Surpris par l'ampleur des mêmes situations par le premier ministre, les dirigeants professionnels affichent une satisfaction sereine, sans crier victoire.

L'incertitude demeure sur les sources de financement de ces aides exceptionnelles. Est-il si difficile d'annoncer que l'Etat y affectera une partie des recettes nettes de la vente future de la Caisse nationale du Crédit agricole, vente confirmée simultanément par M. Jacques Chirac ?

Interrompue de 1982 à 1985, sous le gouvernement socialiste, la conférence annuelle agricole a réuni, le 18 décembre, à l'hôtel Matignon, autour du premier ministre, M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, M. François Guillaume, ministre de l'agriculture, M. Alain Juppé, ministre délégué chargé du budget, les représentants des quatre organisations professionnelles officiellement reconnues (FNSEA, CNJA, APCA, CNAO), ainsi que celui de l'association nationale des industries agro-alimentaires.

Résultat de cette conférence : 2 milliards de francs, un compte rond, facile à retenir, qui amalgame en fait des mesures nouvelles pour environ 1,5 milliard de francs, et d'autres déjà annoncées. Tout n'est d'ailleurs pas à la charge de l'Etat (1).

M. Chirac a justifié ces mesures par la baisse de revenu, 5,9 % en quatre ans, enregistrée par les agriculteurs, seule catégorie sociale à être dans cette situation.

Cette diminution risque d'ailleurs d'être accentuée par l'accord de Bruxelles sur les quotas laitiers et le prix de la viande bovine, qui crée, a

dit M. Chirac, « des contraintes nouvelles », à l'issue de négociations qui ont « été conduites dans des conditions inspirées par le ministre de l'agriculture », a-t-il ajouté. Le premier ministre a annoncé aussi la révision du mode de calcul de revenu agricole, confié par les professionnels, serait confié, à un

pas être négligé non plus : les agriculteurs et leurs familles, ce sont plus de 2,5 millions d'hectares. Si ce corps-là penche plutôt à droite, il est aussi instable et peut par son balancement apporter les quelques points qui font une majorité.

Les jeunes agriculteurs du CNJA ne s'y sont d'ailleurs pas trompés qui

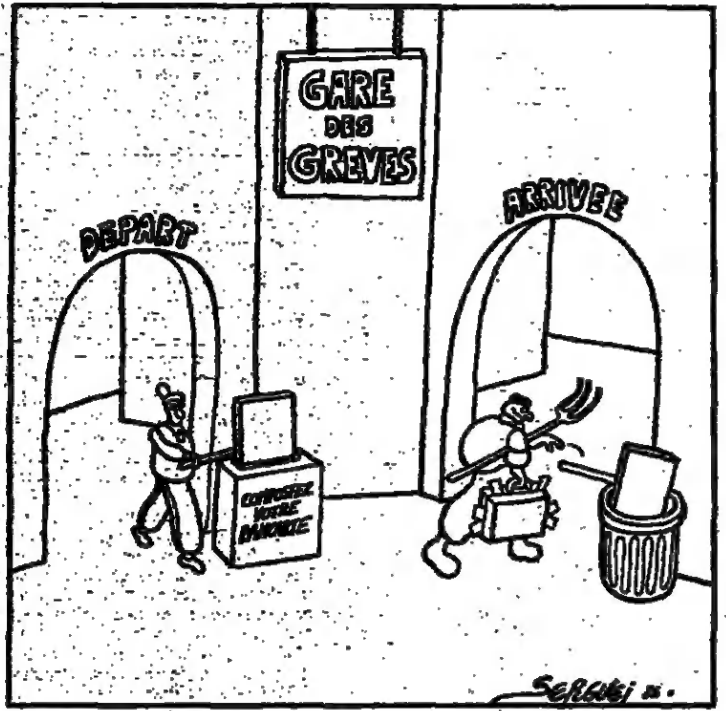
permettra à M. Chirac de prouver à nouveau son intérêt pour l'agriculture.

L'édition 1986 de la conférence annuelle aura aussi été l'occasion d'un arbitrage épineux. Entre son ministre des finances et celui de l'agriculture, M. Chirac a tranché : la Caisse nationale de Crédit agricole (CNCA) sera vendue tout en conservant le monopole des bonifications d'intérêts et les dépôts des notaires, ce qui rassure les agriculteurs ; mais le produit de la vente ne sera pas affecté à un compte spécial pour la modernisation de l'agriculture comme le prévoyait M. Guillaume.

Dans un communiqué de l'hôtel Matignon, il est précisé que les modalités de la vente « ne remettront pas en cause les règles générales des procédures de privatisation ».

Sauf à ce que M. Balladur précise comment seront financés dans le budget de l'Etat les aides au revenu des agriculteurs, — il s'y est, jeudi, refusé à plusieurs reprises, — on est réduit à imaginer des scénarios : le plus probable est que le gouvernement puisera dans ses caisses les sommes correspondantes qui y auront été apportées par la vente de la CNCA. Reste à savoir si ce transfert d'actifs publics vers des trésoreries privées est cohérent avec les « procédures », voire la morale des privatisations.

JACQUES GRALL



groupe de travail. Plus fondamentalement, M. Chirac, dont la fibre agricole est bien connue, estime qu'« on ne peut pas construire une agriculture prospère sur des agriculteurs en ruine ».

« Le gouvernement va dans le bon sens, mais ce n'est qu'une étape », a déclaré le président de la FNSEA, M. Raymond Lacombe, qui espère que les arbitrages de dernière heure en faveur des paysans par cette simple phrase : « On a pas mal tenté depuis plusieurs jours... »

De fait, le gouvernement a pris conscience de l'ampleur du traumatisme créé par les décisions de Bruxelles. Il est possible aussi que « l'effet étudiants » ait joué et que M. Chirac ait voulu éviter l'ouverture d'un nouveau front de contestation. L'argument électoral ne peut

voient notamment dans la prise en charge d'intérêt de deux points sur leurs prêts d'installation « une décision qui permet de rendre de la compétitivité à ceux qui seront les agriculteurs de demain ». Une autre mesure satisfait particulièrement le CNJA : c'est la mise en place, avec un crédit de 600 millions de francs (évalué à 400 millions prévus en 1986), d'un plan de restructuration laitière.

Il s'agit avec ces sommes d'aider les producteurs âgés à cesser la production, bien au-delà du volume de réduction requis par l'accord de Bruxelles. Ceci afin d'ouvrir un espace de croissance pour les jeunes installés et les futurs paysans.

Les agriculteurs, enfin, ont obtenu une autre promesse, celle d'un nouveau rendez-vous avec le gouvernement, en juin 1987, qui

REPÈRES

Privatisations

Trois « petites » en 1987

L'ordre des privatisations est modifié pour 1987, a annoncé M. Balladur sur Europe 1, le 18 décembre. Le ministre d'Etat a confirmé que la privatisation des Assurances générales de France n'aurait pas lieu avant le second semestre, et encore « si nous sommes prêts ». Pour garder « en quantité » le rythme, le gouvernement remplacera cette grosse opération par trois petites en vendant le Crédit commercial de France, la Banque des travaux publics et la Banque industrielle et mobilière privée (BIMP). « Une grande entreprise industrielle » les accompagnera, mais le ministre n'en a pas révélé le nom. L'objectif de M. Balladur est de ne pas altérer la bonne marche des privatisations inaugurée « avec succès » par Saint-Gobain par des opérations qui présentent des difficultés techniques. Les AGF sont dans ce cas.

Pour les autres entreprises, la liste est la suivante : Paribas pour fin janvier-début février, TF 1 en mars (les 50 % des opérateurs), et, en mai-juin (50 % pour la mise en Bourse et les salariés), et Havas en avril.

Gaz

Baisse de 11 % des tarifs domestiques

Les tarifs du gaz vont baisser de 11 % pour les usages individuels et de 12 % pour les usages collectifs et industriels à compter du 1^{er} janvier. Depuis le 10 octobre 1985, les tarifs de 8,6 millions de consommateurs domestiques ont ainsi baissé de 25 % sous l'effet de l'évolution des cours du pétrole et du dollar. Cela a permis aussi à GDF de dégrader 1,5 milliard de francs de bénéfices. Gaz de France avait d'ailleurs été empêché par les pouvoirs publics d'abaisser ses tarifs autant qu'il le voulait en octobre 1986, M. Balladur préférant garder une

marge au moment où les prix des services seraient libérés. Si le dollar reste à 7 F et le prix du baril de pétrole à 15 dollars, GDF envisage une nouvelle baisse des prix du gaz industriel de l'ordre de 12 % au 1^{er} avril.

Pièce de 10 F

Retrait définitif

La nouvelle pièce de 10 F sera définitivement retirée de la circulation à la fin du mois, a annoncé M. Edouard Balladur. Cette pièce avait été retirée provisoirement de la circulation après la protestation des organisations de consommateurs. La nouvelle pièce était souvent confondue avec la pièce de 50 centimes. M. Balladur avait demandé un rapport sur la question. Ce retrait devrait coûter 100 millions de francs au Trésor public.

Salaire horaire

+ 0,7 %

au troisième trimestre

Selon les résultats de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 1^{er} octobre 1986, le salaire horaire des ouvriers a augmenté de 0,7 % au troisième trimestre, conformément aux indications provisoires (Le Monde du 18 novembre), contre 1,4 % au troisième trimestre 1985 et 1 % au deuxième trimestre 1986. Le ministre note que « la progression des salaires a donc vu son rythme se ralentir au cours du troisième trimestre pour se rapprocher de celui des hausses de prix. Le pouvoir d'achat des salariés ouvriers n'a donc pas varié au cours du dernier trimestre, alors qu'il avait augmenté de 0,9 % dans le premier moitié de l'année ». Depuis janvier 1986, le prix ont progressé de 1,8 %, le SMIC de 3,4 % et les salaires de 2,7 %. D'autre part, sur douze mois, la baisse des effectifs est de 0,1 %, contre 1,2 % l'année précédente.

EN JORDANIE

A AMMAN

L'Hôtel Intercontinental et l'Hôtel Amra-Forum

A PETRA

Le Forum-Hôtel

vous invitent au voyage sur les traces de Lawrence d'Arabie

INTER-CONTINENTAL HOTELS

FORUM HOTELS INTERNATIONAL

Réservations européennes : à Londres à partir du 1^{er} décembre 1986
Téléphone : (19) 05-90-85-55
appel gratuit

AVIS AU PUBLIC

MINISTRE DE L'EMPLOI, DU LOGEMENT DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES TRANSPORTS CRÉATION D'UN ÉCHANGEUR AVEC L'AUTOROUTE A 1 SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE PLAILLY (Oise)

Le préfet, commissaire de la République du département de l'Oise, a par arrêté en date du 11 décembre 1986, prescrit du 7 janvier 1987 au 7 février 1987 les enquêtes publiques et d'avis publics relatives au projet de création d'un échangeur avec l'autoroute A 1 sur le territoire de la commune de Plailly (Oise) afin de permettre :

- préalablement à la réalisation dudit ouvrage, une complète information du public conformément aux dispositions de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 et notamment du décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application (projet de voirie routière supérieur à 12 millions de francs) ;
- la déclaration d'utilité publique de l'opération conformément au code de l'urbanisme pour cause d'utilité publique.

La création d'ouvrage est soumise à la Société des autoroutes du nord et de l'est de la France (S.A.N.E.F.), concessionnaire de l'Etat.

Les plans de dossier sont tenus à la disposition du public pendant un mois du 7 janvier 1987 au 7 février 1987 inclus à la préfecture de l'Oise — direction des affaires financières et territoriales — 2^e bureau —, à la sous-préfecture de Senlis aux jours et heures indiqués d'ouverture et à la mairie de Plailly, notamment les :

- lundi, mardi, jeudi de 10 h 30 à 11 h 30 et de 16 h 30 à 19 h 00 ;
- mercredi et samedi de 9 h 30 à 11 h 30 ;
- vendredi de 14 h à 18 h ;

afin que toutes personnes intéressées puissent en prendre connaissance et déposer éventuellement des observations sur les registres qui y sont ouverts à cet effet, ou transmettre directement ses commentaires, suggestions, à la mairie ou au maire de Plailly, pour être annexés au dossier.

Le préfet a désigné par décision du préfet du tribunal administratif d'Amiens en date du 23 novembre 1986 un comité de :

- M. Roger Fédernier, ancien Adm. de l'Ecologie, président ;
- M. et Mme de commissaire-enquêteur suppléant, M. René Bourry, ancien Adm. régional de l'environnement.

En cas d'empêchement de M. Roger Fédernier, M. René Bourry assurera l'instruction de l'affaire jusqu'à la fin des enquêtes.

La consultation-enquêteur désigné à la mairie de Plailly les :

- JEUDI 5 FÉVRIER 1987 de 10 h 30 à 19 h ;
- VENDREDI 6 FÉVRIER 1987 de 10 h 30 à 18 h ;
- SAMEDI 7 FÉVRIER 1987 de 9 h 30 à 11 h 30.

afin de permettre au public de prendre connaissance du dossier et notamment de lui faire part de ses observations.

A l'issue des enquêtes, copie du rapport et des conclusions jointes du commissaire-enquêteur sera tenue à la disposition du public à la mairie de Plailly et à la mairie des communes limitrophes citées à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 1986, ainsi qu'à la sous-préfecture de Senlis et à la préfecture de l'Oise — direction des affaires financières et territoriales — 2^e bureau — pendant un mois à compter de la date de clôture des enquêtes.

Les demandes de communication du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur devront être adressées à la préfecture de l'Oise — direction des affaires financières et territoriales — 2^e bureau.

Pour le préfet,
commissaire de la République,
le secrétaire général
Marie-Françoise Hayé-Guillaud

Les différentes mesures

• **Élevage** : 480 millions pour les producteurs de viande bovine et ovine ; 164 millions d'avance pour les primes à la brebis dont le versement est généralisé à tous les départements ; 2 millions pour l'insémination ovine ; un « appui » non chiffré pour la gestion du marché du porc.

• **Charges financières** : 100 millions (déjà annoncés) pour la prise en charge partielle d'intérêts sur prêts bonifiés d'avant 1984 pour les producteurs de viande et de lait en difficulté ; 189 millions pour l'abaissement des taux de 3 % des prêts d'équipement non bonifiés souscrits entre 1982 et 1985 ; même mesure pour les productions végétales spéciales pour une valeur de 7 millions ; de 150 à 200 millions pour l'abaissement de deux points sur les prêts aux jeunes agriculteurs souscrits entre 1982 et 1985.

• **Couverture sociale** : 50 millions de prêts d'honneur pour les agriculteurs privés de couverture sociale.

• **Lait** : 600 millions pour le programme de restructuration laitière.

• **Fiscalité** : 30 millions pour l'extension de la déduction de 50 % de la TVA sur le foin pour les coopératives d'utilisation de matériel (CUMA) et les entrepreneurs de travaux ; 280 millions, correspondant à une provision de 10 % sur les bénéfices ; abatement de 20 % sur les bénéfices pour les agriculteurs choisissant le nouveau régime transitoire d'imposition « super-simplifié » (non chiffré).

L'ensemble de ces mesures fiscales étaient déjà inscrites dans la loi de finances 1987.

GENÈVE
de notre envoyée spéciale

Jusqu'à la dernière minute, le conflit entre l'Iran et l'Irak a

VÉRONIQUE MAURUS.

● Fourchette un peu plus large pour la croissance de la masse monétaire en RFA. — La Banque fédérale d'Allemagne a légèrement élargi la fourchette de croissance pour la masse monétaire allemande en 1987, qui sera de 3 % à 6 % pour l'année, contre un objectif de 3,5 % à 5 % en 1986, qui n'a pas été respecté. A l'heure actuelle en effet, cette masse progresse au rythme annuel de 7,9 %, bien trop rapidement au gré de la Banque Centrale. L'annonce de ce léger élargissement, qui joua le 8 décembre au début d'après-midi, a soulevé les marchés financiers perplexes : il faudra bien faire rentrer la masse monétaire dans son lit, ce qui, à leur yeux, exclut toutes baisses des taux allemands dans l'immédiat.

THYSSEN AKTIENGESELLSCHAFT
Vorm. AUGUST THYSSEN HÜTTE

SUBSTANCE

Le président a indiqué que l'actif net d'EURAFRANCE, compte tenu des plus-values latentes sur titres cotés et assimilés, s'élevait à 7 636 millions de francs avant impôt et à 6 826 millions de francs après impôt, soit par action respectivement 3 126 F et 2 795 F.

L'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue à l'issue de l'assemblée générale ordinaire a donné au conseil les autorisations nécessaires pour pouvoir porter le capital en une ou plusieurs fois à un maximum de 900 millions de francs et émettre des valeurs mobilières pour un montant nominal maximum de 500 millions de francs. Il a été précisé qu'aucune décision n'avait encore été prise pour utiliser cette autorisation.

UGINE GUEUGNON

Il sera proposé à un prochain conseil la cooptation comme administrateur de M. Philippe Choppin de Jamvry, directeur des affaires internationales d'Usinor et de Secilor, et sa nomination comme président-directeur général en remplacement de M. Jean-Pierre Hugon, démissionnaire.

Quand tombe le masque dollar

Outre le poids que fait peser un trou de 14 milliards de francs sur une balance commerciale déjà mal en point, le résultat annoncé le mer-

**Pour les professionnels du secteur
les causes de cette perte de compéti-**

Le graphique illustre l'évolution des importations et des exportations de la Tunisie de 1981 à 1986, ainsi que le taux de couverture. Les importations (hachures diagonales) et les exportations (hachures croisées) sont mesurées en milliards de francs. Le taux de couverture (ligne noire) est exprimé en pourcentage.

Année	Importation (milliards de francs)	Exportation (milliards de francs)	Taux de couverture (%)
1981	26	21	80
1982	31	24	77
1983	34	27	79
1984	40	31	77
1985	45	35	77
1986	46	32	70

Source : UIT

La ligne bleue de l'équilibre commercial semble désormais, et pour longtemps, hors de portée. Faut-il s'en étonner ? La dernière chute du taux de couverture (rapport importations exportations) de 8 points sur l'année 1986 (il atteint 70 %) poursuit une tendance déjà ancienne.

Les variations du billet vert n'ont finalement joué que provisoirement sur quelques marchés extérieurs, tels les États-Unis, désormais cinquième marché étranger de la France. Mais, globalement, la con-

france, mais, globalement, la progression record des exportations de 10 % en valeur en 1985, tant vantée à l'époque par l'Union textile, cachait en fait une stagnation en volume. La meilleure tenue des ventes à l'étranger a surtout masqué la continue poussée des importa-

tivité sont simples : le poids des charges pesant sur l'entreprise, que l'industrie calcule comme étant globalement deux fois supérieures en France, à une moyenne observée dans les pays de l'OCDE, et les taux d'intérêt à moyen et long terme, qui, une fois tenu compte de l'inflation, pénalisent particulièrement les entreprises françaises.

Un nécessaire électrochoc

Après avoir « pris acte des décisions positives du gouvernement » (la réduction de l'impôt sur les sociétés, l'ordonnance sur les prix et la concurrence, etc.) l'industrie textile réclame deux mesures principales : la fiscalisation des allocations familiales, ainsi que la réduction de la taxe professionnelle.

Imperturbable optimisme. « Nous avons foi dans l'avenir du textile », affirme M. Bary, annonçant un taux d'investissement du secteur égal à 3,5 % de son chiffre d'affaires, « supérieur au niveau national, en dépit de la situation difficile ». Il est vrai que le redressement spectaculaire de certaines firmes, telle DMC sous la direction de M. Julien Charlier, prouve que le secteur abrite quelques réussites. Mais quelles mesures provoqueront l'électrochoc nécessaire pour revitaliser une profession globalement en perte de vitesse ?

A TRAVERS LES ENTREPRISES

CdF-Chimie change de statuts

CoF-Chimie va changer de statuts. D'ici au printemps de 1987, un conseil d'administration sera mis en place. Il se substituera au directeur et au conseil de surveillance, dont le groupe s'était doté dès sa naissance en 1968. Cette simplification des structures de l'entreprise vise à faciliter la tâche qui attend M. Serge Tchuruk, son président (*Le Monde* du 14 novembre) désigné à ce poste par les pouvoirs publics avec pour consigne de restructurer et de redresser cette affaire au bord de la ruine. Car cela ne fait maintenant aucun doute : M. Tchuruk sera nommé PDG et cumulera ainsi pour la première fois tous les pouvoirs. Il sera seul maître à bord, après l'Etat, qui va devenir l'unique actionnaire de CoF-Chimie en reprenant pour le franc symbolique la participation de 95 % détenue par les Charbonnages de France.

Citroën sort du rouge

Après six années de pertes consécutives, Citroën attendra enfin l'objectif d'équilibre fixé depuis plusieurs exercices par son président, M. Jacques Calvet. La seconde marque du groupe PSA devrait même dégager des bénéfices cette année, aux environs de 300 à 400 millions de francs (après une perte de 400 millions en 1985). Ce redressement des comptes résulte de l'effet conjugué de l'augmentation des ventes et de la réduction des coûts de production. En Europe, Citroën aura immatriculé

près de 505 000 voitures particulières en 1986 (soit 6,4 % de plus qu'en 1985) détenaient ainsi 4,4 % du marché. Cette progression, meilleure que prévue, s'explique par des succès dans les pays européens. En revanche, Citroën voit sa pénétration reculer en France, 11,8 % en 1986). Les efforts de productivité ont atteint environ 10 % en 1986, ils devraient se poursuivre à un rythme plus lent en 1987. Ils se sont traduits par 1 900 suppressions d'emplois (après 4 000 en 1984 et 3 200 en 1985).

PARIS, 18 décembre ↑
Résistant : + 0,03 %

Around de la corballe, les dockers déclarent une certaine satisfaction devant cette évolution du marché. Après la hausse récente qui a propulsé l'indice CAC vers des sommets, ils ont constaté que les investisseurs étrangers ne se sont pas précipités sur la Bourse tropique une « pause » bien méritée. Ils ont été habitué de voir l'indicateur de la bourse de Paris monter et descendre à l'envi, les investisseurs évaluant à cette occasion le spectacle du marché de franchir le cap. Pour nombre d'entre eux, une course de poursuite s'est engagée, les plus pressés ayant anticipé sur le mouvement de la Bourse de Paris. Les investisseurs ont constaté que les investisseurs étrangers ne se sont pas précipités sur la Bourse tropique une « pause » bien méritée. Ils ont été habitué de voir l'indicateur de la bourse de Paris monter et descendre à l'envi, les investisseurs évaluant à cette occasion le spectacle du marché de franchir le cap. Pour nombre d'entre eux, une course de poursuite s'est engagée, les plus pressés ayant anticipé sur le mouvement de la Bourse de Paris.

Sur le marché obligataire, la morosité gagnait du terrain... « Rien ne se passera avant le 2 janvier », se désespérait un spécialiste. Quant au MATIF, il gagnait une petite fraction, le contrat à échéance septembre 1987 s'établissant à 107,05 (+0,05 %).

NEW-YORK, 18 décembre
La baisse se ralentit

La tendance s'est de nouveau abor-

Une fois exécuté, le sténos a été entièrement placé sous le signe des « trois sorcières » (triple sorcellerie) : options sur indices et des options sur actions intervenant à la même heure ; le 19 décembre). La stratégie consistait à faire brûler les cours afin de pouvoir acheter à bas prix les actions et les racheter au découvert, les liquidations de positions, les ventes de carnets de fiscalité. Bref, tout concourait à faire monter les cours. Les investisseurs se disaient prudemment à l'écarter de peur de se brûler. Autour du J.P. Rocard, le sentiment était néanmoins amer, bon, certains d'émotions, pas, tous d'indignation. Les investisseurs se voyaient dans le Dow attendre le bœuf de 2 000 points avant la fin de l'année.

VALEURS	Cours du 17 déc.	Cours du 18 déc.
Alcan	35 5/8	36 1/8
A.T.	32 1/2	32 1/2
Banque	87 5/8	83
Chem. Macdonald Bank	38 1/8	38 1/8
Comp. du Pacifique	60 1/2	60 1/2
Emerson Knitex	66 1/4	66 7/8
Enron	71 1/2	71 1/2
Ford	62 1/2	62 1/2
General Motors	86 1/2	86 3/4
Grain Processing	40 1/2	41 1/2
ITT	126 3/4	126 3/4
Metall Oil	95 3/8	95 3/8
Shell	38 7/8	39 7/8
Schlumberger	32 3/4	32 3/4
Tenneco	35 1/2	35 1/8
U.S. Steel	87 1/2	87 1/2
Union Carbide	22 1/2	22 1/4
U.S. X.	22 1/4	22 1/4
Westinghouse	22 1/2	22 1/2
Yamaha	80 7/8	81 1/2

INDICES BOURSIERS

PARIS	
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)	
	17 déc. 18 déc.
Valeurs françaises ..	254,5
Valeurs étrangères ..	215,2
C* des agents de change	
(Base 100 : 31 déc. 1981)	
Indice général ...	430 402,30

NEW-YORK
Gladys Day, Inventor

	17 déc.	18 déc.
Industrielles	1912,30	1912,82
LONDRES		
	17 déc.	18 déc.
Industrielles	1276,10	1270,60
Mines d'or	315,90	311,3
Fonds d'Etat	82,13	82,19

TOKYO
18 dec 19 dec

Nikkel	18723,72	20938,63
Indice general ...	1952,27	1989,87

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1033-1037.

MATIF					
National 10 %. — Cotation en pourcentage du 18 décembre					
Nombre de contrats : 9 726 (chiffre provisoire)					
COURS	ÉCHÉANCES				
	—	Déc. 86	Mars 87	Juin 87	Sept. 87
Dernier	—	107,30	107,25	107,45	107,15
Précédent ...	—	107,20	107,15	106,95	107,05

AUTOUR DE LA CORBEILLE

BSN: FONDE LA GEMFOM POUR SE PRÉPARER DES OUVRIERS — Les dirigeants de la BSN ont voté, le jeudi 18 décembre, la création de Gemfom, une société qui doit constituer une sorte de « club des amis de BSN », destinée à venir au secours du premier groupe français de l'agro-alimentaire en ce moment de sa plus dure épreuve. Le capital de Gemfom sera détenu par un groupe de grandes banques françaises et étrangères. Les dirigeants de BSN ont voté pour un minimum de 120 millions de francs. Il s'agit, attaché à ces obligations

des bons documents écrits à la souscription d'actions nouvelles de BSN au cours du marché, à hauteur de 30 % du capital. Les dirigeants de la BSN, dont le président, Jacques Ribes, ont espéré pouvoir se préparer contre une tentative d'Olivier, malgré la dispersion de son capital.

UN NOUVEAU PDG POUR ICLE FRANCE — M. Paul Schindler, quarante-cinq ans, a été nommé PDG de la filiale française du groupe chimique britannique. Il remplacera à ce poste M. Jacques Bourgeois qui a atteint la limite d'âge et est élu président d'Union

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	+ base	+ base	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
100	6,537	6,537	+ 45	+ 65	+ 130	+ 170	+ 535	+ 635
1000	4,796	4,796	- 26	- 5	- 47	- 58	- 123	- 135
10000	4,832	4,832	+ 112	+ 132	+ 226	+ 261	+ 326	+ 374
100	3,277	3,282	+ 62	+ 30	+ 146	+ 169	+ 463	+ 544
1000	2,899	2,904	+ 33	+ 44	+ 71	+ 94	+ 246	+ 294
10000	15,049	15,794	+ 5	+ 186	+ 47	+ 143	+ 99	+ 424
100	4,742	4,733	- 176	- 106	- 287	- 248	- 378	- 365
1000	4,742	4,733	- 176	- 106	- 311	- 233	- 789	- 540
10000	5,123	5,120	- 265	- 217	- 553	- 478	- 1,295	- 1,240

TAUX DES EUROMONNAIES

6 3/8	6 5/8	7 1/16	73/16	6 9/16	611/16	63/16	6 5/8	6 1/2
5 5/8	5 1/4	5 3/8	5 1/2	5 3/16	5 1/8	413/16	4 15/16	4 1/2
6 1/4	6 1/2	6 3/8	6 1/2	6 3/16	6 5/16	5 7/8	5 1/2	5 1/4
6 1/2	7 3/8	7 1/2	7 7/8	7 5/8	8	7 3/4	7 1/4	7 1/2
10 1/2	11 1/2	11 1/4	11 3/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2
10 1/4	11 1/4	11 1/8	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2
10 3/4	11 1/8	11 3/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2
10 3/4	11 1/8	11 3/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché international.

de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

18 DECEMBRE

**Cours relevés
à 17 h 32**

BOURSE DE PARIS

Réglement mensuel

Cours précéd.	Cours précéd.	Prévoir cours	Dernier cours	%	Cours précéd.	Cours précéd.	Prévoir cours	Dernier cours	%	Cours précéd.	Cours précéd.	Prévoir cours	Dernier cours	%	Cours précéd.	Cours précéd.	Prévoir cours	Dernier cours	%	Cours précéd.	Cours précéd.	Prévoir cours	Dernier cours	%	Cours précéd.	Cours précéd.	Prévoir cours	Dernier cours	%
6448	6450	6450	6450	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
1787	1787	1787	1787	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
2578	2578	2578	2578	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
2170	2170	2170	2170	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
1400	1400	1400	1400	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
429	429	429	429	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
2080	2080	2080	2080	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
1260	1260	1260	1260	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
1860	1860	1860	1860	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
318	318	318	318	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
2009	2009	2009	2009	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
2730	2730	2730	2730	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
1180	1180	1180	1180	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
800	800	800	800	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00

42.5 % 1977	651	1850	1850	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
ALP. T.P.	4940	4341	4341	+ 0.02	100	100	100	100	+ 0.02	100	100	100	100	+ 0.02	100	100	100	100	+ 0.02	100	100	100	100	+ 0.02	100	100	100	100	+ 0.02
C.A.P. T.P.	1210	1220	1220	+ 0.82	100	100	100	100	+ 0.82	100	100	100	100	+ 0.82	100	100	100	100	+ 0.82	100	100	100	100	+ 0.82	100	100	100	100	+ 0.82
C.A.P. T.P.	1117	1127	1127	+ 0.89	100	100	100	100	+ 0.89	100	100	100	100	+ 0.89	100	100	100	100	+ 0.89	100	100	100	100	+ 0.89	100	100	100	100	+ 0.89
Electricité	2258	2266	2266	+ 0.36	100	100	100	100	+ 0.36	100	100	100	100	+ 0.36	100	100	100	100	+ 0.36	100	100	100	100	+ 0.36	100	100	100	100	+ 0.36
Renault T.P.	2090	2090	2090	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
Renault T.P.	2120	2120	2120	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
St-Gobain T.P.	1321	1312	1312	- 0.68	100	100	100	100	- 0.68	100	100	100	100	- 0.68	100	100	100	100	- 0.68	100	100	100	100	- 0.68	100	100	100	100	- 0.68
Alcatel T.P.	1282	1282	1282	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
Agache-Henri	2080	2180	2130	- 0.23	100	100	100	100	- 0.23	100	100	100	100	- 0.23	100	100	100	100	- 0.23	100	100	100	100	- 0.23	100	100	100	100	- 0.23
Ag. Paris C.	2100	2085	2085	- 0.07	100	100	100	100	- 0.07	100	100	100	100	- 0.07	100	100	100	100	- 0.07	100	100	100	100	- 0.07	100	100	100	100	- 0.07
Alcatel	2000	2000	2000	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
Alcatel	2000	2000	2000	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
Alcatel	2000	2000	2000	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
Alcatel	2000	2000	2000	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
Alcatel	2000	2000	2000	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
Alcatel	2000	2000	2000	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
Alcatel	2000	2000	2000	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
Alcatel	2000	2000	2000	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
Alcatel	2000	2000	2000	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
Alcatel	2000	2000	2000	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
Alcatel	2000	2000	2000	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
Alcatel	2000	2000	2000	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
Alcatel	2000	2000	2000	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
Alcatel	2000	2000	2000	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
Alcatel	2000	2000	2000	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
Alcatel	2000	2000	2000	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
Alcatel	2000	2000	2000	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
Alcatel	2000	2000	2000	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
Alcatel	2000	2000	2000	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
Alcatel	2000	2000	2000	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
Alcatel	2000	2000	2000	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00
Alcatel	2000	2000	2000	+ 0.00	100	100	100	100	+ 0.00	100	100	1																	

Comptant (selection)

Second marché (selection)

VALEURS	% du cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations																			
Emp. 7 1/2 1923	9850		Croix-Rouge	268 80	405	405	Ministère de l'Énergie	270	320		A.S.P.S.A.	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 77	122 30	5 003	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 78	102 35	4 288	Clément	1700	1744	1744	226 70	226 70			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 79	102 35	4 288	Clément	821	821	821	118	118			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 80	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 81	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 82	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 83	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 84	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 85	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 86	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 87	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 88	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 89	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 90	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 91	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 92	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 93	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 94	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 95	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 96	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 97	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 98	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 99	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 00	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 01	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 02	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 03	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 04	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 05	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 06	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 07	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 08	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 09	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 10	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 11	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 12	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 13	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 14	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 15	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 16	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 17	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 18	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 19	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 20	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 21	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 22	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 23	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 24	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 25	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 26	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 27	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 28	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 29	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 30	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 31	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 32	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 33	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 34	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 35	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 36	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 37	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 38	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 39	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 40	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 41	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 42	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 43	102 35	4 288	Clément	1000	1000	1000	210	210			Alcan	1415	1410	Dauphin G.T.A.	2685	2772	Malin	300	306
Emp. 6,00 1/2 44	102 35																		

SICAV *Investment*

18/12

[illegible]

Droits et bons

Cote des changes

Marché libre de l'or

VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	MARCHÉ OFFICIEL		COURS DES BILLET		MORNAIRES ET DEVISES		COURS 18/12		COURS 18/12	
						Achat	Vente						
Assurances													
Air Liquide	88 10			Etat-Uni (5 \$)	8 858	8 588	8 320	8 850	Orfin (60 en bar)	83200	83000		
Canal	280			RCU	8 858	8 828			Or fin (en lingot)	83600	83400		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	18 748	18 788	200	228	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	288 800	278	288	288	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal	280			RCU	327 450	328	317 800	337 800	Pine (100 en bar)	820	818		
Canal													

MINITEL

La question est directe

apex LAMONNE pain-BU

- c : coupon détaché
- o : offert
- a : droit détaché
- d : demandé
- ◆ : prix précédent
- * : marché continu.

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
2 La détection aérienne en Europe occidentale.	5 M. Mitterrand dans l'Ain : « La cohésion sociale commande la cohésion nationale. »	8 L'affaire du Carrefour du développement.	7 Communication : la démission du directeur de l'AFP M. Pigot.	26 L'élection de M. Camdessus à la direction générale du FMI.	Radio-télévision 16
3 URSS : émeutes anti russes à Alma-Ata.	6 Assemblée nationale : les terroristes jugés par des magistrats professionnels.	9 Point de vue : les « casques blancs », une force morale.	12 La manifestation des artistes.	— Les perspectives de l'OCDE.	Annuaire classés 25
4 Vietnam : les orientations du sixième congrès du PC.	— M. Léotard à TF 1 : « La libéralisme est une nouvelle forme de générosité. »	10 Voile : coupe Louis Vuitton.	— Musique : l'Orchestre philharmonique du monde joue pour la Croix-Rouge.	27 Les résultats de la conférence annuelle agricole.	Carnet 28
		— Jeu de paume : les internationaux de France.	13 Expositions : Maillois à Orsay.	28 L'évolution du prix du pétrole.	Philatélie 16
				28-29 Les marchés financiers.	Météorologie 16
					Mots croisés 16
					Loto 16
					Programmes des spectacles 14

Le Sénat adopte le collectif budgétaire

Le Sénat a adopté, dans la nuit du jeudi 18 au vendredi 19 décembre, et après l'avoir modifié, le projet de loi de finances rectificative pour 1986, par 228 voix contre 86 (PC, PS et 8 sénateurs de la Gauche démocratique). Les modifications apportées accroissent les dépenses. L'excédent des charges est majoré de 450 millions de francs, et il se trouve ainsi fixé à moins 332 millions de francs. Dans le texte initial, ce solde s'établissait à moins 368 millions et, après son examen à l'Assemblée nationale il était de moins 342 millions (le Monde du 13 décembre).

M. Alain Juppé, ministre délégué chargé du budget, avait deux bonnes nouvelles à annoncer aux sénateurs : la première résultait des décisions prises en faveur des agriculteurs et rendues publiques à la conférence annuelle : la seconde, la possibilité de les financer grâce à une ressource de 720 millions de francs tirée de la taxation à 10 % des capitaux rapportés. En effet, à la date du 15 décembre, ce sont 7 milliards 200 millions de francs qui sont revenus en France, en application de l'amnistie fiscale décidée en juillet dernier. Le produit attendu de la taxe spéciale sur les rapatriements d'avoirs détenus à l'étranger, majoré ainsi de 440 millions de francs, justifie aux yeux du gouvernement que le délai de rapatriement soit prorogé jusqu'au 31 janvier 1987, au lieu du 31 décembre précédent.

Pour M. Michel Moreigne (PS, Creuse), l'effort consenti par le gouvernement en faveur des agriculteurs n'est pas aussi « considérable » qu'il le prétend. L'essentiel est, dit-il, financé par le Crédit agricole, et par un redéploiement de sommes déjà affectées au budget de l'agriculture. Ces affirmations sont contestées par M. Juppé qui ajoute à cette somme 260 millions de mesures fiscales inscrites dans la loi de finances initiale et 100 millions ajoutés au cours du débat au Sénat, soit 810 millions et à terme 2 milliards. Quant à la part du Crédit agricole, le ministre l'estime à 169 millions de francs.

Parmi les modifications apportées à ce deuxième collectif de 1986, figure une nouvelle répartition du produit de la rodevance pour droit d'image des appareils de télévision. C'est à l'unanimité des trois cent seize votants et malgré l'avis contraire de M. Juppé que l'amendement de la commission des finances a été voté, la justification en étant que le financement du satellite de TDF I devait être assuré par le Fonds de développement économique et social et non par prélevement sur les dotations attribuées aux différents organismes de communication audiovisuelle.

A l'occasion d'une deuxième délibération, et par vote bloqué, le gouvernement a supprimé trois dispositions que le Sénat venait d'approuver. Ainsi, M. André Fossé (U.R., Hauts-de-Seine) a obtenu gain de cause pour que, tous les deux ans avant le 1^{er} novembre, le gouvernement publie pour chaque ministère la liste des associations régies par la loi de 1901 ayant reçu directement une subvention avec précision de son montant.

Le couperet a également été fatal à un amendement de M. Roger Chénard (RI, Paris) qui

La majorité demande au gouvernement de riposter à M. Mitterrand

Dans une déclaration commune rendue publique le vendredi 19 décembre en fin de matinée, « les présidents des groupes de la majorité de l'Assemblée nationale et du Sénat enregistrent avec surprise la décision du président de la République de ne pas signer l'ordonnance relative à l'aménagement du temps de travail. Ce texte, dont les principes ont été discutés et acceptés par le Parlement lors du débat de la loi d'habilitation économique et sociale, constitue un élément essentiel du dispositif de redressement du pays », indiquent les signataires.

« En conséquence, ils demandent au gouvernement de soumettre immédiatement, sous forme d'un amendement au projet de loi portant diverses mesures d'ordre social, avant la clôture de la session ordinaire, les dispositions contenues dans le projet d'ordonnance. »

Le prochain « Grand jury RTL-le Monde » aura lieu le dimanche 4 janvier 1987 avec pour invité M. Valéry Giscard d'Estaing.

Dans une lettre au président

La Société des journalistes s'inquiète d'une « reprise en main » d'Antenne 2

Ce n'est pas une fronde, plutôt un round d'observation. Et la Société des journalistes d'Antenne 2 se refuse à tout procès d'intention aux nouveaux dirigeants de la chaîne. Mais l'entretien du président Claude Contamine avec les cadres de la rédaction, mercredi dernier, puis les déclarations de MM. Jean-Marie Cavada et Jean-Claude Pavis, faites jeudi pendant la conférence de rédaction, n'ont pas apporté les apaisements souhaités. « A ces deux occasions, toutes nos questions sur votre appréciation de l'esprit d'indépendance et de sens critique qui font la réputation de nos journaux auprès des téléspectateurs sont restées sans réponse », souligne une lettre adressée à M. Claude Contamine par le conseil de la Société des journalistes le 17 décembre dernier.

« Durant ces deux dernières années, un homme, Pierre-Henri Arnstam, a symbolisé à la tête de la rédaction ses qualités professionnelles et il en a préservé l'exercice. Il vient d'être écarté de son poste sans en être démissionnaire, alors que tout le monde s'accorde, y compris vous-même, à reconnaître sa compétence », ajoute la lettre, qui fait état de la « vive inquiétude » des journalistes craignant une « reprise en main », mais déterminés à « réagir ».

La rencontre prévue le 23 décembre prochain entre M. Claude Contamine et le conseil d'administration de la Société des journalistes permettra-t-elle d'apaiser ces craintes ?

Allocations familiales Pas de revalorisation au 1^{er} janvier 1987

Mieux traitées que les retraités en juillet 1986, les familles ne le seront pas en janvier 1987 : il n'y aura pas de relèvement des allocations familiales au 1^{er} janvier 1987, alors que les retraités vont bénéficier d'une hausse de 1,8 %. Explication : les revalorisations accordées au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet 1986 avaient été calculées sur la base d'une inflation de 3,4 % en moyenne annuelle ; le gouvernement de M. Chirac a maintenu l'augmentation de 1,25 % au 1^{er} juillet prévue par ses prédécesseurs (alors qu'il a réduit à 0,5 % la revalorisation de 1,1 % prévue pour les retraités et l'a repoussée au 1^{er} octobre). Le gain de pouvoir d'achat des prestations familiales sera donc d'environ 1 % pour les familles de deux enfants, de 1,5 % à 2,5 % pour celles de trois enfants, selon l'âge des enfants et les catégories de familles.

Pour assurer le maintien du pouvoir d'achat des prestations familiales en 1987, si l'évolution des prix est conforme aux prévisions gouvernementales (+2 %), une augmentation de 0,39 % au 1^{er} juillet suffirait. Mais ces calculs risquent d'être contestés par les mouvements familiaux. En effet, les calculs de l'UNAF sur les budgets familiaux montrent des augmentations supérieures à 2,5 % sur les neuf premiers mois de 1986.

M. Jean-Marie Balestre abandonne la présidence de la FISA

Lors de la réunion du comité exécutif de la Fédération internationale de sport automobile (FISA), jeudi 18 décembre, Jean-Marie Balestre a remis sa démission de président de cette instance. Il a déclaré dans un communiqué officiel « qu'il entendait ainsi disposer d'une plus grande liberté d'action et qu'il ne pourrait plus admettre d'être l'objet de campagnes calomnieuses, mensongères et diffamatoires sans que jamais leurs auteurs en soient punis ».

Autoritaire, le patron de la FISA l'a toujours été. Passionné de sport automobile, fondateur en 1949 avec Robert Hersant de l'Auto-Journal, il dirigeait d'une main ferme la Fédération internationale. Depuis son accession à la présidence en 1978, pilotes et constructeurs avaient fait connaissance avec ses colères, ses emportements et ses décisions souvent sans appel.

Farouchement attaché à l'indépendance du pouvoir sportif, le président Balestre a jalonné son mandat

ÉTATS-UNIS M. Casey, directeur de la CIA, a été opéré d'une tumeur au cerveau

Washington (AFP). — M. William Casey, directeur de la CIA (services de renseignement), a été opéré, jeudi 18 décembre, d'une tumeur au cerveau, a annoncé l'hôpital de l'Université Georgetown de Washington.

L'opération, qui a duré six heures, a été effectuée sans complication, et M. Casey est dans un état stable, a indiqué l'établissement, où le directeur de la CIA, qui est âgé de soixante-trois ans, est hospitalisé depuis lundi à la suite d'une attaque cérébrale.

La tumeur a été enlevée de la partie gauche du cerveau. Cette intervention signifie, indique-t-on, que M. Casey ne pourra sans doute pas reprendre avant un certain temps ses fonctions devant le Congrès dans le cadre de l'enquête sur les livraisons d'armes américaines à l'Iran et des transferts de fonds aux « contras » nicaraguayens.

TRECA
la librairie des connaisseurs

toutes dimensions
CAPELOU

37, av. de la République, 75011 PARIS
43.57.46.25. Métro : PARNASSE

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + ISLM

En Une Demi Heure Chez Vous vos Repas, votre Plateau de Fruits de Mer par «LAYRAC à domicile» en téléphonant à 46.34.21.40 (Vos points de contact sont sur MINITEL à 43.31.24.34) (Prix nets • Livraison gratuite)

SOLDES

JIGGER

HABILLE MOI...

1 rue de Berni (Champs-Élysées) 75008 • 15-17 bis St-Michel 75005
151-159 boulevard de la Chapelle 75009 • 55 bis rue de la Chapelle 75009
80-88 rue Lecourbe 75015 • 58 rue Daubigny 75008
30 rue de Rivoli 75004 • 15-19 rue Pierre Lescol 75001

BOURSE DE PARIS

Matinée du 19 décembre

Valeurs françaises	Cours	Premier	Dernier
Paris	clôturé	clôturé	clôturé
Agenc. Hénoc	496	494	494
Ag. L'Express	2130	2120	2119
Banque Paribas	700	697	700
Banque Paribas	1142	1146	1146
Banque Paribas	2650	2648	2670
Banque Paribas	1282	1280	1280
Banque Paribas	4085	4080	4080
Banque Paribas	3891	3891	3895
Banque Paribas	1630	1630	1630
Banque Paribas	718	718	721
Banque Paribas	1548	1550	1550
Banque Paribas	1385	1381	1380
Banque Paribas	316	315	315
Banque Paribas	3700	3695	3700
Banque Paribas	1407	1415	1410
Banque Paribas	2610	2601	2613
Banque Paribas	1719	1719	1720
Banque Paribas	2568	2567	2567
Banque Paribas	1107	1119	1115
Banque Paribas	3801	3806	3815
Banque Paribas	1270	1270	1270
Banque Paribas	1085	1078	1082
Banque Paribas	1214	1238	1237
Banque Paribas	774	776	776
Banque Paribas	708	708	701
Banque Paribas	3285	3286	3286
Banque Paribas	1620	1620	1620
Banque Paribas	418	418	418
Banque Paribas	2282	2282	2282
Banque Paribas	540	539	540

Le numéro du « Monde » daté 19 décembre 1986 a été tiré à 498 919 exemplaires

A B C D E F G

lafont

11, rue Vignon 75008 Paris, tel. 42.66.00.97, telex 216.527.F

LES AMATEURS D'APPLE FETENT NOËL CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER LES SE RETROUVENT MARRON

Un disque dur 20 M.o. externe SCSI pour Macintosh Plus 7200 FHT 8450 F.T.T.C. !!! Jusqu'à 31.12

INTERNATIONAL COMPUTER

La micro sans frontières

26, rue de Renard Paris 4 • 42.72.26.26
29, rue de Clichy Paris 9 • 42.85.24.55
64, av. du Prado Marseille 13006 • 91.37.25.03